

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES JURIDIQUES

soutenue par MARC LECLERCQ, devant la Faculté de Nancy

le 8 Décembre 1925

De la compétence des Conseils de guerre d'occupation

PAR APPLICATION

du Traité de Versailles et de l'Arrangement Rhénan

LILLE
IMPRIMERIE H. MOREL
77, rue Nationale

1925

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES JURIDIQUES

soutenue par MARC LECLERCQ, devant la Faculté de Nancy

le 8 Décembre 1925

De la compétence des Conseils de guerre d'occupation

PAR APPLICATION

du Traité de Versailles et de l'Arrangement Rhénan

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL

77, rue Nationale

1925

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. MICHON (☉ I).

Doyen et professeur honoraire : M. BINET (✱, ☉ I).

Doyen honoraire : M. GÉNY (✱, ☉ I).

Professeurs honoraires : MM. MAY (✱, ☉ I), BOURCART (O ✱, ☉ I),

CARRÉ DE MALBERG (✱, ☉ I), ROLLAND (☉ I), MOREL (☉ I).

MM. GÉNY (✱, ☉ I), professeur de Droit civil.

MICHON (☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (☉ I), professeur d'économie politique.

SENN (☿, ☉ I), professeur de Droit romain à la Faculté de Droit de Paris, chargé de cours de Droit romain à la Faculté de Droit de Nancy.

RENARD (☉ I), professeur de Droit public.

HENRY (☉ A), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (☉ A), professeur d'économie politique et d'Histoire des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de Droit de Lille.

KRÖLL (☉ A), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL, professeur de Droit international public et privé.

OUDINOT (✱, ☿, ☿, ☉ A), agrégé, détaché au Ministère des Régions libérées.

LESCOT (☿), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), agrégé, chargé des cours de Droit civil (2^e année) et de Droit civil (capacité).

VOIRIN (☿), docteur en Droit, chargé des cours de Droit civil (1^{re} année), et de Droit civil (capacité).

RAOUL DUVAL, docteur en Droit, chargé des cours d'économie politique (1^{re} année) et doctorat.

TROTABAS (☿), docteur en Droit, chargé des cours de Droit administratif (2^e année) et de législation financière.

MELIN (☉ I), docteur en Droit, chargé du cours de Science sociale.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières des candidats.



HISTORIQUE

L'occupation militaire peut avoir lieu de deux façons :

En cas de guerre, occupation militaire d'un territoire ennemi. En cas de paix, occupation militaire d'un territoire étranger, mais non ennemi, en dehors de toute hostilité.

En temps de guerre, il n'y a pas d'occupation de guerre par le seul fait qu'une armée pénètre sur un territoire ennemi ; ce fait constitue ce que l'on appelle l'invasion, mais il y a occupation de guerre, quand le territoire ennemi a été abandonné par ses propres troupes, à la suite d'une défaite, et que l'armée victorieuse occupe ce territoire. Cette distinction de l'occupation et de l'invasion n'est pas admise par tous les auteurs (1), mais elle est consacrée par le Règlement de la Haye du 18 octobre 1907 sur les lois et les coutumes de la guerre sur terre, qui, dans son article 42, édicte : « Un territoire est considéré comme occupé, quand il se trouve placé de fait sous l'autorité ennemie. L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer ».

Quand l'armée victorieuse se trouve établie sur un

(1) En ce sens, PILLET. *Le droit de la guerre*, 1893, t. II, p. 31. et suiv. — En sens contraire, PIÉDELIÈVRE. *précis de droit international public*, 1894, t. II, p. 268.

territoire ennemi, elle est seule en mesure d'exercer son autorité et, en conséquence, l'autorité passe entre ses mains. La souveraineté du pays occupé subsiste en droit, *mais en fait*, elle est paralysée par la présence du vainqueur. « On ne saurait prétendre, dit Heffer, que la conquête (occupation de la guerre) opère de plein droit une subrogation du vainqueur dans les droits du gouvernement vaincu » (1).

Il n'y a donc, au profit de l'occupant, qu'un pouvoir de fait et non de droit, qui ne modifie qu'autant que les nécessités militaires l'exigent impérieusement, la situation intérieure du territoire occupé et qui prendra fin, soit par la reprise du territoire par le vaincu, soit à la cessation des hostilités, par la signature d'un traité de paix.

L'occupation militaire, en cas de guerre, est un état de fait et non un état de droit, de sa nature essentiellement temporaire, puisque les vicissitudes de la lutte peuvent la modifier ou la faire disparaître ; elle confère à l'occupant des droits très étendus, annihilant en fait l'exercice de l'autorité légale du pays mais sans le faire cependant disparaître en droit.

En est-il de même au cas d'une occupation militaire en dehors du cas de guerre ?

Cette occupation militaire peut résulter d'un traité de paix, qui a mis fin à la guerre entre deux pays, c'est ce que l'on appelle occupation conventionnelle.

Elle peut être une servitude internationale imposée

(.) *Le droit international de l'Europe*, traduction Bergson, 4^e édition, 1883, § 131.

à un pays vaincu ; elle peut également avoir une existence temporaire et subsister uniquement jusque l'accomplissement intégral des obligations imposées au vaincu par le traité ; paiement d'une indemnité de guerre ou autre exigence incorporée dans le traité ; elle peut être aussi stipulée dans un traité à titre de garantie de l'exécution des clauses de ce traité.

Il y a donc une distinction très nette entre l'occupation en temps de guerre et l'occupation en temps de paix ; la première a pour but unique de contraindre le belligérant, dont on occupe le territoire, à s'avouer vaincu et subir la loi du plus fort ; la deuxième peut varier dans ses buts et dans sa réglementation.

Toutefois, toutes les occupations, en dehors du cas de guerre, ont des caractères communs, qu'il importe d'énumérer.

L'occupation d'un territoire étranger, en dehors du cas de guerre, est une mesure essentiellement pacifique, qui fonctionnera sous le régime du droit des gens en temps de paix, régime basé sur le respect des droits et des intérêts respectifs des Etats. La souveraineté de l'Etat occupé reste entière et n'est limitée en principe que par les mesures nécessaires, prises par l'armée d'occupation, pour assurer la satisfaction de ses besoins, le souci légitime de sa sécurité et l'exercice de sa compétence. Ce ne sera donc en vérité au profit de l'armée étrangère qu'un droit de garnison, sans empiétement d'aucune sorte dans l'administration intérieure du territoire occupé. Toute mesure, prise par elle et qui ne serait pas légitimée par ses besoins de subsistance et de sécurité, constituerait un abus

de pouvoir et dénaturerait le caractère de l'occupation.

Les pouvoirs de l'armée d'occupation en temps de paix se différencient du cas de guerre, non seulement par leur étendue, mais aussi par leur origine. L'occupation d'un territoire par l'armée belligérante est une occupation de fait, tandis que l'occupation conventionnelle en temps de paix est un état de droit, dont les clauses auront été déterminées par un traité et auront réglementé les rapports des autorités et des habitants des pays occupés avec l'armée d'occupation. On n'aura rien laissé, autant que possible, à l'arbitraire, afin d'éviter les conflits et les abus parfois inconscients d'une puissance armée en territoire étranger.

Les occupations militaires pacifiques ont été à peu près inconnues pendant toute l'antiquité.

On en rencontre très peu jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Ce n'est vraiment qu'à partir de la Révolution française que l'occupation militaire, en dehors du temps de guerre, est vraiment entrée dans l'histoire du droit des gens (1).

Ces occupations par les Armées de la Révolution et de l'Empire furent légitimées par la nécessité du vainqueur de s'assurer, dans les pays vaincus, une sauvegarde contre une trahison éventuelle, alors qu'il était obligé de continuer à lutter contre les belligérants alliés, qui n'avaient pas encore déposé les armes. Elles avaient également leur raison d'être dans la

(1) NYS. La Révolution française et le Droit international, dans ses *Etudes de Droit International*, p. 318.

protection des nouvelles républiques, nées en Europe sous l'influence de la Révolution Française victorieuse et, d'autre part, elles protégeaient les conquêtes qui avaient restitué à la France ses frontières naturelles, continuellement menacées par les Etats rivaux. Enfin, ces occupations garantissaient le paiement des indemnités de guerre et les traités d'alliance imposés par la force pour la préparation de toutes les conquêtes.

La première occupation de la Convention fut celle de la rive gauche du Rhin, intéressante pour notre étude.

Les traités de Bâle du 5 avril et 20 août 1793 décidèrent que les armées françaises continueraient d'occuper la partie des Etats du Roi de Prusse et du Langrave de Hesse-Cassel, située sur la rive gauche du Rhin, l'arrangement définitif à l'égard de ces territoires étant renvoyé jusqu'à la pacification générale entre la France et l'Empire germanique.

Ce n'est que six ans après qu'intervint cette pacification. Le 9 mars 1798, la députation de la Diète germanique, au Congrès de Rastadt, consentait à la cession totale de la rive gauche du Rhin à la France, les premiers dépossédés devant être indemnisés par la sécularisation de territoires ecclésiastiques, situés sur la rive droite ; mais ce ne fut qu'après les victoires de Marengo et de Hohenlinden que l'empereur prit acte du consentement de la Diète de Rastadt, qui, stipulant tant en son nom qu'au nom de l'Empire, abandonnait à la France, par le traité de Lunéville du 9 février 1801, les pays allemands de la rive gauche.

Jusqu'à cette date et depuis les 5 avril et 25 août

1793, date du traité de Bâle, les pays rhénans furent l'objet, avant leur annexion, d'une occupation de six ans. Cette occupation fut d'une nature toute spéciale et constitua véritablement une annexion pure et simple. Dès la signature du traité de Bâle, les pays de la rive gauche du Rhin furent traités comme territoires français. Ils faisaient partie des cessions territoriales, que le vainqueur entendait imposer plus tard au vaincu et, c'est pourquoi, sans attendre la signature du traité d'annexion, toutes les prérogatives de la souveraineté devenaient l'apanage du vainqueur, le souverain nominal ne conservait qu'un titre dénué de toute puissance.

Cette occupation ressemble à celle de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, et de Chypre par l'Angleterre en 1878, et aussi à celle de l'occupation de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine par les Allemands, d'août 1870 à février 1871. Dès le début de cette dernière occupation, les pays envahis furent considérés comme terre allemande et soustraits complètement à la souveraineté de la France (1).

Aucune réglementation ne fut faite pour déterminer les modalités de l'occupation de la rive gauche du Rhin en 1795. Tout se produisit comme en cas d'annexion.

Une autre occupation française eut lieu en Hollande, de 1795 à 1810. Elle fut motivée, non pour garantir le paiement de l'indemnité de cent mille florins, contribution de guerre, mais pour assurer à la France la

(1) MAY. *Le traité de Francfort*, 1909, pages 88 à 92.

neutralité de la nouvelle république Batave et pour avoir en Hollande un gouvernement qui nous fût dévoué. L'entretien de l'armée d'occupation était à la charge du pays occupé. Cette armée conservait son autonomie entière ; elle ne recevait d'ordres que du général commandant en chef ; elle ne relevait au point de vue juridiction que des lois françaises. L'article 11 dispose en effet que « tous les délits militaires, qui se commettraient dans l'armée française, seraient soumis à la juridiction d'un tribunal français, organisé suivant les lois de la République ».

De 1794 à 1814, l'Italie connut, dans les divers Etats indépendants les uns des autres qui la composaient, l'occupation française, d'abord au cours des opérations de guerre et ensuite à titre pacifique. Rien de particulier ni d'intéressant pour notre étude n'est à signaler dans cette occupation qui, dans la plupart des Etats, était une préparation à un acheminement vers l'annexion qui fut proclamée plus tard.

Sous l'Empire, une occupation importante en dehors du cas de guerre ne se rencontre qu'en Prusse. Elle dura de 1807 à 1813.

Le traité de paix de Tilsitt mit fin à la guerre et fut signé le 7 juillet 1807 par la Russie, et le 9 du même mois par la Prusse. Trois jours après, une convention, signée le 12 juillet 1807, réglementait l'évacuation par les armées françaises des territoires prussiens. Elle devait avoir lieu par étapes successives, mais elle était subordonnée de la façon la plus expresse au paiement des contributions de guerre dues par le pays vaincu, à moins que ce dernier n'ait donné des sûretés suffi-

santes, garantissant le paiement et dont la validité était subordonnée à l'agrément de l'intendant général de l'armée française. Diverses modifications et adoucissements furent apportés par la suite à cette occupation.

Sous la Restauration, de 1815 à 1818, la France fut occupée par les alliés vainqueurs et elle qui, tant de fois victorieuse, avait occupé les autres Etats, connut à son tour les rigueurs de l'occupation en temps de paix.

En 1815, les Alliés remirent à Talleyrand, le 20 septembre, un ultimatum qui comportait, entre autres conditions : l'occupation pendant sept ans d'une ligne de territoire et de places fortes le long des frontières du Nord et de l'Est.

Le Gouvernement Français, grâce à l'appui de la Russie, obtint que la durée de cette occupation fut réduite à cinq ans.

Le traité de paix de Paris du 20 novembre 1815 imposait, dans son article 5, l'occupation pendant cinq ans, par des troupes étrangères, d'un certain nombre de places frontières. Le but de cette occupation a été pour les vainqueurs une garantie contre le péril d'une nouvelle révolution. Elle n'avait pas pour but de prendre un gage jusqu'au règlement de l'indemnité de guerre fixée à sept cents millions ; la France devait, aux termes de l'article 8, remettre aux puissances alliées, à titre de garantie de la régularité des paiements, une rente sur le Grand Livre de la Dette de France de la somme de sept millions de francs au capital de 140 millions.

Cette garantie suffisait, puisque la France remettait

immédiatement aux Alliés quinze engagements de quarante-six millions représentant les deux tiers de la dette de guerre et payables de quatre mois en quatre mois pendant cinq ans.

La seule raison de cette occupation a été de protéger l'Europe, non seulement contre une attaque directe de la part de la France, mais aussi et surtout contre le danger d'être obligée de reprendre les armes pour étouffer un nouveau mouvement révolutionnaire.

D'autres occupations eurent lieu dans le courant du XIX^e siècle.

Occupation de l'Espagne par les troupes françaises en 1824, sur la demande du roi d'Espagne « afin d'assurer le repos et le bien-être de ses Etats, et de lui donner le temps de récomposer son armée sur les bases de l'ordre et de la discipline et de consolider son gouvernement, de manière à contenir la malveillance et les factions qui tenteraient d'en troubler la tranquillité » (1).

Occupation du Portugal par les Anglais, en 1827, sur la demande du roi de Portugal pour se protéger contre les partisans de don Miguel, soutenus par l'Espagne.

Occupation des Principautés Danubiennes par les Russes, de 1829 à 1836, à la suite de la guerre entre la Russie et la Turquie ; occupation conventionnelle, destinée à garantir le paiement d'une indemnité de guerre (2).

(1) DE CLERCQ. T. III, page 307.

(2) RAMBAUD. *Histoire de la Russie jusqu'en 1877*, pages 644 à 647.

Occupation autrichienne et française dans les Etats Pontificaux, de 1831 à 1848.

Occupation française à Rome et dans les Etats Pontificaux, de 1849 à 1870 ; occupation conventionnelle, puisque, c'est à la demande du Pape que la France est allée à Rome et y est restée vingt ans.

Occupation par la Prusse et l'Autriche des duchés danois de Sleswiz et de Holstein, à la suite de la guerre entre le Danemark et la Prusse ; occupation confiée par les deux belligérants à un tiers mandataire, la Suède.

Occupation française au Mexique, de 1862 à 1867, occupation collective au début et motivée par la nécessité pour la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne de protéger leurs nationaux, menacés au Mexique par les troupes révolutionnaires.

Occupation de départements français après la guerre de 1870-1871 et par application du traité de Francfort.

Occupation de la Bulgarie par les Russes (1878-1879), en vertu du traité de San Stefano du 3 mars.

Occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, de 1878 à 1908, donnant à l'Autriche un droit d'administration. L'article 25 du Traité de Berlin, du 13 juillet 1878, est ainsi conçu : « Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie » (1).

Occupation de Chypre par l'Angleterre, en 1878, constituant véritablement une annexion déguisée. Le haut-commissaire anglais commande l'armée, il est

(1) DE CLERCK, t. XII, p. 316.

législateur et juge suprême ; son pavillon est arboré dans l'île. Cette occupation, qui existe encore à l'heure actuelle, ne comporte que le nom et est en réalité une cession de souveraineté faite par l'Etat occupé au profit de l'Etat occupant. Une ordonnance législative a été publiée par le haut commissaire anglais, sans la sanction du Sultan, instituant une Haute Cour de justice britannique, jugeant d'après les lois anglaises, au pénal et au civil, et s'étendant à toutes les personnes, étrangers et indigènes (1).

Occupation de la Crète par les puissances alliées, en 1897, occupation bien plus imposée que consentie, car si le sultan avait accepté l'intervention des puissances alliées pour rétablir l'ordre dans l'île et repousser les Grecs, il a toujours protesté contre les empiétements et notamment contre l'institution d'une Commission internationale de police (2).

Occupation internationale en Chine, en 1901, à la suite des massacres des Boxers, dont le but fut de garantir les légations et à laquelle prirent part, non seulement les principales puissances de l'Europe, mais encore le Japon et les Etats-Unis.

Occupations françaises et espagnoles au Maroc (1907-1912). Les accords franco-anglais et franco-espagnol de 1904 avaient attribué à la France une situation prépondérante au Maroc, mais l'acte d'Algésiras du 7 avril 1906 avait soumis le Maroc à la garantie

(1) FERAND-GIRAUD, t. II, p. 23.

(2) *Revue de Droit International public*, t. X, (1903), p. 229.

(3) DE LAPRADELLE. La question chinoise. *R. D. I. P.*, t. VIII-XI.

internationale (garantie de l'indépendance et de l'intégrité territoriale) (1).

Des troubles ayant éclaté à nouveau au Maroc, la France occupa militairement Oudjda à l'Est, puis Casablanca et la Chaouia à l'Ouest ; puis ensuite, après l'expédition de Fez et l'entrée des troupes françaises dans la capitale chérifienne, un traité de protectorat fut signé le 30 mars 1912.

Ce traité avait été précédé d'un accord entre la France et l'Allemagne, Le 1^{er} juillet 1911, alors que l'armée française était encore à Fez, le gouvernement allemand avait envoyé un navire de guerre dans les eaux d'Agadir.

Après de longs pourparlers, le 4 novembre 1911, fut signée la convention aux termes de laquelle le gouvernement allemand déclara « qu'il n'entraverait pas l'action de la France en vue de prêter son assistance au gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires dont il aurait besoin pour le bon gouvernement de l'Empire », qu'il n'apporterait aucun obstacle aux mesures que la France pourrait être amenée à prendre pour « préciser et étendre son contrôle et sa protection ; qu'il ne ferait pas obstacle, notamment, à ce que la France, après accord avec le gouvernement marocain, procédât aux occupations militaires du territoire marocain, qu'elle jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales ».

(1) MÉRIGNAC. *Traité*, t. I, p. 374.

Dans une lettre annexe à cette Convention, le gouvernement allemand fit connaître que « dans l'hypothèse où le gouvernement français croirait devoir assumer le protectorat du Maroc, il n'y apporterait aucun obstacle » (1).

Il ressort de cet examen rapide de la plupart des occupations militaires, qu'elles se sont multipliées au cours du XIX^e siècle et ont entre elles des différences sensibles, résultant des raisons qui ont présidé à leur création. Elles résultent des traités de paix, des traités d'alliance ou de protectorat. Celles qu'on rencontre le plus fréquemment sont les occupations de garantie, que les Etats vainqueurs stipulent dans les traités de paix pour garantir l'exécution des obligations imposées aux vaincus.

D'autres ont été stipulées pour venir en aide à des Etats alliés et les garantir contre l'ennemi de l'intérieur ou de l'extérieur.

On a vu aussi des occupations motivées par des considérations stratégiques, en vue des besoins de la guerre, ayant pour but de faciliter les opérations militaires contre une autre puissance ou de garantir la neutralité du pays occupé jusqu'à la fin des hostilités.

Il y a eu également des cas d'occupations collectives et aussi des occupations en vertu d'un mandat conféré à l'Etat occupant par d'autres puissances.

(1) *R. D. I. P.*, texte de la Convention, t. XIX (1912). Documents, pp. 7 et 12.

LIVRE PREMIER

ÉTUDE DU DROIT DE L'OCCUPATION

CHAPITRE PREMIER

Droit de Législation

Très longtemps, on admit que l'occupant pouvait, à son gré, suspendre l'application des lois en vigueur sur le territoire occupé mais, actuellement et conformément aux règlements de La Haye de 1899 et de 1907, « l'occupant doit respecter, *sauf empêchement absolu*, les lois en vigueur dans le pays ».

Il y a lieu à l'application de la loi du pays de l'occupant :

I. — Pour les crimes et délits, commis par les membres de l'armée. Une armée en territoire étranger est toujours soumise aux lois de son propre pays ; c'est la garantie même de son indépendance et de son prestige.

II. — Pour les crimes et délits commis par les habitants des pays occupés contre l'armée d'occupation, non seulement s'étendant aux sujets du pays occupé,

mais aussi à tous les étrangers, quels qu'ils soient, résidant dans ce pays.

III. — Pour les infractions commises contre l'armée par les militaires et les personnes à la suite de cette armée.

IV. — Pour interdire et réprimer tous les actes contraires aux intérêts et aux buts, poursuivis par l'armée d'occupation. La juridiction de l'Etat occupant s'appliquera quand il s'agira de faire respecter la discipline de l'armée d'occupation ou d'assurer sa sécurité. Les conseils de guerre de cette armée seront donc compétents pour réprimer tous les attentats dirigés contre elle, parce que, comme le dit M. Pillet : « Cette justice est la sauvegarde de l'armée d'occupation et que c'est au souverain, seul responsable du salut de cette armée, de déterminer la mesure exacte de la protection légale qui lui est nécessaire » (1).

CHAPITRE II

Droit de Juridiction

La juridiction de l'occupant s'exercera, pour garantir la discipline et la sécurité de son armée et pour assurer l'exécution des ordres qu'il a prescrits.

(1) PILLET, t. II, p. 206, note 2.

Presque tous les traités, contenant une convention d'occupation, prévoient le droit de juridiction au profit de l'occupant, mais, même en l'absence d'une stipulation spéciale dans la convention d'occupation, le droit de juridiction n'a jamais été contesté et a toujours été appliqué.

Le droit de légitime défense appartient, non seulement aux individus, mais aussi aux nations et à leurs armées.

Une armée, occupant un territoire étranger, doit donc pouvoir se défendre contre toute attaque individuelle ou collective et réprimer tous attentats dirigés contre elle.

La doctrine est unanime sur ce point.

« L'armée ennemie, dit M. Piédelièvre (1), doit être considérée comme portant partout avec elle sa loi pénale, laquelle constitue en quelque sorte son droit personnel et doit recevoir son exécution sans distinction de lieu ni de temps ».

Nous trouvons dans le *Journal de Droit International Privé* (2) une théorie identique : « Aucune armée d'occupation ne peut se maintenir sur un territoire étranger qu'à la condition, en fait, d'être composée de forces suffisantes pour repousser les attaques collectives qui peuvent se produire contre elle et, en droit, d'être investie des pouvoirs nécessaires, non seulement pour assurer sa sécurité, mais encore pour avoir raison des attaques individuelles contre les hommes qui composent le corps expéditionnaire ».

(1) PIÉDELIEVRE, t. II, p. 265.

(2) *Journal de Droit International privé*, t. IX, 1882, p. 501 et suiv.

Le droit de juridiction résulte pour l'occupant du droit qu'il a de veiller à sa sûreté, de la garantir par tous les moyens et d'empêcher que ses troupes ne soient impunément victimes d'agressions injustes ou d'autres faits délictueux.

Refuser ce droit à l'armée d'occupation serait la mettre dans l'obligation de réprimer par la force et la violence tous les actes, dont ses membres pourraient être victimes.

Enfin, M. Morin, malgré ses tendances à restreindre les effets des pouvoirs exceptionnels conférés au corps d'occupation, professe le même avis ; il en trouve la raison dans cette règle, que le corps expéditionnaire, en pays étranger, doit trouver sa protection dans ses lois et il fait de plus cette observation : « Selon un principe de droit public qu'admet le droit des gens lui-même, la compétence territoriale s'étend pour la répression à tout ce qui est définitivement réputé faire partie de l'Etat occupant, ainsi un vaisseau de guerre en mer ou dans un port étranger est comme un Etat qui voyage avec sa juridiction répressive compétente vis-à-vis des délinquants, ses justiciables. L'armée expéditionnaire est dans une situation semblable ».

Nous allons maintenant examiner la compétence de la juridiction de l'armée d'occupation suivant qu'elle s'applique :

- 1^o Aux membres de l'armée d'occupation ;
- 2^o Aux indigènes du territoire occupé ;
- 3^o Aux étrangers établis sur le territoire occupé.

(1) MORIN, t. II, p. 435.

TITRE PREMIER

INFRACTIONS COMMISES PAR LES MEMBRES DE L'ARMÉE D'OCCUPATION

Les conseils de guerre de l'armée d'occupation sont compétents pour juger les membres de cette armée, qui commettent des délits militaires ou des crimes et délits de droit commun ; leur répression intéresse la discipline.

La doctrine n'est pas unanime sur ce point.

« Les tribunaux locaux, écrit M. Rivier (1), sont compétents pour juger les délits commis par les militaires étrangers contre les non militaires et même pour les délits entre militaires, par lesquels la tranquillité publique est troublée ».

MM. Bonfils et Fauchille disent : « Pour les délits commis par des soldats étrangers contre les habitants ou entre eux, mais ayant troublé la tranquillité publique, les magistrats locaux sont compétents pour en juger et punir les auteurs » (2), mais cette opinion n'est pas suivie par la généralité de la doctrine ; son application, du reste, aurait de graves inconvénients pour la discipline et le prestige de l'armée d'occupation.

Le Code pénal allemand du 20 juin 1872, complété

(1) *Principes du Droit des gens*, t. I, p. 333.

(2) BONFILS et FAUCHILLE, n. 266, p. 157.

par la loi du 1^{er} décembre 1898, dispose que « les crimes ou délits, commis par les militaires à l'étranger, tant qu'ils font partie de l'armée ou qu'ils occupent un poste de police, sont passibles de la même peine que ces actes encourraient, s'ils avaient été commis sur le territoire de la Confédération » (article 7), sans distinguer entre les différents délits, s'ils ont été commis à l'égard d'autres militaires ou à l'égard des habitants.

Même disposition dans l'article 63 du Code de justice militaire français : « L'inculpé, qui ne fait pas partie du corps d'occupation ou n'est pas assimilé à ses membres, ne peut être traduit devant les conseils de guerre de ce corps que si l'infraction est une de celles énumérées par le titre II du livre IV du Code de justice militaire ».

Une décision extrêmement intéressante a été rendue au sujet du droit de juridiction de l'armée d'occupation, par le tribunal de La Haye, le 22 mai 1909, dans l'espèce suivante :

Des soldats de nationalité allemande et engagés dans la légion étrangère, faisaient partie du corps d'occupation français dans la région de Casablanca, au Maroc. Ils désertèrent et furent arrêtés, malgré l'intervention du délégué du Consulat allemand, qui prétendait avoir sur eux un droit exclusif de juridiction. L'affaire fut portée d'accord devant le Tribunal arbitral de La Haye et, le 22 mai 1909, un arrêt fut rendu, donnant raison à la thèse française.

Voici en quels termes la Cour d'arbitrage motivait sa sentence :

« Considérant que, d'après le régime des capitula-

tions en vigueur au Maroc, l'autorité consulaire allemande exerce, en règle générale, une juridiction exclusive sur tous les ressortissants allemands qui se trouvent dans ce pays ;

» Considérant que, d'autre part, un corps d'occupation exerce aussi, en règle générale, une juridiction exclusive sur toutes les personnes appartenant audit corps d'occupation ; que ce droit de juridiction doit être reconnu, toujours en règle générale, même dans les pays soumis au régime des capitulations ;

» Considérant que, dans le cas où des ressortissants d'une puissance qui bénéficie, au Maroc, du régime des capitulations, appartiennent au corps envoyé dans ce pays par une autre puissance, il se produit, par la force des choses, un conflit entre les deux juridictions sus-indiquées ;

» Considérant que le conflit des juridictions, dont il a été parlé, ne saurait être décidé par une règle absolue, qui accorderait d'une manière générale la préférence, soit à l'une, soit à l'autre des deux juridictions concurrentes ; que, dans chaque cas particulier, il faut tenir compte des circonstances de fait qui sont de nature à déterminer la préférence ;

» Considérant que la juridiction du corps d'occupation doit, en cas de conflit, avoir la préférence, lorsque les personnes, appartenant à ce corps, n'ont pas quitté le territoire, placé sous la domination immédiate, durable et effective de la force armée ;

» Considérant qu'à l'époque dont il s'agit, la ville fortifiée de Casablanca était militairement occupée et gardée par des forces militaires françaises, qui consti-

tuaient la garnison de cette ville et se trouvaient, soit dans la ville même, soit dans les camps environnants ;

» Considérant que, dans ces conditions, les déserteurs de nationalité allemande, appartenant aux forces militaires de l'un de ces camps et étant dans l'enceinte de la ville, restaient soumis à la juridiction militaire exclusive, etc... »

La décision du Tribunal de La Haye n'a donc pas fait de distinction entre l'occupation pacifique et l'occupation de la guerre, contrairement du reste à la thèse allemande, qui soutenait que les pouvoirs reconnus par toutes les nations à une armée en territoire étranger pendant les hostilités, ne pouvaient lui appartenir au cas d'occupation pacifique.

Il est donc établi, et d'une façon indiscutable, que le droit de juridiction de l'occupant s'étend à toutes les infractions commises par les personnes faisant partie du corps d'occupation ; que ces infractions soient prévues par le code militaire ou par les lois pénales. Que ce soit un crime ou un délit, que ce crime ou ce délit aient été commis ou non à l'encontre de militaires ou de civils, s'ils ont été commis par un militaire de l'armée d'occupation, seuls les conseils de guerre de cette armée seront appelés à en juger.

TITRE II

INFRACTIONS COMMISES PAR LES INDIGÈNES DU TERRITOIRE OCCUPÉ

Au cas d'occupation, les tribunaux du territoire occupé continuent à fonctionner sans aucune entrave

et c'est devant eux que sont portés les conflits entre les habitants indigènes et les poursuites exercées par application des lois pénales du pays.

Dans les cas d'une occupation de guerre, la doctrine et la pratique internationale sont unanimes à reconnaître à l'occupant le droit de juridiction sans restriction, quand les infractions commises ont été dirigées contre son armée ou les membres de cette armée.

Il en est de même pour l'occupation pacifique ; un corps d'occupation doit avoir le souci de sa propre sécurité et de son prestige et il doit pouvoir réprimer lui-même par ses propres tribunaux toute atteinte à cette sécurité et à ce prestige.

« Les lois pénales territoriales, écrit M. Pillet, ne sont point applicables, en temps d'occupation, aux crimes et délits commis par un habitant contre un militaire appartenant à l'armée d'occupation, car il y a là une mesure de précaution rendue nécessaire, moins par l'état de guerre que par la présence d'une armée en territoire étranger. Il est en effet impossible de laisser la connaissance de ces faits aux tribunaux ordinaires, dont l'impartialité serait forcément suspectée » (1). On pourrait faire la même observation concernant l'impartialité des tribunaux d'occupation.

Despagnet dit également : « La juridiction de l'armée d'invasion se substitue de plein droit à celle du pays occupé pour tous les faits qui se rattachent à la sécurité des troupes d'occupation..., même non prévus par la loi militaire » (2).

(1) PILLET, t. II, p. 226, note 1.

(2) DESPAGNET, p. 574 et 575.

Même opinion chez Pradier-Fodéré : « La doctrine et la jurisprudence admettent que la règle, qui attribue compétence aux conseils de guerre pour juger les crimes et délits, commis par les habitants du pays occupé contre l'armée d'occupation ou contre ses membres, s'applique aux occupations pacifiques comme aux occupations de guerre. On enseigne, en effet, que les circonstances, qui motivent une occupation, du moment où elle a lieu, ne peuvent pas priver celui qui la réalise du droit de défense et du pouvoir de repousser notamment toutes les entreprises collectives ou individuelles, dirigées contre le corps occupant et ceux qui le composent. Volontaire ou subie, une occupation militaire doit : ou cesser ou, si elle persiste, user des moyens indispensables et admis par le droit public pour se maintenir ». (1)

Garraud professe la même opinion : (2) « La compétence des justices militaires françaises s'étend dans tous les cas, quels que soient le caractère de l'occupation et la nationalité des coupables, aux attaques individuelles dirigées contre les hommes qui composent le corps expéditionnaire ».

M. Mérignac, à propos des occupations militaires en dehors du cas de guerre, écrit : « En ce cas, on admet que la puissance occupante possède certains droits de juridiction et peut faire fonctionner sa justice militaire ».

(1) PRADIER-FODÉRÉ, t. VII, n. 2976.

(2) GARRAUD. *Traité de Droit pénal*, t. I, n. 133.

En Tunisie, la France a appliqué aux étrangers la juridiction de ses conseils de guerre.

Dans le *Traité de Droit penal allemand*, de Liszt, nous y trouvons cette indication : « Un étranger qui, dans un pays étranger, occupé par des troupes allemandes, commet contre les troupes allemandes ou les personnes y appartenant une infraction punissable d'après les lois de l'Empire allemand est passible des mêmes peines que si cette action avait été commise par lui à l'intérieur du territoire allemand » (1).

C'est, en somme, la reproduction presque textuelle de l'article 161 du Code allemand de 1872 ainsi conçu : « Tout étranger ou allemand, qui commet sur un territoire, occupé par les troupes allemandes, un acte puni par les lois de l'empire allemand et dirigé contre les troupes allemandes ou leur suite, ou contre une autorité établie par l'Empire, est punissable exactement comme s'il avait été commis sur le territoire allemand ».

Nous trouvons une opinion contraire chez Rivier et Bonfils et également chez Féraud-Giraud.

En pratique, et dans toutes les occupations qui ont eu lieu dans des territoires divers par des armées étrangères, on a appliqué la règle de la compétence des conseils de guerre, non seulement sur les membres de l'armée d'occupation, mais aussi sur les habitants, à raison des attaques dirigées par eux contre l'armée ou l'un quelconque de ses membres.

Dans le traité du 24 février 1812 entre la France et

(1) LISZT. *Traité de Droit pénal allemand*, traduction Lobstein, t. II, p. 573.

la Prusse, alors que l'armée française pouvait occuper la plus grande partie du territoire prussien, il fut convenu que les délits commis contre l'armée d'occupation seraient soumis à la juridiction de commissions militaires, formées par les généraux de cette armée, réservant toutefois aux inculpés la faculté de se faire défendre par un avocat de leur pays.

Dans la Convention de Rouen du 16 mars 1871, entre la France et l'Allemagne, une déclaration d'état de siège fut décrétée dans les départements occupés ; c'était, par le fait même, la reconnaissance du droit pour l'occupant de dessaisir les tribunaux français de ces départements au profit des conseils de guerre allemands de toutes les infractions contre l'ordre public, quelle que fut la nationalité des contrevenants.

Cette convention entraînait, au profit de l'armée d'occupation, des pouvoirs exorbitants et empiétait contrairement au droit des gens, sur le pouvoir législatif et judiciaire du pays occupé.

L'article 8 des préliminaires de Versailles n'avait rendu au gouvernement Français que le droit de percevoir les impôts « pour son compte et par le moyen de ses employés ». L'administration des départements occupés restait jusqu'à la ratification du Traité de paix, entre les mains de l'armée allemande. Devant les inconvénients graves qui résulteraient inévitablement de l'administration des départements occupés par l'autorité allemande, le gouvernement Français fit tous ses efforts pour faire cesser cet état de choses et il obtint, dans la Convention de Rouen, que l'autorité civile lui fût rendue et l'administration réservée exclusivement aux fonctionnaires français.

L'autorité militaire, dans toute la zone d'occupation, était exercée par les Allemands seuls. Il y avait là un abus d'autant plus regrettable que l'article 3 de la Convention de Rouen décidait que l'état de siège, avec toutes ses conséquences, serait maintenu dans les départements occupés.

Or, l'article 7 de la loi française du 9 août 1849, qui réglemente l'état de siège, décide que les autorités civiles peuvent être dessaisies par l'autorité militaire et au gré de celle-ci, de tous les pouvoirs, dont elles sont revêtues en temps normal, pour le maintien de l'ordre et de la police.

De plus, en dehors des droits de perquisition de jour et de nuit, d'expulsion, d'interdiction de réunions ou de publication, l'état de siège permettait à l'autorité militaire de dessaisir les tribunaux ordinaires au profit des conseils de guerre, de tous les crimes et délits contre l'ordre et la paix publique.

Il y avait là un véritable abus de pouvoir de l'occupant, qu'il était intéressant de signaler au passage.

Le traité de paix, conclu entre la Chine et le Japon le 17 avril 1895, autorisant ce dernier pays à occuper provisoirement Wei-hai-Wei, déférait au conseil de guerre japonais toutes les offenses commises contre le corps d'occupation.

En fait, dans toutes les occupations qui ont eu lieu au XIX^e siècle, cette règle d'extension de compétence aux attentats contre l'armée occupante a été appliquée d'une façon générale.

Lors de l'occupation française à Rome, de 1849 à 1870, ont été déférés aux conseils de guerre français

tous les individus qui avaient attenté à la sûreté de l'armée occupante. Les jugements de condamnation prononcés ont été confirmés par la Cour de cassation française et jamais aucune protestation n'a été soulevée par l'Etat occupé.

Huit personnes avaient, à main armée, attaqué un détachement français et avaient été jugées par un conseil de guerre. La Cour de cassation, saisie par un recours des condamnés a, dans un arrêt du 19 janvier 1865 (1), déclaré que les conseils de guerre français étaient compétents pour juger les sujets romains, qui s'étaient rebellés contre le corps d'occupation, et a déclaré de la manière la plus expresse que, par l'expression « territoire ennemi » de l'article 63 du Code de justice militaire français, il fallait entendre le territoire étranger, occupé par les troupes françaises, même à la suite de la guerre, c'est-à-dire après la paix, lorsque l'occupation s'est continuée pour la défense des intérêts publics qui l'avaient commandée.

L'article 63 du Code de justice militaire est ainsi conçu : « Sont justiciables des conseils de guerre, si l'armée est en territoire ennemi, tous individus prévenus, soit comme auteurs, soit comme complices, d'un des crimes ou délits, prévus par le titre II du livre IV du présent Code ».

Un autre arrêt de la Cour de cassation, du 23 juin 1865, examinant la compétence dans un cas de vol commis par un habitant du territoire occupé au préjudice d'un officier du corps d'occupation, décide que le

(1) *D. Rec. Per.*, 1865, 1^{re} partie, p. 500.

principe de compétence exceptionnelle, établi pour la protection de l'armée en faveur des tribunaux militaires de l'occupant à l'égard de tous les individus habitant le territoire occupé ne cesse pas de produire ses effets dans le cas d'une occupation pacifique (1).

D'autres arrêts, rendus en 1865 et 1866, ont fixé la jurisprudence de la Cour suprême en ce sens que « l'armée, qui occupe le territoire étranger, devant trouver en elle-même tous les éléments de puissance qui lui sont nécessaires pour pourvoir à sa sûreté », les conseils de guerre français en occupation sont compétents pour connaître de tous les crimes et délits, prévus par le titre II du livre IV du Code de justice militaire, commis par les habitants du territoire occupé et également de tous délits qui porteraient atteinte à la sécurité de l'armée, sans avoir à distinguer si l'occupation est une occupation de guerre ou une occupation pacifique.

Ce principe était consacré encore par les instructions données par le Gouvernement Français au général Drude, lors de l'occupation française au Maroc, en 1908 : « Les sujets marocains qui, tombés en notre pouvoir, seraient soupçonnés d'avoir commis des actes criminels ou délictueux attentatoires à la sécurité de nos troupes, seront traduits, par application de l'article 63 du Code de justice militaire, devant les conseils de guerre que vous avez institués en exécution de mes ordres » (2).

(1) DALLOZ. *Rec. pér.*, 1865, 1^{re} partie, p. 501.

(2) *Journal officiel*, 21 février 1908, Sénat, Débats, p. 200.

Le même principe de compétence exceptionnelle a été affirmé par l'Autriche-Hongrie, lors de son occupation en Bosnie-Herzégovine, en 1878. Une loi du 17 juillet 1879, complétée par une ordonnance du mois de septembre suivant, établit la compétence des conseils de guerre du corps d'occupation pour la répression des crimes et des délits, quels qu'en fussent les auteurs :

I. — Les crimes contre la force militaire, avec extension de cette compétence à d'autres infractions dans divers cas de connexité.

II. — Toutes attaques à main armée contre des militaires.

III. — Les crimes de sédition, révolte, meurtre, brigandage. L'occupation de la Bosnie-Herzégovine, bien qu'elle fut acceptée par le souverain légal et avait une origine pacifique, fut en fait une véritable expédition militaire et une annexion déguisée ; ce qui explique les pouvoirs très étendus, donnés par l'Autriche aux conseils de guerre de l'armée d'occupation et qui auraient constitué un véritable abus de pouvoir, si l'occupation avait été consentie librement et avait revêtu un caractère purement pacifique.

Lors de l'occupation de la Crète par les puissances, en 1897, les Amiraux commandant les forces internationales décidèrent, par ordonnance du 31 août 1897, que « les offenses de toute nature au préjudice des officiers et soldats internationaux de terre et de mer et du personnel de la gendarmerie internationale, qui se commettraient, tant par les indigènes sujets de

Sa Majesté Impériale le Sultan, que par les administrés étrangers (qui, aux termes des capitulations, n'étaient en principe justiciables que des tribunaux consulaires) dans le territoire occupé par les Grandes Puissances, seraient jugés par une Commission militaire internationale de police, instituée à la Canée et composée de six officiers, appartenant aux six puissances occupantes ». Cette Commission devait statuer d'après les règles du Code militaire italien.

En Egypte, contrairement à la règle générale, depuis 1895 les crimes et délits commis par les indigènes contre des soldats ou officiers de l'armée britannique d'occupation sont, en principe, jugés par les tribunaux indigènes. Cette décision résulte d'un décret Khédivial du 25 février 1895 (1), mais ce n'est qu'un décret de principe, car, dès que le général commandant l'armée d'occupation le requiert, ces crimes et délits doivent être déférés à un tribunal spécial, composé, partie de fonctionnaires indigènes et partie d'agents britanniques, qui statue par décision définitive, sans aucun recours possible de la part des condamnés et sans limitation de pénalités par le Code pénal.

C'est l'article 11 du décret Khédivial qui a réglé cette juridiction et en a délimité la composition de la façon suivante : « Président : le ministre de la justice ; membres : le conseiller judiciaire, un conseiller anglais de la Cour d'appel indigène choisi par le ministre de la justice, le « Officiating Judge Advocate » de l'armée

(1) *R. D. I. P.*, t. III, 1896, Doc., p. 2.

d'occupation au Caire ou à Alexandrie, le président du tribunal du Caire ou celui du tribunal d'Alexandrie au choix du ministre de la justice.

Les arrestations sont faites par la police locale et l'instruction des affaires est confiée au commandant de cette police.

Il y a donc en Egypte une dérogation au principe de la compétence des tribunaux militaires, pour la répression des crimes ou délits commis contre les membres du corps d'occupation, mais cette dérogation s'explique par les garanties d'impartialité qu'offrent les tribunaux indigènes. En effet, la justice égyptienne a été réorganisée par l'Angleterre ; les principaux fonctionnaires sont anglais, de telle sorte que la justice est beaucoup plus anglaise qu'égyptienne.

Confier ainsi, en apparence tout au moins, à la justice égyptienne la répression des attentats commis contre les troupes anglaises, c'était flatter l'amour propre des indigènes, rendre hommage à l'impartialité de leur justice, mais c'était surtout essayer de démontrer l'inutilité du maintien en Egypte des tribunaux consulaires et des tribunaux mixtes. En fait, l'occupation de l'Egypte par les Anglais a un caractère précaire et essentiellement provisoire ; elle n'a aucune base juridique et n'est toujours qu'un simple état de fait. L'Angleterre, avait, à maintes reprises, promis l'évacuation, mais quand il lui a fallu réaliser sa promesse, elle a toujours invoqué des raisons plus ou moins fondées.

L'occupation de l'Egypte dure depuis 1882, peu après l'établissement de la France à Tunis. Des troubles

se produisirent à cette époque en Egypte et permirent aux Anglais d'intervenir et d'y envoyer un corps d'occupation, sous prétexte de protéger leurs nationaux et de rétablir l'ordre.

La légitimité de cette occupation a été consacrée par l'accord franco-anglais du 8 avril 1904, aux termes duquel la France s'est désistée de toutes ses prétentions sur l'Egypte (1).

Il n'en est pas moins vrai que cette occupation n'est toujours qu'une occupation de fait, sanctionnée par aucun traité entre le pays occupant et le pays occupé, c'est en réalité, comme les Anglais le proclament eux-mêmes, « un protectorat déguisé, d'une étendue indéterminée et d'une durée indéfinie ».

TITRE III

INFRACTIONS COMMISES PAR DES ÉTRANGERS ÉTABLIS SUR LE TERRITOIRE OCCUPÉ

Le pouvoir juridictionnel de l'occupant est le même à l'égard des étrangers établis sur le territoire occupé qu'envers les habitants indigènes.

Les auteurs sont unanimes sur ce point.

« L'armée d'occupation, dit M. Guelle, a juridiction sur tous les individus, même étrangers, qui se rendent

(1) V. JARAY. La situation internationale de l'Egypte depuis l'accord franco-anglais du 8 avril 1904. *R. D. I.*, 2^e série, t. VI, p. 407.

auteurs ou complices de faits attentatoires à la discipline ou à la sécurité de l'armée d'occupation » (1).

» Il importe peu, dit M. Despagnet, que le coupable soit un national du pays occupé ou appartienne à une puissance tierce : il s'agit d'une règle générale qui s'impose à tout le monde » (2).

Toutes les législations ont consacré ce principe.

L'article 63 du Code de justice militaire français parle de « tous individus » sans faire de distinction entre les indigènes et les étrangers ».

L'article 7 des Institutions Américaines de 1863 dit : « La loi martiale s'étend aux propriétés et aux personnes, sans distinction entre les sujets de l'ennemi et les autres étrangers ».

L'article 161 du Code pénal militaire allemand du 20 juin 1872 (complété et modifié par une loi du 1^{er} décembre 1898) consacre le même principe.

Ces textes sont relatifs à l'occupation de guerre, mais nous avons vu que ni la doctrine ni la jurisprudence ne font de distinction entre l'occupation militaire en pays ennemi et l'occupation en pays étranger.

La pratique internationale s'est conformée à cette décision de la doctrine et des textes législatifs.

Lors de l'occupation de la Tunisie en 1881, la France a fait admettre le droit de juridiction de ses tribunaux militaires à l'égard des étrangers coupables d'attentats contre le corps d'occupation. Le bey de Tunis avait, par des capitulations, renoncé à son droit de juri-

(1) GUELLE, p. 162.

(2) DESPAGNET, p. 911.

diction répressive à l'égard des étrangers qui, en cas d'infraction, étaient déférés devant leurs tribunaux consulaires. Malgré cette situation privilégiée reconnue par un texte légal, la thèse française fut admise universellement par les puissances étrangères.

Lors de l'occupation, en Crète, l'ordonnance des amiraux du 31 août 1897 donnait compétence à la Commission militaire internationale de police, aussi bien à l'égard des « administrés étrangers » que des indigènes, sujets du Sultan.

Il en fut de même dans les territoires ottomans, malgré l'existence des Capitulations. Les différentes armées étrangères ne s'adressèrent jamais aux tribunaux consulaires pour sanctionner les attentats commis par des étrangers, mais les traduisirent devant leurs conseils de guerre.

Lors de l'occupation de Madagascar, en 1895-1896, un conseil de guerre français se déclara compétent pour juger un citoyen américain, bien qu'en vertu du traité du 13 mai 1881, en vigueur entre les Etats-Unis et Madagascar, les américains relevaient de la juridiction de leur consul (1).

Enfin, lors de l'occupation du Maroc, en 1908, la France a déclaré que « le fait de son occupation n'avait pu modifier en aucune manière les règles de compétence et de procédure judiciaires établies par les traités, tant au regard des Français qu'au regard des ressortissants des autres Etats européens, tout au moins pour les litiges et les infractions qui n'intéressaient pas directement la sécurité des troupes d'occupation.

(1) Affaire Wallez. V. FAUCHILLE, *R. D. I. P.*, t. III, 1896, p. 65 et suiv.

TITRE IV

COMPOSITION DES TRIBUNAUX DE L'OCCUPANT ET FORMES DE LEUR PROCÉDURE

I

Soldats et assimilés faisant partie de l'armée d'occupation

En occupation, les armées sont, d'après un usage constant, accompagnées de leurs conseils de guerre ou conseils de révision, qui appliquent la législation militaire des troupes auxquelles elles appartiennent. Ce sont ces conseils de guerre qui fonctionneront pour juger les militaires ou assimilés et leur appliqueront les pénalités édictées par le Code de justice militaire, suivant la procédure de ce Code et seulement pour les infractions prévues par ce même Code.

II

Habitants du territoire occupé

A ceux qui ont commis des crimes contre la sûreté de l'armée, les conseils de guerre appliquent les mêmes règles qu'aux soldats, ils sont jugés d'après les mêmes formes et dans les mêmes conditions que les soldats de l'armée d'occupation.

Ce système, dans lequel l'armée d'occupation se protège avec ses lois militaires ordinaires, a été suivi

par la France, lors de ses occupations dans les Etats Pontificaux, au Mexique, en Tunisie, à Madagascar et au Maroc. Même système pratiqué par l'Autriche en Bosnie-Herzégovine et par les puissances en Crète.

Dans certains cas, d'ailleurs exceptionnels, on a eu recours à un système plus rigoureux, dit « de la loi martiale ». Il consiste à appliquer aux habitants des lois d'exception créées selon les circonstances et les besoins du moment.

« La loi martiale, dit M. Pillet (1), échappe aux diverses règles qui, en temps ordinaire, limitent l'effet de toute loi de caractère pénal. On ne requiert point d'elle qu'elle présente ce caractère de détermination rigoureuse, qui est la condition essentielle de toute loi criminelle. Ce n'est pas une loi promulguée une fois pour toutes, mais une série, *a priori* indéterminée, de prescriptions, que les chefs, responsables du maintien de l'ordre et de la conservation des troupes sur le territoire qu'elles occupent, peuvent varier à leur gré. Ce n'est pas davantage une loi dont les rigueurs soient proportionnées à la criminalité des actes quelle prévoit.

» Son critérium est différent.

» Ce qu'elle vise, ce sont les dangers que l'armée est exposée à courir du fait de la population et tel acte, qui, en temps ordinaire, serait frappé d'une peine insignifiante ou même ne serait pas puni du tout, peut, sous l'empire de la loi martiale, entraîner contre son auteur l'application des châtiments les plus graves.

(1) ESPERSON. L'Angleterre et les Capitulations dans l'Ile de Chypre au point de vue du Droit International. *R. D. I. P.*, 1^{re} série, t. X, p. 587.

Le jugement des infractions de cet ordre est soustrait aux juridictions ordinaires qu'il ne convient pas de faire intervenir dans des fonctions d'une nature aussi délicate et confié à des juridictions militaires : les cours martiales constituées à cet effet ».

Il n'y est d'ailleurs fait appel que dans des cas exceptionnels quand l'occupation se heurte à des résistances de la part des populations.

L'Angleterre y a recouru au début de son occupation de l'île de Chypre (1878) (1) de même lors de l'occupation par les puissances de certains points du territoire chinois, en 1900, à la suite des attentats des Boxers.

Enfin, quand les Japonais occupèrent la Corée et la Mandchourie, pendant la guerre russo-japonaise de 1904-1905, la loi martiale fut appliquée aux habitants des territoires occupés.

La proclamation de l'état de siège sur les territoires occupés est une mesure, qui a pour effet d'étendre la compétence des juridictions militaires de l'occupant à l'égard des habitants à tous les crimes ou délits, quelque'ils soient, commis par ceux-ci contre l'ordre public.

Les Allemands l'ont appliqué en France en 1871.

Dans l'occupation rhénane, à la suite du Traité de Versailles, on eut rarement recours à cette mesure. Elle ne fut prise qu'à titre exceptionnel à la suite de mouvements populaires qu'il fallait endiguer à tout prix, afin d'éviter qu'ils dégénérassent en révolte ouverte.

(1) PILLET, t. II, 0. 229.

Dans l'article 13 de l'Arrangement Rhénan, on prévoit l'état de siège :

« La Haute Commission aura le pouvoir, toutes les fois qu'elle le jugera nécessaire, de déclarer l'état de siège dans une partie quelconque ou dans la totalité du territoire. Par suite de cette déclaration, les autorités militaires auront les pouvoirs prévus par la loi allemande d'Empire du 30 mai 1892.

» En cas d'urgence, lorsque l'ordre public est troublé ou menacé dans un district, les autorités militaires locales pourront prendre toutes mesures temporaires nécessaires pour rétablir l'ordre. Dans ce cas, les autorités militaires rendront compte de ces faits à la Haute Commission ».

A l'occasion de l'occupation momentanée de Francfort, à titre de sanction, l'état de siège fut décrété le 6 avril 1920, à Mayence, par le général Degoutte, en vertu d'une autorisation de la Haute Commission et levé à compter du 2 mai suivant.

Quand Dusseldorf, Duisbourg et Ruhrort furent occupés, la Haute Commission a pris l'ordonnance 76 relative au rétablissement de la censure télégraphique et téléphonique, ainsi que de la censure de la presse, en ce qui concerne les mouvements de troupe.

Il a été entendu par accord entre les gouvernements alliés et associés que, en publiant des décrets ou en intervenant de toute autre façon dans l'administration civile en cas d'état de siège, le commandant en chef continuera d'agir après consultation et approbation de la Haute Commission, à moins qu'il s'agisse d'une opération présentant un caractère purement militaire.

Par décision du 1^{er} décembre 1921, la Haute Commission reconnut aux autorités militaires, en cas d'urgence, le droit de prendre, sous leur responsabilité, toutes mesures temporaires, jugées par elles nécessaires pour rétablir l'ordre, à charge d'en rendre compte à la Haute Commission.

L'appréciation de l'urgence est laissée à l'autorité militaire, notamment dans le cas de défaillance de la police allemande.

A plusieurs reprises, au cours des événements séparatistes et de la résistance organisée à la suite de l'occupation de la Rhur, l'état de siège fut décrété dans différentes villes. Les conseils de guerre furent saisis, dans les formes ordinaires, et aucune procédure exceptionnelle ne fut appliquée.

LIVRE DEUXIÈME

OCCUPATION DES TERRITOIRES RHÉNANS

CHAPITRE PREMIER

Période de l'armistice

Le 11 novembre 1918, l'Allemagne vaincue, perdant foi en son armée qui, démoralisée, n'est plus que l'ombre d'elle-même, n'a plus confiance dans ses chefs et ne réagit plus contre l'offensive déclanchée sur tout le front de bataille ; l'Allemagne capitule et sollicite l'armistice.

Pour des raisons, inspirées par les idées les plus nobles, pour qu'une goutte de sang ne soit plus versée et alors que l'écrasement complet de la puissance de guerre est assuré et que de cet anéantissement l'Allemagne ne se relèvera peut-être jamais, les Alliés accordent l'armistice sollicité.

Dans les conditions imposées par le maréchal Foch, au nom de tous les pays alliés, figurait l'imposition de l'occupation de la rive gauche du Rhin et de certaines parties de la rive droite, les têtes de pont de Mayence,

Coblence et Cologne ; les plénipotentiaires allemands, dûment autorisés par leur gouvernement, acceptèrent et ratifièrent par leurs signatures les clauses de la convention d'armistice.

Le 13 décembre 1918, les troupes françaises, belges, anglaises et américaines avaient pris possession des zones qui leur étaient respectivement attribuées et commença alors une occupation de guerre, qui dura jusqu'à la signature de la paix.

Dans la convention d'armistice, l'Allemagne reconnut la légitimité de l'occupation et en accepta toutes les clauses.

Les lois et règlements, existant dans la zone d'occupation, au moment de l'arrivée des troupes alliées, restèrent en principe en vigueur. Les lois nouvelles ne purent être appliquées, qu'après autorisation expresse du commandement militaire. Les services administratifs continuèrent de fonctionner, mais sous la surveillance et le contrôle des autorités militaires.

Au nom des Alliés et pour réglementer l'exercice de la souveraineté de chacune des puissances participant à l'occupation, des décisions furent prises, soit par le maréchal Foch, soit par les généraux commandants d'armée, à qui il avait délégué ses pouvoirs. Ces décisions avaient force de loi et s'imposaient à toutes les personnes se trouvant en pays occupé.

Toute contravention auxdites décisions, formulées dans des arrêtés rendus publics, fut réprimée en la forme administrative et sans que le contrevenant fut déféré à un tribunal chargé de rechercher si la contravention avait été commise réellement et, dans l'affirmative,

de prononcer une condamnation. C'étaient, en fait, les officiers chargés de l'administration civile, les commandants d'armée ou de groupes d'armées, qui avaient qualité pour prononcer les sanctions. Dans les quarante-huit heures, appel de la sentence pouvait être interjeté au maréchal Foch qui, le 7 janvier 1919, délégua ses pouvoirs aux commandants de corps d'armée dans leurs zones respectives.

Les conseils de guerre de division et d'armée, prévus par l'article 33 du Code de justice militaire et les conseils de révision d'armée (art. 38) avaient suivi les unités, qui se rendaient en zone d'occupation.

La compétence des conseils de guerre, pendant cette période de l'armistice au traité de paix, se limita donc exclusivement aux crimes et délits, prévus et punis par la loi pénale française et ce, en conformité avec le Code de justice militaire.

Fin janvier 1919, les contraventions aux arrêtés des généraux furent sanctionnées par des poursuites devant les tribunaux de simple police, créés à cet effet par une instruction du maréchal Foch ainsi conçue : « Les autorités militaires pourront déférer les contrevenants aux arrêtés de police devant les tribunaux de simple police, qui seront constitués, s'il y a lieu, et fonctionneront, conformément aux usages de chaque nation alliée, aux conditions fixées par les commandants en chef des Armées ».

La juridiction exceptionnelle, créée ainsi pour la répression des contraventions aux arrêtés, eut cet avantage de substituer des sanctions judiciaires, prises après examen de chaque cas par un tribunal et avec

la possibilité de la présentation d'une défense, aux sanctions administratives, qui étaient prononcées sans convocation de l'intéressé et sans avoir recueilli ses explications ou ses excuses.

Elle permettait également de ne pas traduire devant les conseils de guerre de multiples affaires, qui auraient paralysé le bon fonctionnement de la justice militaire.

On créa dans chaque cercle un tribunal de simple police ordinaire, au chef-lieu de subdivision un tribunal supérieur et au siège de chaque division, auprès du conseil de guerre, un tribunal d'appel,

Aux premiers furent réservées les affaires minimales dont la répression ne pouvait dépasser trois mois de prison et deux mille francs d'amende ; aux seconds, les affaires importantes, avec des pénalités pouvant atteindre six mois de prison et cinq mille francs d'amende. Dans toutes les affaires, jugées par le tribunal de simple police ordinaire ou le tribunal supérieur, le condamné ou le ministère public pouvaient interjeter appel devant le tribunal d'appel, qui pouvait appliquer le maximum des peines prévues pour le tribunal supérieur, même quand l'appel était fait d'une décision rendue par un tribunal ordinaire. Les demandes de grâce ou de remise partielle de peine pouvaient être adressées au général commandant le groupe d'armées françaises, qui avait tous pouvoirs pour prendre une décision à leur égard, ces tribunaux étant une création de l'autorité militaire (1).

(1) Les tribunaux de police ont été institués par l'Instruction 562 C. R. du maréchal Foch : « § 5 de la deuxième rédaction de fin janvier 1919 : Les autorités militaires pourront déférer les contrevenants aux arrêtés de

Rien de particulier n'est à signaler pendant cette période de l'armistice, où le commandement militaire réunissait entre ses mains le pouvoir législatif (arrêts du maréchal Foch ou des commandants de corps d'armée), le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire (conseils de guerre, prévus par le Code de justice militaire dans les armées en campagne, appliquant la loi pénale de la nation occupante ; tribunaux militaires de simple police jugeant les contraventions aux arrêtés du maréchal ou des commandants de corps d'armée et appliquant les pénalités édictées auxdits arrêtés).

CHAPITRE II

Traité de Versailles et Arrangement Rhénan

Nous avons vu dans l'exposé historique qui précède et dans l'étude très succincte des diverses théories, admises par la doctrine et la jurisprudence, que l'occupation d'un territoire étranger par une armée en temps

police devant les tribunaux de simple police, qui seront constitués, s'il y a lieu, et fonctionneront, conformément aux usages de chaque nation alliée, aux conditions fixées par les généraux en chef !.

Ce régime judiciaire entra en vigueur le 10 février 1919.

Les tribunaux furent organisés par l'arrêté 3897 A. C. et l'instruction 3898 A. C. du 4.2.19 et complétés par les instructions 4168 A. C. du 9.2.19 et 6911 E du 14.4.19.

de paix emportait de plein droit l'extension de la souveraineté de l'Etat, dont dépend cette armée.

Les membres de cette armée restent soumis exclusivement à leur loi nationale qui, d'autre part, peut être appliquée aux habitants du pays occupé, quand ils se rendent coupables d'un attentat contre la sécurité des troupes d'occupation.

Comme l'a dit avec raison M. Weiss, dans sa plaidoirie à la Cour de La Haye, le 6 mai 1909, dans l'affaire des déserteurs de Casablanca : « Le corps expéditionnaire emporte, avec son drapeau, le souveraineté de l'Etat, qui lui a confié le soin de le défendre ; c'est l'Etat lui-même qui est en marche et cet Etat ne peut dépendre d'un autre Etat ». Et plus loin : « Le déplacement de souveraineté, que l'occupation militaire implique à son fondement dans le principe supérieur de l'indépendance des Etats ».

C'est dans le cas d'une occupation stipulée dans un traité et mettant fin à une guerre, une renonciation par l'Etat occupé d'une partie de ses pouvoirs entre les mains de l'occupant. C'est plus qu'un état de fait basé sur la force et contre lequel pourrait s'insurger le pays qui la subit ou en méconnaître les actes légitimes, quand l'état d'occupation aura cessé. L'occupation librement consentie doit être exécutée loyalement ; l'occupant doit exercer ses droits avec modération et justice sans commettre aucun abus de pouvoir ; le pays occupé doit accepter la loi du vainqueur et ne s'insurger d'aucune façon contre l'exercice des droits, dont il a, par sa signature, authentifié l'existence.

L'occupation de la Rhénanie, telle qu'elle a été

prévue et réglementée au traité de Versailles, est basée sur le droit qu'avaient les Alliés de s'assurer des gages tangibles de la réparation complète des dommages causés par une guerre injuste et sur la nécessité impérieuse et vitale de se préserver contre les dangers d'une nouvelle agression.

Garantie d'ordre militaire, qui a limité l'étendue de l'occupation aux nécessités stratégiques de la légitime défense et imposé le Rhin comme frontière pendant un certain nombre d'années, assurant sur ce fleuve et au delà des têtes de pont occupées par les troupes alliées, une zone de neutralisation interdite aux troupes armées du pays vaincu.

Moyen politique de contrainte, qui permettra d'exercer sur la mauvaise volonté de l'Allemagne une pression énergique, soit en suspendant les délais d'évacuation, soit même en prenant des sanctions, au cas d'inexécution des obligations imposées par le traité ; moyen de contrainte, qui permettra également, au cas de bonne volonté dans l'exécution, de réduire la durée de l'occupation et même la faire cesser complètement, si l'Allemagne a satisfait à toutes ses obligations.

L'occupation des pays rhénans trouve sa légitimation dans un traité, qui diffère de tous les traités qui ont été conclus dans le passé, en ce sens qu'il repose non sur la force victorieuse, mais sur le droit basé sur la justice. Comme le dit M. Herman-Fernau : « Jusqu'à tous les traités de paix furent toujours établis sur la base des forces en présence. Le monde n'a qu'à se féliciter du fait que le traité de Versailles rompe enfin avec cette tradition diplomatique, pour ne plus invo-

quer que la seule justice comme légitimation des conditions imposées aux vaincus » (1).

Le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, mit fin à l'occupation de guerre.

D'après la doctrine, le pays occupé recouvre l'exercice entier de sa souveraineté et cet exercice ne saurait être réduit que dans les limites des nécessités de sauvegarde et de subsistance de l'armée d'occupation.

L'occupation de certains départements français après la guerre de 1870-1871 fut réglementée par le traité de Francfort et comportait comme obligations pour la France : la remise aux autorités françaises de l'administration des pays occupés, avec l'obligation d'exécuter les ordres qui seraient donnés par le commandement de l'armée occupante, « dans l'intérêt de la sûreté, de l'entretien et de la distribution des troupes » (2), « le maintien de l'état de siège avec toutes ses conséquences dans les départements occupés » (3) ; l'institution auprès des chefs de corps, partout où l'autorité allemande le trouvera nécessaire, de commissaires civils, qui auront la haute direction dans tout ce qui concerne les intérêts allemands.

Ces délégués furent rapidement supprimés et remplacés par un commissaire unique, résidant au Quartier Général de l'armée allemande et qui, en principe, n'était chargé que des affaires qui n'étaient pas d'ordre exclusivement militaire (4).

(1) R. C. I., p. 138, n° 2, février 1923.

(2) Préliminaires du 26 février 1871, art. 8.

(3) Convention de Rouen, art. 3.

(4) CHANTRIOT. *La Lorraine sous l'occupation allemande* 1922, pp. 45 et suiv.

Une des conséquences de l'état de siège fut la possibilité, par l'autorité d'occupation, d'évoquer devant les tribunaux militaires de son armée les crimes et délits, commis contre les troupes ou l'autorité publique.

S'inspirant du traité de Francfort, qui avait confié à l'autorité militaire occupante des pouvoirs très étendus, les nations alliées et associées auraient pu établir dans la zone d'occupation un régime soumis exclusivement à l'autorité militaire.

Elles ont préféré adopter un régime moins sévère, réduisant dans la limite du possible les charges de l'occupation et créant pour les modalités d'application de ce régime, un organe civil représentant suprême des puissances alliées et associées, qui fut dénommé : « Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans. Il comprenait quatre membres, représentant la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Cette création trouve sa place dans le Traité de Versailles au chapitre des garanties d'exécution et dans l'arrangement rhénan, annexe du traité de paix.

Dans cet arrangement, le régime de contrôle administratif, qui fonctionnait dans la période de l'armistice disparaît ; les pays occupés recouvrent leur indépendance administrative. « L'administration civile restera entre les mains des autorités allemandes... continuera conformément aux lois allemandes et sous l'autorité du gouvernement central allemand » (art. 5 de l'Arrangement).

« Les tribunaux allemands continueront à exercer leur juridiction civile et criminelle », sauf les excep-

tions que nous aurons à examiner, quand nous traiterons, dans un chapitre suivant, la compétence des conseils de guerre d'occupation *ratione personae*.

Dans l'article 3 de l'Arrangement, le pouvoir législatif était délégué à la Haute Commission, qui recevait le droit d'édicter des ordonnances « dans la mesure qui sera nécessaire pour assurer l'entretien, la sécurité et les besoins des forces militaires des puissances alliées et associées ».

Malgré cette création d'un organe purement civil, il convenait de réserver à l'armée d'occupation l'exercice des droits inhérents à sa constitution, le pouvoir de prendre les mesures nécessaires à sa sécurité et à sa subsistance. C'est ainsi que l'article 6 de l'Arrangement rhénan réserve expressément aux armées le droit de réquisition en nature et en services dans les conditions prévues par la Convention de La Haye ; ce droit est consacré du reste par les lois allemandes des 13 juin 1873 et 13 février 1875, et en France, par la loi du 3 juillet 1877 qui, dans son article premier, édicte : « Que, en cas de mobilisation partielle ou totale de l'armée ou de rassemblement de troupes, le ministre de la guerre détermine l'époque où commence, sur tout ou partie du territoire français, l'obligation de fournir les prestations, nécessaires pour suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'approvisionnement de l'armée. Si le droit de réquisition existe à l'intérieur du pays, à plus forte raison doit-il pouvoir s'exercer quand l'armée se trouve sur un territoire étranger.

Aux termes de l'article 6 de l'Arrangement rhénan, les charges imposées par le droit de réquisition sont

évaluées par des « Commissions locales d'évaluation, organes mixtes composés à la fois de membres de nationalité alliée et de civils allemands, dont le président est désigné par la Haute Commission Interalliée. D'autre part, dans son article 3, l'Arrangement rhénan consacre au profit de l'armée d'occupation le droit de poursuivre devant ses conseils de guerre, tous les crimes ou délits attentatoires à son prestige et à sa sécurité. L'article 63 du Code de justice militaire français contient à cet égard des dispositions impératives : « Sont justiciables du Code de justice militaire français, si l'armée est sur le territoire ennemi, tous individus prévenus... d'un des crimes ou délits, prévus par le titre II du livre IV du présent Code », ces délits et crimes portent atteinte à la sûreté de l'armée.

Sans doute, dans la zone d'occupation, on n'est pas en territoire ennemi parce que l'état de guerre a pris fin, mais aux termes de la jurisprudence de la Cour de cassation, le territoire étranger occupé à la suite de la guerre doit être considéré comme territoire ennemi.

On remarquera cette disposition impérative : « sont justiciables » aux termes de laquelle, tous ces délits et crimes relèvent de plein droit de la justice militaire.

L'Arrangement rhénan, article 3, porte : « toutes personnes, qui commettront un crime ou un délit contre les personnes ou les biens des forces armées de puissances alliées et associées pourront être traduites devant la juridiction militaire desdites troupes ».

Ces termes : « pourront » indiquent donc qu'il s'agit d'une faculté et que, si les circonstances d'apaisement

local où l'état des esprits dans la zone d'occupation le permettent, on pourra poursuivre devant les tribunaux civils de cette zone la répression des attentats contre l'armée. Nous avons vu que dans d'autres occupations précédentes, et en particulier, lors de l'occupation allemande après le traité de Francfort, dans bien des cas, c'est la justice française qui a été saisie et a jugé les crimes et délits, commis par les Français contre l'armée d'occupation.

C'est, de la part des plénipotentiaires du Traité de Versailles, une sage mesure et si, jusqu'à présent, il n'a pas été fait usage de cette faculté de soumettre à la juridiction allemande les attentats commis contre l'armée d'occupation, c'est que les circonstances n'ont pas encore permis de constater dans les pays occupés une collaboration loyale et sincère pour l'exécution du traité de paix. Il est à souhaiter que l'apaisement soit un jour complet et que l'on puisse s'en remettre aux soins de la justice civile locale des poursuites à exercer et des condamnations à prononcer contre les auteurs de ces crimes et délits.

C'est par application de l'article 63 du Code de justice militaire et de l'article 3 de l'Arrangement que les conseils de guerre de l'armée d'occupation fonctionnent en pays occupé et ont à juger les citoyens allemands.

Les conseils de guerre, qui avaient accompagné les armées sur la rive gauche du Rhin étaient des conseils de guerre d'armées en campagne et comprenaient : un conseil de guerre d'armée, des conseils de guerre de division et des conseils de révision.

Quand le traité de paix fut signé et que l'on n'eut plus à craindre de reprises d'hostilités, on transforma la répartition de la justice militaire et on voulut, dans la mesure du possible, se rapprocher de l'organisation en territoire français.

En France, les conseils de guerre se trouvent au siège des corps d'armée ; ce sont de véritables conseils de guerre territoriaux installés dans chacune des régions militaires. Quand l'armée est en territoire étranger, les conseils de guerre ont chacun leur compétence, s'étendant à tous les délits et crimes commis par des militaires sur leur territoire et aux attentats commis contre la sécurité de l'armée par les indigènes du pays ou les étrangers résidant dans ce pays.

Dans les armées en campagne, le Code de justice militaire prévoit un conseil de guerre d'armée et des conseils de guerre de division et, au besoin, des conseils de guerre de corps d'armée. La composition normale d'une armée en campagne comprend donc, en principe, un conseil de guerre d'armée et des conseils de guerre de division. Il n'est créé de conseils de guerre de corps d'armée que si un besoin exceptionnel s'en fait sentir ; c'est ainsi que fut constituée la justice militaire aux armées pendant la guerre de 1914 à 1918.

Dans la zone d'occupation française, aux conseils de guerre de division, existant pendant la période d'armistice et se déplaçant avec leur division, furent substitués des conseils de guerre de corps d'armée, ayant compétence sur les militaires appartenant à l'effectif du corps d'armée et sur tous individus commettant dans leur circonscription territoriale un attentat contre la sûreté de l'armée.

Le premier conseil de guerre fut installé à Mayence, relevant du général commandant le 30^e corps d'armée, le deuxième conseil de guerre à Aix-la-Chapelle, relevant du général commandant le 33^e corps d'armée (ce conseil fut ensuite transféré à Bonn), le troisième conseil de guerre à Trèves, relevant du général commandant le 32^e corps d'armée. Il ne subsista qu'un conseil de révision à Mayence, alors qu'auparavant, la VIII^e armée étant à Landau et la X^e à Mayence, un conseil de révision siégeait dans chacune de ces deux villes. Un conseil de guerre siégeait également à Sarrebruck, relevant du général commandant la 127^e division d'infanterie (par la mise en vigueur du Traité, ce conseil de guerre subsiste dans la Sarre mais ne fait plus partie de l'armée du Rhin, tout en restant rattaché au conseil de révision de Mayence) ; enfin, il existait un conseil de guerre à Landau, relevant du général commandant la division marocaine.

Cette organisation des conseils de guerre fut modifiée par l'Ordre de l'Armée 3062 2/1 du 16 janvier 1922, approuvé le 18 janvier 1922 par M. le Ministre de la guerre.

La répartition fut ainsi faite :

Conseil de guerre du Quartier Général de l'Armée, installé à Mayence (création nouvelle) ;

Conseil de guerre du 30^e corps d'armée, à Wiesbaden ;

Conseil de guerre du 32^e corps d'armée, à Landau ;

Conseil de guerre du 33^e corps d'armée, à Bonn.

Il était innové par la création d'un conseil de guerre d'armée et, de plus, à ce conseil de guerre, était

attribuée une compétence exceptionnelle, inspirée par les nécessités de la situation. En effet, le général commandant l'armée se réservait la faculté de prescrire le dessaisissement au profit du conseil de guerre du Quartier Général de l'armée de toute juridiction militaire, saisie d'une affaire qu'il estimerait de nature à porter atteinte à la sécurité de l'ensemble des armées d'occupation.

Ces différents conseils de guerre sont soumis aux règles fixées par le Code de justice militaire aux armées, tant au point de vue du nombre des juges (cinq, et en conséquence pas de minorité de faveur) qu'au point de vue de la composition du Parquet et de la procédure en campagne (instruction secrète).

Cette restriction dans les droits de la défense (inapplication de la loi du 15 juin 1899, modifiée par celle du 27 avril 1916, qui étend aux conseils de guerre du temps de paix les articles 2, alinéas 3, 7, 8, 9, 10, 12, 13 et 14 de la loi du 8 décembre 1897 et aux conseils de guerre permanents en temps de guerre les articles 2, alinéa 1, 3, 7 et 8) est la conséquence de l'application aux conseils de guerre de l'armée d'occupation du régime des conseils de guerre en campagne.

Il est à souhaiter qu'on applique à ces conseils de guerre les règles des conseils de guerre permanents du territoire en temps de guerre : délais dans lesquels les inculpés doivent être interrogés, faculté pour le défenseur choisi d'assister au premier et au dernier interrogatoire de l'inculpé et communication de la procédure la veille de ces interrogatoires.

Ce serait d'autant plus logique que les conseils de

guerre d'occupation, contrairement à ceux des armées en temps de guerre sont devenus territoriaux et qu'il serait facile de leur appliquer les règles des conseils de guerre permanents du territoire. On ne saurait trop veiller à ce que le moral d'une armée reste intact et, pour cela, il faut lui accorder toutes les garanties et ne pas placer ses membres dans une situation moins avantageuse au point de vue de la justice militaire que celle de leurs camarades, restés à l'intérieur du territoire français.

LIVRE TROISIÈME

COMPÉTENCE DES CONSEILS DE GUERRE DE L'ARMÉE DE L'OCCUPATION

CHAPITRE PREMIER

Compétence « *ratione personae* »

TITRE PREMIER

RÉGIME DE L'ARMISTICE

Pendant cette période, qui était une occupation de guerre, les conseils de guerre fonctionnèrent comme ceux des armées en campagne.

La Convention d'armistice du 11 novembre 1918 prévoit l'occupation de la rive gauche du Rhin et en règle les modalités.

La proclamation du maréchal Foch indique que « tout individu, convaincu d'un crime ou d'un délit contre l'armée d'occupation sera traduit devant un conseil de guerre ».

Cette déclaration fut reprise par les généraux com-

mandant la huitième et la dixième armée, en ces termes : « Lorsque la contravention à une décision ou le refus d'obéir à un ordre de l'autorité constituera un fait qualifié crime ou délit par les lois pénales des nations alliées, les coupables seront poursuivis en conseil de guerre.

L'autorité militaire alliée prend le commandement du pays et, dans la limite de ses besoins et de sa sécurité, édicte des arrêtés ou décisions qui s'imposent à toutes les personnes se trouvant dans la zone d'occupation.

Dans le *Manuel français de Droit international à l'usage des officiers de l'Armée de terre* (édition 1884, p. 91), (1) nous trouvons affirmé ce droit au profit de l'occupant : « Les pouvoirs de l'occupant ne sont pas strictement limités par sa loi nationale. Pour les cas non prévus, il tire de sa situation même le droit d'édicter... les prohibitions et les pénalités que les circonstances rendent nécessaires ».

La compétence *ratione personae* des conseils de guerre sera donc réglementée par le Code de justice militaire d'une part, et, d'autre part, par les arrêtés des généraux.

Aux termes du Code de justice militaire, article 63 : « Sont justiciables des conseils de guerre, si l'armée est en territoire ennemi, tous individus prévenus... d'un des crimes ou délits prévus par le titre II du livre IV du présent Code ».

(1) *Manuel de Droit International à l'usage des officiers de l'Armée de terre* (édition 1884, p. 91).

Pendant la période d'armistice, furent déferés aux conseils de guerre des armées d'occupation :

1^o Les militaires faisant partie du corps d'occupation, tant pour la répression des délits et crimes militaires prévus par le Code de justice militaire que pour celle des crimes et délits de droit commun, prévus et réprimés par la loi de leur pays ;

2^o Toutes personnes, se trouvant en territoire occupé, et qui se seraient rendues coupables d'un crime ou d'un délit attentatoire à la sécurité de l'armée ou de nature à troubler l'ordre public.

Dans cette catégorie de justiciables, se trouvent compris non seulement les habitants de la zone d'occupation de nationalité allemande, mais également les étrangers domiciliés ou résidant, ou même de passage dans la zone d'occupation.

Les conseils de guerre eurent donc à connaître, en même temps que des infractions militaires, des délits et crimes de droit commun, commis par les membres de l'armée entre eux ou contre les habitants, ou par les habitants contre des membres de l'armée. L'article 13 de la loi de brumaire an V rendait justiciables des conseils de guerre français les habitants d'un pays ennemi occupé par les armées de la République, pour les délits dont la connaissance est attribuée aux conseils de guerre.

Dans toutes les occupations purement militaires, il en fut ainsi.

Lorsqu'après la guerre de 1870, l'occupation du territoire a été stipulée comme simple garantie du paiement de l'indemnité consentie en faveur de l'Alle-

magne, le général de Fabrice écrivit le 5 avril 1871 au ministre des affaires étrangères « que, pour sauvegarder les intérêts des troupes d'occupation, il était imposé aux commandants de ces troupes de prévenir et de réprimer toutes tendances hostiles et de prendre les mesures nécessaires pour garantir la sûreté et le bien-être des troupes, s'il n'y était pas suffisamment pourvu ».

Usant de ces pouvoirs, M. de Bismark écrivait le 7 décembre 1871 (*Journal des Débats*, 24 décembre) : « Comme mesure définitive immédiate, nos commandants de troupes sur le territoire de l'occupation ont dû, par la déclaration de l'état de siège, assurer la répression des crimes par la justice militaire ».

L'occupation de la Rhénanie, même pendant la période de l'armistice, fut faite sans déclaration d'état de siège, mais le commandement militaire, assurant seul le pouvoir, soumit sous sa loi toutes les personnes résidant dans la zone occupée et assura l'ordre et la sécurité, nécessaires au maintien du bon fonctionnement social du pays et de la sécurité de son armée.

TITRE II

RÉGIME DU TRAITÉ DE VERSAILLES

Le Traité de Versailles et l'Arrangement Rhénan ont mis fin aux pouvoirs de l'armée. Le maréchal Foch et les commandants de corps d'armée n'ont plus qualité pour prendre des arrêtés et légiférer dans les cas

non prévus par la loi pénale française, civile ou militaire, et nés de la situation exceptionnelle de l'occupation.

Le pouvoir législatif est transféré à la Haute Commission Interalliée ; l'armée ne sera plus qu'un organe d'exécution ; sa mission se bornera à occuper les zones d'occupation qui lui seront assignées, à réprimer toute atteinte contre sa sécurité et son prestige et à faire respecter les Ordonnances de la Haute Commission.

Sous ce régime, la compétence *ratione personae* des conseils de guerre est réglementée par l'Arrangement Rhénan et par le Code de justice militaire, qui ne s'applique qu'autant qu'il est conforme à cet Arrangement.

La compétence est réglementée par les ordonnances de la Haute Commission. Seront donc justiciables des conseils de guerre :

1^o Tous les militaires faisant partie de l'armée d'occupation, pour tous les crimes et délits militaires et les crimes et délits de droit commun ;

2^o En vertu de l'Arrangement Rhénan (art. 3) et de l'Ordonnance 2 de la Haute Commission, art. 1^{er} :

Toutes les personnes attachées aux forces armées, à qui les généraux commandants des armées d'occupation auront délivré un laissez-passer révocable à leur gré ;

3^o Toutes les personnes employées par ces troupes ou à leur service ;

4^o Les membres de la Haute Commission, leurs familles, leur personnel et les familles de celui-ci.

A

Membres de l'armée d'occupation

Les militaires de l'armée d'occupation sont justiciables exclusivement des conseils de guerre de cette armée. S'ils commettent des délits ou des crimes, prévus et réprimés par le Code de justice militaire, il leur sera fait application des articles de ce Code. S'ils se sont rendus coupables de crimes ou de délits de droit commun, ils seront poursuivis, en vertu de la loi pénale de la nation, à laquelle ils appartiennent.

En aucun cas, ils ne peuvent être poursuivis devant les tribunaux du pays occupé. Ils jouissent, à ce point de vue, de l'immunité la plus absolue. Ce droit n'a jamais été contesté et il a été reconnu par le gouvernement allemand lui-même dans sa note du 11 juillet 1919.

L'Ordonnance 2, article 1^{er}, consacre ce droit de la façon la plus formelle : « Les forces armées des Alliés... seront exclusivement justiciables de la loi militaire et de la juridiction de ces forces ».

Les pouvoirs de poursuite de l'autorité allemande, en matière de crimes ou de délits, sont en principe supprimés.

Il a fallu réglementer les droits d'arrestation, dans les cas de constatation de crimes, délits, ou contraventions commis par les membres de l'armée ou ceux qui leur sont assimilés par l'alinéa 5 de l'Ordonnance 2, au point de vue immunité de juridiction et également dans les cas de flagrant délit.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'Ordonnance 78 :
« Si les autorités allemandes constatent, ou, s'il est porté à leur connaissance que des crimes, délits ou contraventions ont été commis par des personnes mentionnées à l'article 1^{er} et article 2, § 5, de l'Ordonnance 2 (membres de l'armée et membres de la Haute Commission, leurs familles et le personnel à leur service), ces autorités devront rassembler tous renseignements et témoignages utiles à l'instruction de l'affaire et les transmettre au délégué de la Haute Commission dans le Kreis (cercle), mais elles ne pourront délivrer contre lesdites personnes des mandats d'arrêt ou de comparution. Lorsque lesdites personnes seront revêtues d'un uniforme d'une des armées alliées et associées ou porteront les insignes officiels du personnel civil de la Haute Commission ou des armées, les autorités allemandes ne pourront exiger d'elles la justification de leur identité, à moins qu'il n'y ait présomption sérieuse de port illégal d'uniforme ou d'insigne ».

Les pouvoirs des autorités allemandes se borneront donc, au cas de constatations ou de déclarations de plaignants ou de rapports de police, à rassembler les renseignements et témoignages utiles et à transmettre le dossier au délégué de la Haute Commission. Il ne s'agit pas seulement d'une faculté, mais d'une obligation prescrite par l'ordonnance ; les autorités allemandes devront procéder à l'enquête et commettraient une faute, si elles se désintéressaient de l'affaire et restaient inactives.

Au cas de flagrant délit, les autorités allemandes

peuvent procéder à l'arrestation des personnes susmentionnées, mais dans les cas limitativement énumérés ci-après : meurtre ou tentative de meurtre, agression à main armée ou violences graves, viol ou tentative de viol, vol avec violence, incendie volontaire ou tentative, entrée délictueuse dans un bâtiment par effraction ou escalade. En pareil cas, elles doivent remettre immédiatement à l'autorité militaire alliée la plus proche toute personne arrêtée par elles en application du présent article (Ordonnance 78, art. 2).

Les pouvoirs de la justice allemande sont également limités dans l'instruction des affaires soumises à sa juridiction, quand elle a à recueillir le témoignage des membres de l'armée ou de la Haute Commission devant ses tribunaux, soit civils, soit criminels. Elle doit, avant que toute convocation soit adressée aux témoins, obtenir préalablement l'autorisation des chefs hiérarchiques, dont ces témoins dépendent et adresser à ces chefs une demande motivée.

En France, où la juridiction des conseils de guerre est une juridiction exceptionnelle, devant laquelle, en temps de paix, ne peuvent être attraites que des militaires, les tribunaux civils seuls peuvent connaître des crimes et délits dont les co-auteurs ou complices sont des civils et des militaires.

Dans la zone d'occupation, il a fallu examiner cette situation et fixer la compétence des tribunaux.

L'Ordonnance 57 de la Haute Commission décide :
« Lorsque, dans un crime, délit ou contravention commis en violation des dispositions d'une Ordonnance de la Haute Commission, ou contre les personnes

ou les biens des forces armées des puissances alliées, seront impliqués simultanément des sujets allemands et des ressortissants alliés, le tribunal compétent sera toujours celui qui eût été compétent, si le crime, délit ou contravention avait été commis uniquement par des ressortissants alliés ».

Cette Ordonnance ne vise que les infractions aux Ordonnances de la Haute Commission et les délits ou crimes contre les personnes ou les biens des armées d'occupation.

Si l'article 63 du Code de justice militaire s'appliquait seul, on ne comprendrait pas l'utilité de cette décision de la Haute Commission, puisqu'aux termes dudit article, seuls sont compétents les conseils de guerre pour juger les attentats contre les personnes ou les biens de l'armée d'occupation. L'Arrangement Rhénan a été moins impératif, puisqu'il décide, de même que l'Ordonnance 2, article 2, que les personnes qui commettent une infraction aux Ordonnances, ou un crime ou délit quelconque contre les personnes ou les biens de l'armée d'occupation, pourront être justiciables de la juridiction militaire.

Donc, même quand la situation et l'état des esprits permettront de déférer à la justice du pays occupé les allemands qui se rendront coupables de délits ou crimes contre l'armée, si ces délits ou crimes ont été commis d'accord et de concert ou avec la complicité de personnes justiciables exclusivement des conseils de guerre, ce sont ces derniers qui seront seuls compétents pour juger tous les inculpés.

C'est, en somme, l'application de l'article 77, § 4,

du Code de justice militaire français qui, fixant les règles de la compétence en matière de complicité, étend la juridiction des conseils de guerre aux complices civils, quand il s'agit de faits « commis aux armées en pays étranger ».

D'autres cas peuvent, du reste, se présenter.

Un militaire français commet un crime contre la personne d'un allemand, meurtre ou viol, ou violences graves, ou se rend coupable d'un attentat contre les biens d'un allemand, vol, incendie, avec la complicité d'un ou plusieurs allemands, quel sera le tribunal compétent ?

Le militaire français relève exclusivement de la juridiction militaire pour tous crimes ou délits militaires ou de droit commun. Donc, seul, le Conseil de guerre pourra le juger. Et l'allemand ? On ne saurait déférer l'un à la justice allemande et l'autre à la justice française, à cause du danger que présenteraient, au point de vue de l'ordre social, des décisions différentes. Il faut donc conclure, par extension de l'Ordonnance 57 et conformément aux règles de la logique, que le militaire entraîne le civil devant le conseil de guerre qui, seul, sera compétent pour juger les délits et crimes de droit commun dans lesquels la sécurité des armées n'est pas en cause ni les buts de l'occupation compromis, mais, à l'occasion desquels, seront inculpés simultanément des militaires français et des allemands.

Nous avons vu que l'armée d'occupation se composait d'éléments français, belges, anglais et américains.

Chacun des militaires de ces différentes armées qui se rend coupable d'un crime ou d'un délit ou d'une

infraction aux ordonnances de la Haute Commission est justiciable du conseil de guerre de la zone où se trouve son corps d'occupation. La répartition des armées a été faite par zones absolument distinctes, zone française, zone belge, zone anglaise et zone américaine.

Quand l'acte délictueux aura été commis dans la zone même où se trouve l'armée à laquelle appartient le militaire, aucune difficulté : il sera jugé par les tribunaux militaires de son armée.

Mais quelle solution adopter, quand le fait délictueux est commis par un militaire en dehors de la zone, où se trouve son armée et dans une zone réservée à l'une des puissances participant à l'occupation ?

Un soldat français commet un délit ou un crime dans la zone anglaise ou belge ; de quel tribunal sera-t-il justiciable ? La compétence territoriale produira-t-elle son effet et pourra-t-il être jugé par un conseil de guerre belge ou anglais ? La compétence des tribunaux militaires sera réglementée, en se basant sur le principe de la souveraineté et de l'indépendance des Etats participant à l'occupation. Le statut personnel des membres de l'armée sera entièrement sauvegardé pour des raisons de prestige très compréhensibles et aussi à cause des inconvénients qu'aurait présentés l'application des Codes militaires différents.

Pendant la guerre, des accords diplomatiques ont été conclus par les puissances alliées, réservant exclusivement aux tribunaux militaires de chaque nation la répression des délits et crimes commis par les membres de leur armée, quel que soit le lieu du délit

et du crime et même, s'il avait été commis dans la partie du territoire occupé par une autre armée alliée.

Ces accords ont été prorogés sans détermination de durée.

Le 14 août 1914, un accord franco-belge fut signé, complété le 23 mai 1915 et auquel on substitua le 29 janvier 1916, un nouvel accord, qui fut plus tard déclaré maintenu en vigueur jusqu'à ce qu'intervienne une déclaration contraire (*Journal officiel*, 26 août 1919) Un accord identique fut signé avec l'Angleterre, le 15 décembre 1914, maintenu le 30 août 1919 (*Journal officiel*, 30 août 1919).

B

Personnes attachées aux forces armées, à qui les généraux commandants des armées d'occupation auront délivré un laissez-passer révocable à leur gré.

Toutes les personnes, qui ont obtenu un laissez-passer révocable des généraux commandant les armées d'occupation, jouissent de la même immunité que les membres de l'armée eux-mêmes et ne sont justiciables que des conseils de guerre.

Ces laissez-passer ne sont accordés, en principe, qu'aux membres de la famille des militaires faisant partie de l'armée d'occupation, les femmes, les enfants et les parents qui sont à leur charge.

Ces laissez-passer sont inscrits aux registres de l'Etat-Major de l'armée et ne sont accordés que sur justification par l'intéressé de sa qualité de membre

de la famille d'un militaire. Il est naturel que ce privilège de juridiction, ait été étendu aux membres de la famille des militaires vivant sous leur toit et qu'on ait voulu épargner à ces militaires les ennuis et les vexations dans leurs affections les plus légitimes. C'est, du reste, conforme aux usages internationaux, qui étendent l'immunité de juridiction aux membres des familles des ambassadeurs ou des consuls en pays étranger.

C

*Toutes les personnes employées par ces troupes
ou à leur service.*

Il faut comprendre dans cette catégorie le personnel civil employé dans les divers services de l'armée.

Les instructions de l'armée française du Rhin considèrent comme faisant partie de ce personnel : les aumôniers militaires, les infirmières, le personnel du Foyer du Soldat, des coopératives, de la sûreté, les secrétaires, dactylographes interprètes, le personnel du service des Douanes, ouvriers, chauffeurs, le personnel enseignant, le personnel de la direction des Sections Economiques et de la Restitution Industrielle.

Toutes ces personnes sont exclusivement justiciables des conseils de guerre.

Jouissent de la même immunité devant la justice allemande le personnel au service des troupes, le personnel subalterne des Section Economiques et des Services de Restitution et les domestiques au service des membres des armées d'occupation.

Aucune distinction n'a été faite, en ce qui concerne le personnel, basée sur la nationalité des personnes employées. Qu'elles soient des ressortissants des pays alliés et associés, ou des citoyens allemands, le fait seul d'être employées à la suite des armées leur procure l'immunité de juridiction.

Le gouvernement allemand, dans sa note du 7 août 1919, avait demandé que « la prescription de l'article 3 de l'Arrangement Rhénan, accordant l'immunité de juridiction au personnel employé par les armées, ne s'applique qu'aux ressortissants des pays alliés et associés, car, disait-il, on arriverait à créer ainsi deux classes de citoyens allemands, les uns soumis à la juridiction allemande et les autres y échappant ».

On donna satisfaction partielle au gouvernement allemand, en ajoutant un alinéa 6 à l'article 2 de l'Ordonnance 2 ainsi conçu : « Les dispositions de l'article 1^{er} et de l'alinéa 5 (compétence exclusive des conseils de guerre pour le personnel civil de l'armée) ne s'appliquent pas aux nationaux allemands, sauf dans les cas qui seraient fixés par Ordonnances de la Haute Commission. » On a donc substitué à l'immunité absolue une immunité relative, spécifiée dans l'Ordonnance 44 article 1^{er}, et qui, sauvegardant le principe du droit de juridiction de l'Etat sur ses ressortissants, ne le fait fléchir que dans l'intérêt de l'armée d'occupation. En effet, ne seront soustraits aux tribunaux de leur pays les citoyens allemands, employés par la Haute Commission ou les armées, que dans le cas où les faits invoqués à leur charge auront été accomplis par eux au cours ou à l'occasion de leur service. Il y

aura donc lieu de distinguer entre la faute de service et la faute personnelle. Dans ce dernier cas, les Allemands, employés par l'occupant, relèveront exclusivement de leurs propres tribunaux.

« Tout sujet allemand, dit l'Ordonnance 44, désireux de se prévaloir de cette exemption de juridiction, pourra décliner la compétence du tribunal allemand par une requête adressée à la Haute Commission. Celle-ci ou toute autorité, mandatée par elle à cet effet, pourra enquêter et prendre, au sujet de cette requête, des décisions, par lesquelles le tribunal allemand sera lié. Cette opposition devra être formulée avant tout autre moyen de défense, et le tribunal allemand, dès qu'il lui aura été fait savoir que la Haute Commission a été saisie, devra surseoir à toute procédure jusqu'à ce que celle-ci ait statué ».

Des dispositions ont été également prises par la même Ordonnance (article 11) qui oblige les autorités allemandes qui procéderaient à l'arrestation d'un sujet allemand, employé par la Haute Commission ou l'armée, à en aviser immédiatement le délégué de la Haute Commission dans le Kreis.

Dans le cas où l'autorité allemande désire faire transférer le prévenu hors des territoire occupés, celui-ci doit être prévenu par écrit du droit qui peut lui appartenir, en vertu de l'article 1^{er} de l'Ordonnance 44, de décliner la compétence du tribunal allemand. Copie de cette notification sera adressée au délégué de la Haute Commission dans le Kreis. A partir du dépôt de cette copie, il sera imparti au prévenu, pour éventuellement former son opposition,

un délai de cinq jours, pendant lesquels il ne pourra être transféré hors des territoires occupés. S'il forme opposition, ledit transfert, non plus qu'aucun acte de procédure, ne pourra avoir lieu, avant que la décision de la Haute Commission soit intervenue.

D

Les membres de la Haute Commission, leurs familles, leur personnel et les familles de celui-ci.

D'après l'Arrangement Rhénan, n'étaient justiciables des conseils de guerre que les membres de l'armée, leurs familles et les gens à leur service ; de même également tous les employés civils dans les différents services de cette armée.

Le personnel de la Haute Commission n'est pas, en principe, justiciable des conseils de guerre. Ordinairement, d'après les usages diplomatiques, quand un agent de ce personnel diplomatique commet un crime ou un délit à l'étranger, échappant à la juridiction locale, il est traduit devant un tribunal de son pays d'origine et jugé par application de sa loi nationale. Ce sont les règles de juridiction qui ont toujours été appliquées.

Le personnel de la Haute Commission en territoire occupé est assimilé au personnel diplomatique.

Dans ces conditions, ne devait-il pas être soumis au point de vue juridiction pénale, exclusivement aux tribunaux de son pays et la justice militaire, justice

d'exception, pouvait-elle connaître des délits et des crimes, commis par le personnel de la Haute Commission ?

Dans son Ordonnance 57 du 15 novembre 1920 modifiant l'alinéa 4 de l'Ordonnance 2, après avoir proclamé la compétence exclusive des tribunaux militaires pour juger les crimes, délits ou contraventions, commis par des membres de l'armée d'occupation, la Haute Commission décide « qu'en aucun cas les dispositions de cette Ordonnance 2 ne pourront être interprétées, comme conférant aux tribunaux militaires alliés et aux tribunaux allemands juridiction pénale sur les membres de la Haute Commission, leurs familles, leur personnel et les familles de celui-ci, sous réserve du droit, par la Haute Commission, de conférer juridiction à l'un de ces tribunaux par décision spéciale ».

Il y a une distinction à établir entre les membres de l'armée et ceux de la Haute Commission. Les premiers sont soustraits d'une façon complète à la juridiction des tribunaux allemands.

Aux termes de l'Arrangement Rhénan, ces personnes relèvent exclusivement de la loi militaire et de la juridiction militaire ; cette immunité absolue a été reconnue par le Gouvernement Allemand dans sa note du 11 juillet 1919, § 9.

Les deuxièmes échappent aux tribunaux allemands, sauf attribution expresse de juridiction.

Il n'existe donc à leur profit ni exclusion, ni attribution générale de compétence. Dans chaque cas d'espèce, une décision de la Haute Commission doit intervenir, qui déférera l'examen de l'affaire à la justice allemande ou à un tribunal militaire.

Les Ordonnances de la Haute Commission en territoires occupés ont force de loi. Cela résulte de l'article 1^{er} de l'Ordonnance 1, rendue le 10 janvier 1920 et ainsi conçu : « Les Ordonnances de la Haute Commission ont force de loi et, dès leur publication, seront reconnues comme telles par les autorités alliées et par les autorités allemandes. »

C'est la conséquence du pouvoir législatif de la Haute Commission, mais ce pouvoir législatif est réglementé et limité par l'Arrangement Rhénan et ne doit pas être en contradiction avec la coutume internationale non écartée par le traité.

Par décision législative, la Haute Commission a donc modifié le statut national de son personnel et l'a rendu justiciable pour la répression pénale des tribunaux militaires, à moins qu'elle ne préfère saisir de la poursuite les tribunaux allemands.

On peut se demander si la Haute Commission n'a pas outrepassé ses pouvoirs.

L'Arrangement Rhénan (article 3) indique que la Haute Commission aura le pouvoir d'édicter des Ordonnances, « dans la mesure qui sera nécessaire pour assurer l'entretien, la sécurité et les besoins des forces militaires des puissances alliées et associées ».

Le pouvoir législatif de la Haute Commission est donc limité aux nécessités d'entretien, de sécurité des troupes d'occupation et à leurs besoins.

Modifier le statut personnel d'un individu, le soustraire à la juridiction normale prévue par les lois de son pays et le soumettre à un tribunal d'exception, comme sont les conseils de guerre, constitue une disposition

très grave, qui ne peut être justifiée que par les nécessités de la situation exceptionnelle d'occupation.

La Haute Commission, bien qu'elle ait prévu, dans l'Ordonnance 57, le renvoi de son personnel devant les tribunaux militaires ou les tribunaux répressifs allemands peut parfaitement, si elle le juge utile ou préférable, renvoyer le délinquant devant les tribunaux de son propre pays et requérir des poursuites, par application de sa loi nationale.

Mais, d'après la législation française, le délinquant ne peut être poursuivi devant un tribunal français à l'intérieur du pays que s'il revient sur le territoire français. S'il reste à l'étranger, si, ayant commis un délit ou un crime dans les territoires occupés, il continue à résider en territoires occupés, il échappe ainsi à toute poursuite, si les tribunaux de l'intérieur sont seuls compétents. La justice serait désarmée et le crime demeurerait impuni. Il y avait à ce point de vue un véritable danger social et en même temps une atteinte grave portée au prestige et à la dignité de la nation occupante.

L'article 4 du Code d'instruction criminelle décide que « tout Français qui, hors du territoire de la France, s'est rendu coupable d'un crime puni par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France ;

» Tout Français qui, hors du territoire de la France, s'est rendu coupable d'un fait, qualifié délit par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France, si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis ».

Mais, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune

poursuite ne peut avoir lieu, avant le retour de l'inculpé en France, à moins qu'il n'ait commis les crimes énoncés à l'article 7 du Code d'instruction criminelle et qui sont : crimes commis contre la sûreté de l'Etat « auteurs ou complices », contrefaçon du sceau de l'Etat, de monnaies nationales ayant cours, de papiers nationaux et de billets de banque autorisés par la loi.

L'attribution de juridiction que la Haute Commission reconnaît par décision spéciale dans chaque cas d'espèce aux tribunaux militaires, se justifie donc par des raisons sociales et politiques ; elle peut également se justifier en droit.

Les Ordonnances de la Haute Commission ont force de loi ; on peut même dire qu'elles sont de véritables lois, qui ont un pouvoir d'application incontestable dans la zone d'occupation. Elles ont été reconnues comme telles par l'Arrangement Rhénan, signé par le Gouvernement Allemand et ratifié par une loi allemande du 25 septembre 1920. Pour la France, ce pouvoir législatif est également consacré par la signature des plénipotentiaires français au Traité de Versailles et par la loi du 12 octobre 1919.

Si donc l'ordonnance constitue une véritable loi, applicable à tous en territoire occupé, elle peut, au même titre qu'une loi votée par le Parlement Français, modifier les règles de la compétence et rendre justiciables des tribunaux militaires, dans la zone d'occupation soumise à sa juridiction, ceux qui ne pourraient en France, être traduits devant ces tribunaux.

Sous le régime du Traité de Versailles et de l'Arrangement Rhénan, la Haute Commission a donc le droit

de déférer aux tribunaux militaires les membres de son personnel qui se sont rendus coupables de délits ou crimes de droit commun ou de contraventions à ses Ordonnances.

TITRE III

EXTENSION DE LA COMPÉTENCE A LA SUITE DES SANCTIONS

Nous venons d'indiquer l'étendue de la compétence *ratione personae* des conseils de guerre dans la période de l'armistice et celle de l'application pure et simple du Traité de Versailles et de l'Arrangement Rhénan.

Cette compétence s'étendit à d'autres personnes, à la suite des sanctions, qui furent prises successivement et nécessitées par la carence de l'Allemagne dans ses obligations et, d'autre part, par son attitude de révolte, lors de l'application de ces sanctions.

Le régime des sanctions eut pour effet d'augmenter le nombre des personnes, dépendant de la Haute Commission, et en conséquence le nombre de justiciables, susceptibles d'être traduits devant les conseils de guerre.

L'Allemagne, n'exécutant pas les obligations résultant du Traité de paix, une conférence eut lieu à Paris et se termina le 29 janvier 1921. Elle constata les manquements de l'Allemagne relativement aux réparations et, à l'unanimité, conclut à l'application de sanctions devenues nécessaires.

Le 1^{er} mai 1921, la Conférence de Londres, en présence du refus notifié officiellement par l'Allemagne de se conformer aux décisions de la Conférence de Paris, signifia aux délégués allemands les sanctions qui allaient être mises en vigueur : occupation de trois villes allemandes sur la rive droite du Rhin, versement du produit des douanes des territoires occupés à la Commission des réparations, installation de postes douaniers sur le Rhin, retenues sur les créances des allemands pour fournitures de marchandises allemandes à l'étranger.

Le 8 mars, Dusseldorf, Ruhrort et Duisbourg sont occupés.

Le 2 avril, la Conférence des Ambassadeurs indique dans quelles conditions sera établi le cordon douanier sur le Rhin en vertu des décisions de Londres. Pour assurer le fonctionnement douanier et la perception pour le compte de la Commission des Réparations, la Haute Commission édicte des Ordonnances douanières basées sur ces décisions.

L'Allemagne ayant effectué, à la date du 31 août, les paiements arrivés à l'échéance, les sanctions économiques sont levées, mais la Conférence des Ambassadeurs laisse subsister provisoirement les sanctions militaires (occupation des trois villes).

Le 28 décembre 1922, la Commission des Réparations constate par trois voix le manquement volontaire de l'Allemagne dans les livraisons de bois. Le délégué anglais refuse d'adhérer à cette constatation.

La même constatation est faite, relativement aux livraisons de charbon, par la Commission des Réparations, toujours à l'exclusion du délégué anglais.

La Conférence de Paris du 2 janvier 1923 admet comme établis les manquements de l'Allemagne dans les livraisons stipulées au Traité de Versailles, mais les alliés ne peuvent se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour la contraindre à s'exécuter.

Devant ce refus déloyal de l'Allemagne et les conséquences graves qui en découlaient et compromettaient la situation financière de la France et de la Belgique, les gouvernements Français et Belge notifient à l'Angleterre et à l'Allemagne leur décision irrévocable d'employer les mesures de coercition prévues au Traité et de s'emparer de gages en garantie de leurs créances. Cette décision s'appuyait sur la coutume internationale, et aucune clause du Traité de Versailles n'y a dérogé ni expressément ni tacitement.

Elle s'appuyait également sur l'article 248 du Traité de Versailles, qui accordait « un privilège de premier rang sur les biens et ressources de l'Empire et des Etats Allemands pour le règlement des réparations et autres charges résultant du présent traité et de tous autres traités et conventions complémentaires ou des arrangements conclus entre l'Allemagne et les puissances alliées et associées pendant l'armistice et ses prolongations ».

D'autre part, les alinéas 17 et 18 de l'annexe II de la section VIII du Traité stipulaient :

« § 17. — En cas de manquement par l'Allemagne à l'exécution, qui lui incombe, de l'une quelconque des obligations visées à la présente partie du présent Traité, la Commission des Réparations, signalera immédiatement cette inexécution à chacune des parties

intéressées, en y joignant toutes propositions qui lui paraîtront opportunes au sujet des mesures à prendre en raison de cette inexécution.

» § 18. — Les mesures, que les puissances alliées et associées auront le droit de prendre en cas de manquement volontaire par l'Allemagne et que l'Allemagne s'engage à ne pas considérer comme des actes d'hostilité, peuvent comprendre des actes de prohibition et de représailles économiques et financières et, en général, telles autres mesures que les gouvernements respectifs pourront estimer nécessitées par les circonstances ».

Ce droit d'innover en matière de coercition au profit des gouvernements respectifs est la démonstration évidente, que rien dans le Traité de Versailles ne s'oppose à l'application de la coutume internationale.

La France et la Belgique étant seules lésées par les manquements de l'Allemagne dans les livraisons de bois et de charbon étaient donc en droit, aux termes mêmes du Traité, de prendre des mesures d'exécution, en garantie de leurs créances compromises et pour vaincre l'inaction d'un débiteur récalcitrant.

Il ne s'agissait pas d'une occupation militaire et encore moins, comme l'a prétendu l'Allemagne, d'un accès d'impérialisme. Les troupes accompagnant la mission de contrôle ne constituaient qu'une escorte et en nombre insuffisant pour faire une occupation effective. L'entrée des troupes franco-belges dans la Rhur se légitimait par la nécessité de protéger les ingénieurs, qui avaient la mission de surveiller les organes chargés de faire exécuter les livraisons prévues au Traité de Versailles.

La note française, remise à Berlin le 10 janvier 1923, disait : « Le Gouvernement Français a décidé l'envoi dans la Ruhr d'une mission de contrôle, composée d'ingénieurs et dotée de pouvoirs nécessaires pour surveiller l'action du Kohlensyndikat, pour assurer au moyen d'ordres donnés par son président, soit à ce syndicat, soit au service allemand de Francfort, l'application stricte des projets édictés par la Commission des Réparations, et pour prendre toutes mesures nécessaires au paiement des réparations. Le Gouvernement Français tient à déclarer qu'il n'a pas la pensée de procéder à une opération d'ordre militaire, ni à une occupation de caractère politique. Il envoie simplement dans la Ruhr une mission d'ingénieurs et de fonctionnaires, dont l'objet est nettement défini. Elle doit assurer le respect par l'Allemagne des obligations contenues dans le Traité de Versailles. Il ne fait entrer dans la Ruhr que les troupes nécessaires pour sauvegarder la mission et garantir l'exécution de son mandat... Au cas où, par une manœuvre quelconque, les opérations des fonctionnaires de la mission et l'installation des troupes qui les accompagnent seraient entravées ou compromises et où les autorités locales apporteraient, soit par leur action, soit par leur abstention un trouble quelconque à la vie matérielle et économique de la région, toutes mesures coercitives et toutes sanctions jugées nécessaires seraient prises immédiatement !.

Devant la résistance passive, déclanchée et ordonnée par le Gouvernement Allemand, la Haute Commission édicte des Ordonnances, pour réglementer les nouveaux

organismes nécessités par l'abandon, sur ordre du Reich, des services publics. Ces Ordonnances furent rendues par les hauts commissaires français et belge, le haut commissaire anglais déclarant s'abstenir.

Toutes ces Ordonnances débutaient par la phrase suivante : « Vu les instructions reçues par certains hauts commissaires de leurs gouvernements, à la suite des manquements volontaires à la charge de l'Allemagne, constatés par la Commission des Réparations ».

Nous ne les examinerons ici, dans la partie réservée à la compétence *ratione personae*, que pour indiquer l'extension de la juridiction militaire au personnel employé dans les différents organismes, créés à raison de l'occupation de la Ruhr.

L'Ordonnance 149 du 1^{er} mars 1923 a pourvu au remplacement de l'administration des chemins de fer du Reich défailante et dont tout le personnel avait abandonné, sur ordre de Berlin, le trafic de l'exploitation.

L'article 1^{er} est ainsi conçu : « La Haute Commission confère au général commandant en chef les armées alliées les pouvoirs nécessaires pour assurer, en ce qui concerne les chemins de fer en territoires occupés, toutes les mesures utiles pour pourvoir aux besoins des armées et à ceux de la population civile, en ce qui concerne les nécessités de leur existence ».

L'Ordonnance II indique qu'il est substitué à l'administration des chemins de fer allemands défailante une Régie des Chemins de fer des territoires occupés, chargée de l'administration et de l'exploitation technique, commerciale et financière de ces chemins de fer.

L'exploitation de la Régie nécessita un personnel nombreux, composé d'employés de chemins de fer, venus de France et d'auxiliaires, soit français, soit allemands.

Il fut nécessaire de réglementer la compétence des tribunaux appelés à juger ce personnel, au cas où l'un de ses membres commettrait un délit ou un crime de droit commun ou une contravention aux Ordonnances de la Haute Commission.

L'Ordonnance 160 du 6 avril 1923 décida :

« Article 1^{er}. — Le personnel appartenant aux puissances participant à l'occupation ou à l'exploitation de la saisie des gages, employé à la Régie des Chemins de fer des territoires occupés, est assimilé, en ce qui concerne son statut juridique, aux personnes attachées aux armées d'occupation, munies d'un laissez-passer révocable des généraux commandant les armées d'occupation.

» Article 2. — Toutes les personnes de nationalité allemande et celles d'autres nationalités que celles prévues à l'article 1^{er} ci-dessus, employées par la Régie des Chemins de fer des territoires occupés, sont considérées comme étant au service des armées alliées et, en cette qualité, bénéficient des dispositions des Ordonnances, instituant les privilèges de juridiction ou tendant à la protection des personnes au service des armées d'occupation ou en relation avec elles ».

Les généraux commandant les armées d'occupation pouvaient accorder à ce personnel des laissez-passer révocables et les faire ainsi bénéficier des privilèges des personnes énumérées dans l'article 1^{er}.

De même l'article 3 prévoyait que les Allemands, employés par la Régie pourraient également se prévaloir de la procédure de dessaisissement éventuel prévu à l'Ordonnance 44.

La Régie étant un service franco-belge dont la création émane non de l'Arrangement Rhénan, mais d'une décision des hauts commissaires belge et français, son personnel est assimilé par l'Ordonnance 160 et, en ce qui concerne son statut juridique, aux personnes attachées aux armées d'occupation, munies d'un laissez-passer révocable des généraux commandant les armées d'occupation (1).

C'est la seule ordonnance de la Haute Commission qui ait été promulguée concernant le statut juridique du personnel employé au service des gages.

Dans la zone de la Rhur et des villes occupées à titre de sanction (tête de pont de Dusseldorf), un arrêté du général commandant les troupes fut pris pour fixer la compétence des tribunaux militaires.

La compétence existe, «sauf décision particulière du général commandant les troupes ».

Cet arrêté consacre le principe de la compétence exclusive des conseils de guerre pour juger les ressortissants des pays alliés, employés dans les services fonctionnant dans la Ruhr. Il ne fait, à ce point de vue, que confirmer les dispositions de l'article 3 de l'Arran-

(1) Ordonnance spéciale 160 (6 avril 1923) :

ARTICLE 1^{er}. — Le personnel appartenant aux puissances participant à l'exploitation de la saisie des gages, employé à la Régie des Chemins de fer des territoires occupés, est assimilé, en ce qui concerne son statut juridique, aux personnes attachées aux armées d'occupation, munies d'un laissez-passer révocable des généraux commandant les Armées d'occupation.

gement Rhénan et l'article 1^{er} de l'Ordonnance II de la Haute Commission.

La restriction ne s'applique qu'à ceux qui sont employés, ou indirectement ou d'une façon non continue, par les services de la Ruhr.

Par instruction du 30 mai 1923, la liste officielle des personnes attachées à l'organisme d'intervention fut établie. Par le fait même, ces personnes, bénéficiant de l'immunité de juridiction vis-à-vis des tribunaux allemands, devenaient exclusivement justiciables des tribunaux militaires.

Article 1^{er} de l'arrêté 2.

1^o Doivent être considérés comme attachés à l'armée, quelle que soit leur nationalité :

a) Les membres des missions et organismes alliés, fonctionnant dans la Ruhr et sur le territoire de la tête de pont de Dusseldorf, en exécution, soit du Traité de Versailles, soit des ordres du commandement.

b) Le personnel employé par eux, ou se trouvant directement ou indirectement à leur service (notamment les ouvriers travaillant au destockage).

2^o Ces personnes seront munies, sur leur demande, d'un certificat authentifiant leur identité et leur fonction.

La compétence des conseils de guerre de l'armée d'occupation fut donc étendue de la façon la plus large et engloba toutes les personnes employées par les organismes d'occupation. Cette décision se justifie par la suspicion très légitime vis-à-vis des tribunaux allemands qui, pendant la résistance passive notamment, ayant à juger ces personnes pour des crimes et délits de droit commun, soumis à l'application de la loi

allemande, auraient été tentés de se montrer plus sévères à leur égard, à cause du concours apporté à un organisme, que leur gouvernement considérait comme attentatoire au droit des gens et contraire aux dispositions du Traité de Versailles.

Nous avons vu, en étudiant la compétence *ratione personae* des tribunaux militaires dans la zone d'occupation prévue par le Traité de Versailles et soumise au régime des ordonnances de la Haute Commission, que des accords avaient été passés pendant la guerre entre les nations alliées, réservant une compétence exclusive aux tribunaux militaires de chacune de ces nations, pour la répression des actes délictueux, commis par les membres de leur armée, quel que soit le lieu où cet acte a été commis, fût-ce même dans une autre zone que celle où se trouve sa propre armée. Ces accords ont été prorogés et se trouvent encore en vigueur.

Aucune difficulté pour la solution des poursuites à exercer, au cas de délit ou crime commis soit par des soldats français ou belges. Le militaire coupable sera livré aux forces armées, dont il relève et jugé par les tribunaux militaires de ces forces.

Mais que devait-il se passer dans les cas de crime ou délit, commis par un militaire anglais dans les territoires occupés à la suite des sanctions et alors que cette occupation n'a pas été approuvée par le haut commissaire anglais et a même fait l'objet de protestations officielles du gouvernement anglais ?

Dans ce cas, l'immunité devait-elle disparaître ?

Les nationaux anglais devaient-ils être traités conformément au droit commun dans les territoires occupés à titre de sanction ?

Logiquement, oui. L'Angleterre n'ayant pas participé aux sanctions, n'y est pas partie et ne peut y jouer que le rôle de tiers. Donc, ses sujets doivent, dans cette zone occupée à titre de sanction, être soumis au droit commun. Les sujets anglais ne peuvent jouir de l'immunité de juridiction que dans les zones occupées en vertu de l'Arrangement Rhénan et soumises au contrôle de la Haute Commission. La nouvelle zone occupée n'étant pas du ressort de la Haute Commission, ses ordonnances n'y ont pas force de loi.

Un sujet anglais, nommé Tatlow, était poursuivi pour escroqueries devant le conseil de guerre de la tête de pont de Dusseldorf. L'occupation de cette zone a eu lieu à titre de sanction et à la suite du refus par l'Allemagne d'exécuter les décisions de la Conférence de Paris. Les ordonnances de la Haute Commission ne sont pas applicables dans cette zone, seuls s'appliquent les arrêtés du général Degoutte, commandant l'armée d'occupation.

Des conclusions d'incompétence avaient été prises par la défense et avis conforme donné par l'Etat-Major britannique ; l'Etat-Major français (bureau juridique) ne crut pas devoir admettre ces conclusions et les rejeta par sa note du 8 octobre 1923, décidant « que l'accusé Tatlow, qui serait titulaire d'un sauf conduit révocable, délivré par application de l'alinéa *d* de l'article 3 de l'Arrangement Rhénan, ne bénéficie d'aucune indemnité de juridiction dans les territoires relevant du général commandant les troupes, le sauf-conduit sus-visé n'étant valable que dans la zone soumise à la juridiction de la Haute Commission !.

CHAPITRE II

Compétence « *ratione materiae* »

TITRE PREMIER

RÉGIME DE L'ARMISTICE

L'autorité militaire a eu pendant cette période l'exercice de la souveraineté, mais uniquement dans la mesure des nécessités militaires.

Le régime de l'armistice du 11 novembre 1918 a appliqué les règles et usages des occupations de guerre.

Les lois et règlements allemands, en usage dans le pays occupé, restent en vigueur et leur application n'est limitée en pratique que dans les cas où elle serait préjudiciable à la sécurité et aux besoins des troupes. Aucune loi, aucun règlement nouveau ne peuvent être appliqués en zone d'occupation qu'après avoir été l'objet d'une autorisation expresse du commandant militaire. Ce principe de sauvegarde, nous l'avons vu, n'est discuté par personne. Toutes les armées en occupation ont toujours pris les précautions indispensables pour que leurs troupes ne soient pas menacées et les tribunaux militaires ont eu à connaître de toute

atteinte portée au prestige des troupes, ou à leur sécurité et de toute entrave mise à leur ravitaillement, à leur subsistance et à leur action.

Les conseils de guerre de l'armée d'occupation furent donc compétents pour juger les délits militaires et les crimes et délits, commis contre l'armée par les indigènes du pays occupé et les contraventions aux arrêtés pris par le maréchal Foch ou les généraux commandants d'armée, à qui il avait délégué ses pouvoirs.

Cette compétence *ratione materiae* des conseils de guerre, pendant la période de l'armistice, fut réglementée par le Code de justice militaire et complétée par les arrêtés du maréchal Foch.

Aux termes du Code de justice militaire, article 63 : « sont justiciables des conseils de guerre, si l'armée est sur le territoire ennemi, tous individus prévenus, soit comme auteurs, soit comme complices d'un des crimes ou délits prévus par le titre II du livre IV du présente Code ».

Cet article 63 s'applique aux conseils de guerre en dehors du territoire national et se trouvant sur un territoire ennemi.

Aucune difficulté d'interprétation et d'application pendant les opérations de guerre. Le territoire étranger est un territoire ennemi, si l'état de guerre existe entre le pays dont relève l'armée occupante et le pays dont le territoire est occupé et se trouve être le siège des hostilités. Même solution quand un armistice a été signé et, qu'aux termes de cet armistice, l'armée victorieuse reste sur ses positions ou occupe temporairement, en vertu des clauses de cet armistice, des territoires du pays vaincu.

L'état de guerre subsiste, tant que le Traité de paix n'a pas été signé et les règles de l'article 63 doivent s'appliquer audit territoire.

La compétence *ratione materiae* des conseils de guerre pendant l'armistice, s'étendit donc à tous individus prévenus, soit comme auteurs, soit comme complices d'un des crimes prévus dans le titre II du livre IV du Code de justice militaire.

Le livre IV, qui traite de la pénalité, comporte comme titre : « Des crimes, des délits et des peines ».

Dans la première partie, il indique les peines et en réglemente les effets ; dans la deuxième, il définit les infractions et indique les peines que comporte leur répression.

Le titre II est intitulé : « Des crimes, des délits et de leurs punitions ».

Il traite dans le chapitre premier de la trahison (art. 204), de l'espionnage (art. 205, 206, 207) et l'embauchage (art. 208) ; dans le chapitre deuxième, les crimes et délits contre le devoir militaire (art. 209 à 216) ; dans le chapitre troisième, la révolte (art. 217), l'insubordination (art. 218, 219), la rébellion (art. 221 à 225) ; dans le chapitre quatrième, les abus d'autorité (art. 226 à 229) ; dans le chapitre cinquième, l'insoumission et la désertion (art. 230 à 243) ; dans le chapitre sixième, la vente, le détournement, la mise en gage et le recel des effets militaires (art. 244 à 247) ; dans le chapitre septième, le vol au préjudice de l'Etat ou de militaires (art. 248, 249) ; dans le chapitre huitième, les pillages, destructions et dévastations d'édifices (art. 250 à 256) ; dans le chapitre neuvième,

les faux en matière d'administration militaire (art. 257 à 260) ; dans le chapitre dixième, la corruption, la prévarication et infidélité dans le service et dans l'administration militaire (art. 261 à 266).

Il était nécessaire, dans l'intérêt de l'armée qui se trouve en territoire ennemi, de faire fléchir les règles de droit commun et de lui permettre, pour assurer sa sécurité, de poursuivre et réprimer tous les délits et crimes prévus par le titre II du livre IV du Code militaire et dont les plus graves sont : la trahison, l'espionnage, l'embauchage et les délits contre le devoir militaire.

Les auteurs ou complices civils de ces délits et crimes ne pourront donc pas exciper de leur situation de non militaires et prétendre qu'aux termes de l'article 62 du Code de justice militaire, ils ne sauraient être justiciables des tribunaux militaires et opposer une exception d'incompétence *ratione personae*.

L'article 63 les a rendus justiciables de ces tribunaux et a étendu à leur cas la compétence *ratione materiae* des conseils de guerre.

La même disposition se rencontrait dans le projet de loi de 1829, présenté par la Commission de la Chambre des Pairs et on en trouve la justification dans l'exposé du rapporteur : « Nous savons tous que la guerre ne se fait pas seulement les armes à la main ; d'autres moyens, souvent plus dangereux, peuvent être employés par un ennemi, peu scrupuleux d'user de tout ce qui est propre à favoriser ses desseins. Les séductions, la corruption peuvent atteindre des individus, l'opprobre de la société, que l'immoralité,

la misère ou des circonstances extraordinaires disposent à tous les forfaits ; et si un coupable de cette espèce, pris en flagrant délit au milieu d'une armée, voulait exiger de sa qualité de français, peut-on admettre que la juridiction militaire doit être réduite à l'impuissance d'en faire justice ? ! (Rapport au corps législatif).

La proclamation du maréchal Foch, dans son alinéa 8, reproduit cette disposition : « Tout individu, convaincu d'un crime ou d'un délit commis contre l'armée d'occupation ou contre l'ordre public, sera traduit en conseil de guerre ». Furent donc réprimés et jugés par les conseils de guerre, non seulement tous les attentats commis contre les personnes ou les biens de l'armée d'occupation ou tous les actes délictueux susceptibles d'entraver son ravitaillement et sa subsistance, mais encore toutes les infractions de nature à compromettre l'ordre public et à exiger indirectement l'intervention de l'armée. Il est du devoir du général commandant l'armée d'occupation de veiller à ce que la sécurité de ses troupes soit sauvegardée de la façon la plus complète et à ce que sa mission ne soit pas entravée ; il doit également prendre les mesures nécessaires pour que l'intervention de l'armée soit réduite le plus possible et, en conséquence, réprimer tous les actes de nature à compromettre l'ordre public et à nécessiter cette intervention.

La compétence *ratione materiae* s'étendit également à tous les contrevenants aux arrêtés du maréchal Foch et des généraux commandants d'armée, à qui il avait délégué ses pouvoirs législatifs.

Ces arrêtés furent inspirés et commandés par le souci de la sécurité des troupes et le maintien de l'ordre public. Ils eurent pour effet de restreindre la liberté des populations de la zone occupée, en réglementant la circulation, en exigeant l'autorisation préalable pour les réunions, en établissant une censure de la presse et des livres, en réglementant et surveillant les communications postales et télégraphiques.

Les contraventions à ces arrêtés pouvaient être poursuivies devant les conseils de guerre de l'armée, mais, en fait, on les sanctionna administrativement au début de l'occupation et ensuite on les déféra aux tribunaux de simple police, créés à cet effet en vertu de l'instruction du maréchal Foch : « Les autorités militaires pourront déférer les contrevenants aux arrêtés de police devant les tribunaux de simple police qui seront constitués, s'il y a lieu, et fonctionneront, conformément aux usages de chaque nation alliée, aux conditions fixées par les commandants en chef des armées.

La création de ces tribunaux de simple police est-elle licite ? La question a été discutée. Ce qui est interdit, ce sont les tribunaux d'exception, à moins qu'ils n'aient été prévus par le Traité. Ici, les tribunaux de simple police ne sont nullement restrictifs des droits de la défense, leurs pénalités sont moins rigoureuses que celles des conseils de guerre et, de plus, leur création a permis de solutionner plus rapidement les conflits et éviter ainsi les abus d'une prison préventive trop prolongée.

TITRE II

RÉGIME DU TRAITÉ DE VERSAILLES ET DE L'ARRANGEMENT RHÉNAV

Une armée d'occupation doit avoir les moyens de pourvoir à sa sécurité et d'assurer sa subsistance. Toute atteinte ou toute entrave doit être réprimée et l'armée trouvera dans la loi pénale de son pays d'origine, des textes qui lui permettront d'exercer des poursuites devant ses tribunaux et de réprimer tous ces attentats.

La compétence *ratione materiae* des conseils de guerre de l'armée d'occupation, dans cette période d'application du Traité de Versailles, se trouve réglementée par le Code de justice militaire et par les ordonnances de la Haute Commission.

L'article 63 du Code de justice militaire dit, de la façon la plus formelle, que l'inculpé, qui ne fait pas partie du corps d'occupation et n'est pas assimilé à ses membres, ne peut être poursuivi devant les conseils de guerre que si l'infraction, dont il s'est rendu coupable, est l'une de celles énumérées par le titre II du livre IV du Code militaire.

Il en résulte que les membres de l'armée et ceux qui leur sont assimilés relèveront exclusivement du conseil de guerre pour les crimes et délits militaires et pour les crimes et délits de droit commun, dont ils se seraient rendus coupables. C'est l'application des principes de la compétence *ratione personae*.

Il en résulte également que les individus, qui ne sont pas *ratione personae*, justiciables des conseils de guerre, ne peuvent être poursuivis devant ces tribunaux, que s'ils se sont rendus coupables des infractions énumérées dans cet article 63. Pour toutes autres infractions, ils ne sauraient relever, à aucun titre, de la juridiction exceptionnelle des tribunaux militaires.

La Cour de Cassation a ajouté au texte de l'article 63 qui visait les infractions énumérées au titre II du livre IV : « Les crimes et délits... qui doivent être considérés comme de nature à compromettre la sécurité des troupes ».

Il y a eu là, de la part de la Cour de Cassation, une extension du texte légal en matière pénale.

La loi de 1857 avait délimité les infractions et énuméré limitativement les textes qu'exceptionnellement les conseils de guerre pourraient appliquer aux délinquants non justiciables *ratione personae* des conseils de guerre.

La jurisprudence pouvait-elle admettre que d'autres textes fussent appliqués et des poursuites exercées pour des délits ou des crimes non visés par la loi de 1857 ?

Les modifications, que les règles de la guerre avaient apportées dans les conflits armés entre les peuples, auraient dû faire l'objet d'une législation nouvelle. Le Parlement français aurait pu facilement modifier l'article 63 et, par un texte formel, étendre la compétence *ratione materiae* des tribunaux militaires à tout attentat susceptible de compromettre la sécurité de l'armée d'occupation.

Si cette rédaction nouvelle avait été votée par le Parlement, la compétence des tribunaux militaires ne serait plus discutable ; ils auraient à connaître des crimes et délits réprimés par le titre II du livre IV et, en outre, de tous attentats contre les personnes et les biens des forces d'occupation.

L'article 267 du Code de justice militaire leur aurait alors permis d'appliquer au jugement de ces crimes et délits les lois pénales ordinaires françaises. Cet article est, en effet, ainsi conçu : « Les tribunaux militaires appliquent les peines portées par les lois pénales ordinaires à tous les crimes ou délits non prévus par le Code de justice militaire et, dans ce cas, s'il existe des circonstances atténuantes, il est fait application aux militaires de l'article 463 du Code pénal ».

Le Code pénal militaire allemand de 1872 n'a pas, comme le Code militaire français, restreint à des textes faisant l'objet d'une énumération, la répression de ses tribunaux militaires sur un territoire étranger ; il a posé le principe, consacré par la jurisprudence de la Cour de Cassation française et en a fait un texte de loi, dont l'application a lieu sans aucune contestation possible.

En effet, l'article 161 du Code pénal militaire allemand déclare : « Tout étranger ou allemand, qui commet sur un territoire occupé par les troupes allemandes un acte puni par les lois de l'Empire Allemand et dirigé contre les troupes allemandes ou leur suite ou contre une autorité établie par l'Empire, est punissable exactement comme s'il avait été commis sur le territoire de l'Empire Allemand ».

L'énumération de l'article 63 du Code de justice militaire est-elle limitative ? Nous sommes en matière pénale où l'interprétation est toujours essentiellement restrictive. Les tribunaux, et en particulier la Cour de Cassation, avaient-ils le droit d'étendre, par analogie et interprétation basées sur l'esprit et non sur la lettre, l'application des textes de la loi pénale française ?

La question est très discutable.

L'article 63 admet la compétence des conseils de guerre en territoire ennemi pour tous les crimes et délits prévus par le titre II du livre IV du Code militaire.

Les territoires occupés en vertu du Traité de Versailles et de l'Arrangement Rhénan, peuvent-ils être considérés comme territoire ennemi ? La signature du Traité de paix a mis fin à l'état de guerre. L'armée se trouve non en territoire ennemi, mais en territoire étranger.

Par des arrêts du 19 janvier 1865 et 13 septembre 1866, et d'autres arrêts rendus à raison de l'occupation du Maroc, en 1909, 1910 et 1913, la Cour de Cassation avait jugé qu'il faut entendre par territoire ennemi, non seulement le territoire occupé pendant la guerre par une armée étrangère, mais aussi le territoire étranger, sur lequel se trouve l'armée d'un pays, à la suite d'une occupation conventionnelle résultant d'un traité, « pour la protection des intérêts publics qui commandent l'occupation ».

La question s'est posée également pendant l'occupation Rhénane et, dans trois arrêts, que nous aurons à examiner d'une façon approfondie, la Cour de Cassa-

tion a consacré à nouveau le principe de l'assimilation du territoire étranger au territoire ennemi prévu par l'article 63.

Un argument juridique peut être apporté à l'appui de cette thèse, basé sur le Code de justice militaire lui-même. Si, dans l'article 63, le législateur a employé cette expression « territoire ennemi », dans l'article 77 du même Code repris au titre IV (compétence au cas de complicité), il indique que « tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les tribunaux militaires :

» 2^o S'il s'agit de crimes ou de délits commis par des justiciables du conseil de guerre et par des étrangers ;

» 3^o S'il s'agit de crimes ou délits commis aux armées en pays étranger ».

Or, une armée française ne peut se trouver en dehors du territoire français que dans le cas de guerre, à la suite de la pénétration sur le territoire étranger par la force des armes, ou, à la suite de conventions internationales et, en particulier, de traités de paix et, c'est alors le cas de l'occupation de paix.

Il ne faut donc pas attribuer à l'expression « territoire ennemi » l'interprétation restrictive d'un état de guerre, mais considérer uniquement le fait de l'exterritorialité de l'armée et admettre que, chaque fois qu'elle se trouvera en dehors du territoire français pour quelque cause que ce soit, l'article 63 du Code de justice militaire trouvera son application dans l'extension de sa compétence.

Toute la doctrine est unanime sur ce point et cette règle est admise dans la pratique par tous les pays.

Nous avons vu, dans l'historique, la justification de ce principe, basé sur le respect dû au droit de souveraineté de l'occupant et sur le danger que présenterait la répression des attentats commis contre les armées d'occupation par les tribunaux des pays soumis à l'occupation.

Le deuxième point est de savoir si la compétence des tribunaux de l'armée française d'occupation peut s'étendre au delà des textes énumérés par l'article 63 et si l'extension faite par la Cour de Cassation, se justifie.

Les articles 63 et 77 combinés étendent la compétence d'une part à tous individus, qui ont commis des infractions prévues par le titre II du livre IV du Code militaire et aussi aux civils, non justiciables du conseil de guerre qui, en pays étranger, ont commis des crimes et délits de concert ou de complicité avec des justiciables des conseils de guerre.

Jamais la Cour de Cassation n'a consenti à une interprétation restrictive de l'article 63 ; s'inspirant de l'esprit du législateur et se basant sur les principes de sauvegarde qui assurent la sécurité d'une armée en dehors du territoire de son pays, elle a toujours formulé le principe de l'extension de la compétence à tous actes susceptibles de nuire à la sécurité et aux intérêts de l'armée. Elle a voulu également que fussent assurés les services publics et que l'Etat puisse intervenir pour assurer leur défense quand ils seraient compromis par les agissements des tiers.

Voilà, en ce qui concerne l'application du Code de justice militaire, comment est réglementée la compé-

tence *ratione materiae* des conseils de guerre de l'armée d'occupation.

Nous allons maintenant étudier tout d'abord l'extension plus grande encore de la compétence des conseils de guerre par de nouveaux arrêts de la Cour de Cassation sous le régime du Traité de paix et par application des Ordonnances de la Haute Commission.

Nous avons vu, dans le chapitre traitant de la compétence *ratione personae*, quelles sont les personnes qui échappent d'une façon absolue et de par leurs qualités, à la juridiction allemande, et celles qui, dans des cas particuliers, peuvent y être soustraites. (Arrangement Rhénan, art. 3, § d).

L'article 3 § c de l'Arrangement Rhénan a reconnu le droit, pour les tribunaux allemands, de continuer, malgré l'occupation, à exercer librement leur juridiction.

Dans le même article 3 §c, nous trouvons résolue la question de la compétence *ratione materiae* :

« Echapperont à la juridiction allemande toutes personnes qui commettront un crime ou un délit contre les personnes ou les biens des forces armées des puissances alliées ou associées et qui pourront être traduites devant la juridiction militaire de ces troupes ».

L'Ordonnance II article 11 a reproduit cette disposition de l'Arrangement Rhénan, en y ajoutant les infractions à ses Ordonnances :

« § 1. — « Toutes personnes, autres que celles visées à l'article 1^{er} (membres de l'armée et personnes à la suite de l'armée) qui commettront une infraction aux Ordonnances de la Haute Commission ou qui com-

mettront un crime ou un délit quelconque contre les personnes ou les biens des forces armées des puissances alliées pourront être justiciables de la juridiction militaire desdites forces.

» § 3. — Les juridictions militaires appliquent les règles de la procédure et les pénalités prévues par la législation de l'armée intéressée ou par les Ordonnances de la Haute Commission ».

Nois avons déjà fait remarquer l'expression « pourront » qui, contrairement à l'article 63 du Code militaire français, n'est pas impérative et permet de poursuivre, soit devant les tribunaux militaires, soit devant les tribunaux allemands.

Dans ce dernier cas qui, jusqu'à présent, n'a pas encore été appliqué, les juges allemands, s'ils sont saisis de la répression des infractions aux Ordonnances, ont le devoir de réprimer ces infractions, en appliquant les sanctions prévues et édictées auxdites Ordonnances.

Ces Ordonnances ont, en effet, le caractère de lois et la même force obligatoire que les lois allemandes.

Aux termes de l'Arrangement Rhénan, article 3 (a), « elles auront force de loi et, dès leur publication, seront reconnues comme telles par les autorités militaires, alliées et associées et par les autorités civiles allemandes ».

La Haute Commission ne pourra exercer ce pouvoir législatif exceptionnel que dans la mesure qui sera nécessaire pour assurer l'entretien, la sécurité et les besoins des forces des puissances alliées et associées. Ces ordonnances ne sont soumises à l'obligation d'aucun accord entre la Haute Commission et le représentant

de l'Allemagne. Celui-ci pourra être entendu, s'il s'agit d'une matière entrant dans ses attributions et sauf le cas d'urgence.

Le principe de la répression des infractions aux ordonnances par les tribunaux allemands, dans les cas où la Haute Commission les leur déférerait, n'a jamais été discuté par les Allemands. L'un d'entre eux, le procureur d'Etat Schom, écrivait dans la *Gazette de Cologne* du 28 décembre 1921 : Le gouvernement allemand a ratifié l'Arrangement Rhénan... et le *Journal officiel* de l'Empire l'a publié. On a ainsi reconnu à cet Arrangement la force d'une loi d'empire... avec la conséquence que toutes les ordonnances que la Haute Commission a promulguées dans le cadre de l'Arrangement ont force de loi ».

La Haute Commission a donc consacré dans son Ordonnance 2 le principe de la compétence des tribunaux militaires pour tous crimes ou délits commis contre les personnes et les biens des forces armées et associées et les contraventions à ses ordonnances.

Un arrêt a été rendu par la Cour de Cassation au sujet de la compétence *ratione materiae* des conseils de guerre d'occupation, appelés à juger une contravention à une ordonnance de la Haute Commission. Il s'agissait d'une contravention à l'Ordonnance 18 définissant et réprimant les contraventions douanières.

Aux termes de l'article 9 de l'Arrangement Rhénan, § 2 : « Les denrées de ravitaillement, les armes, l'habillement, l'équipement, les approvisionnements de toute nature destinés à être utilisés par les armées alliées et associées ou adressés aux autorités militaires ou à la

Haute Commission, ainsi qu'aux cantines et aux mess d'officiers, devront être reçus en franchise de port et droits d'entrée de toute espèce ».

Au cours des négociations de Versailles, les gouvernements alliés s'étaient montrés disposés à reconnaître qu'un contrôle devrait être établi par la Haute Commission en ce qui concerne les privilèges et exemptions douanières conférés par l'article 9 aux troupes d'occupation et à leur personnel civil et militaire.

C'était, en effet, l'application de l'exemption fiscale absolue, accordée au profit des membres de l'armée et de la Haute Commission, comme l'indique l'article 9 § 1^{er}, ainsi conçu : « Les troupes alliées et associées ou leur personnel, ainsi que la Haute Commission et son personnel ne payeront aucun impôt ni taxe directs allemands : Exception était faite pour le personnel allemand employé, soit par l'armée, soit par la Haute Commission. (Ordonnance XVIII, article 4).

La Haute Commission, pour éviter des abus, décida que chaque acheteur, excipant de sa qualité de membre de l'armée ou de la Haute Commission pour jouir de l'exemption des droits de douane, serait tenu de signer pour chaque transaction un certificat qui servirait de décharge vis-à-vis du fisc allemand et qui donnerait sur la nature de l'objet acheté, le prix de vente, le montant déduit à titre de taxe, la date de l'achat ainsi que la signature, la fonction ou le grade de l'acheteur, tous renseignements utiles. Un modèle uniforme de certificat fut adopté par la Haute Commission et délivré par les autorités allemandes. La délivrance des envois adressés à titre personnel aux

membres de l'armée et de la Haute Commission ou à leur famille devait, aux termes de l'Ordonnance XVIII, article 2, être effectuée par les autorités allemandes sur la production d'un certificat établi par les hauts commissaires ou leurs délégués pour les membres fonctionnaires ou employés de la Haute Commission ou leur famille et par les officiers chefs d'unité ou de service, pour les militaires des armées d'occupation, les personnes y attachées et leur famille.

L'article 5 de cette Ordonnance XVIII définissait et réprimait les contraventions à ladite Ordonnance :

« Toute personne qui, comme auteur principal ou complice, contreviendra aux dispositions de la présente ordonnance ou qui usera ou tentera d'user des exemptions prévues aux articles précédents pour importer en franchise des articles ou denrées en contravention de l'article 9 de l'Arrangement Rhénan, annexé au Traité de Versailles, sera passible des sanctions prévues pour les infractions aux Ordonnances de la Haute Commission, sans préjudice des amendes fiscales applicables conformément à la loi allemande ».

En étudiant de près ce texte de l'ordonnance, on est obligé de conclure que la Haute Commission a voulu réprimer les contraventions douanières commises par les ayants droit à la franchise d'importation et en même temps par les non ayants droit qui auraient bénéficié des avantages réservés exclusivement à l'armée et à la Haute Commission, grâce au concours des membres de l'armée ou de la Haute Commission.

Si un militaire reçoit, en franchise de droits, des marchandises provenant de France et importées en

zone d'occupation, ou s'il achète aux coopératives d'armée des marchandises et les transmet, à titre gratuit ou onéreux, à un tiers, qui n'a pas droit à la franchise d'importation, il commet une faute douanière et peut, en vertu de l'Ordonnance, être poursuivi devant le conseil de guerre, en même temps que son co-auteur, le tiers bénéficiant de l'opération et tous complices ayant donné les moyens de commettre la fraude.

Il semblerait qu'aucune difficulté n'aurait dû être soulevée, en présence d'un texte aussi précis et ne pouvant donner lieu à une diversité d'interprétation.

Nous verrons plus loin qu'un arrêt du conseil de révision de Mayence a déclaré de la façon la plus formelle que les ordonnances, bien qu'ayant force de loi aux termes de l'Arrangement Rhénan, ne pouvaient être appliquées à des militaires. Nous examinerons, dans un chapitre spécial, cette opinion très critiquable.

Admettons pour l'instant que les ordonnances, ayant force de loi, doivent s'appliquer à toutes les personnes se trouvant en Rhénanie, quelles qu'elles soient et quelle que soit leur situation, civils, militaires, indigènes ou étrangers.

Une contravention douanière est commise par des militaires ou des personnes de la Haute Commission, de connivence ou de complicité avec des personnes n'appartenant ni à l'armée ni à la Haute Commission.

Quel sera le tribunal compétent pour sanctionner cette contravention et prononcer une condamnation contre ses auteurs ?

Incontestablement, le conseil de guerre, dans le ressort duquel la contravention a été commise.

Il y a substitution du conseil de guerre *ratione materiae* (service public) au tribunal normalement compétent, en fait, le tribunal correctionnel. Le conseil de guerre devient donc compétent, mais dans les limites du tribunal qu'il remplace.

Une objection a été soulevée et se présentait tout naturellement à l'esprit : l'article 273 du Code de justice militaire déclare que les conseils de guerre sont incompétents pour juger les contraventions douanières : « Ne sont pas soumises à la juridiction des conseils de guerre les infractions commises par des militaires aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie.

En présence d'un texte aussi formel, comment pourrait-on soumettre à la juridiction d'un tribunal militaire une contravention douanière, alors qu'un texte légal a consacré son incompétence en pareille matière ?

On peut répondre tout d'abord que l'article 273 n'a entendu parler que des infractions aux lois françaises et ne saurait viser des infractions à une ordonnance de la Haute Commission.

En France, les tribunaux de droit commun sont compétents pour juger les infractions aux lois douanières commises par des militaires : l'incompétence des conseils de guerre en cette matière ne laisse donc pas une infraction impunie.

Il n'en serait pas de même en zone occupée.

Les tribunaux de droit commun, c'est-à-dire les tribunaux répressifs allemands, ne peuvent juger les

membres de l'armée. Une immunité absolue de juridiction a été proclamée en leur faveur par l'ordonnance 2, article 1^{er} : « Les forces armées des alliés seront exclusivement justiciables de la loi militaire et de la juridiction de ces forces. » Cette immunité fut reconnue officiellement par le gouvernement allemand, dans sa note du 11 juillet 1919.

Si les ordonnances de la Haute Commission, visant les infractions douanières, ne pouvaient s'appliquer aux militaires, elles resteraient lettre morte. Elles n'ont eu de raison d'être promulguées que pour sanctionner ces infractions, qui, en raison de la qualité de leurs auteurs, échapperaient à la juridiction du pays occupé. Elles ne peuvent donc viser que les militaires, tous autres contrevenants pouvant être poursuivis devant les tribunaux locaux par application des lois allemandes.

Dénier le droit aux conseils de guerre de réprimer les contraventions douanières commises, c'est laisser impunies ces infractions et donner à un pays occupé le spectacle d'un favoritisme et d'une partialité, susceptibles de nuire à notre prestige et au bon renom de la justice française.

D'autre part, la raison d'être des Ordonnances douanières est la nécessité de la répression des fraudes.

Normalement, le droit de poursuite appartient à la douane allemande. Si une personne ayant droit à la franchise d'importation en vertu de sa qualité de membre de l'armée ou de la Haute Commission et à concurrence de ses besoins ou de ceux de sa famille, en abuse pour en faire bénéficier une personne qui n'y

a pas droit, elle commet une contravention préjudiciable aux intérêts du trésor allemand mais, en même temps, abuse de sa qualité privilégiée, pour commettre cette fraude.

Si le prestige de l'armée exige que ses membres, quelque infraction qu'ils puissent commettre, ne soient jamais traduits devant les tribunaux de la zone occupée, il exige également qu'à l'ombre du drapeau français et excipant des privilèges de cette armée, une infraction ne puisse être commise sans être réprimée par les tribunaux militaires, surtout quand cette infraction lèse les intérêts du pays occupé.

Donc, il faut conclure que les conseils de guerre sont compétents pour réprimer les infractions douanières commises par des militaires en contravention aux Ordonnances de la Haute Commission.

Quels textes pourra-t-on appliquer ?

Uniquement les Ordonnances de la Haute Commission qui ont établi le principe de la franchise douanière, indiquant limitativement quelles personnes bénéficieraient de cette franchise et édictant des sanctions pénales contre ceux qui commettraient une contravention.

On ne saurait appliquer la réglementation douanière française, parce que loi française sur la douane, l'article 273 du Code de justice militaire s'opposerait à ce que les conseils de guerre la visent dans leurs jugements et prononcent des condamnations par application de ses textes.

De plus, les lois douanières sont des lois essentiellement territoriales, dont les pouvoirs expirent aux

frontières et qu'on ne saurait en appliquer les prescriptions aux infractions commises en dehors des territoires français.

Ces principes étant posés, voyons comment la Cour de Cassation a statué en matière de contraventions douanières commises en zone occupée et qui avaient été réprimées par les conseils de guerre.

Des commerçants français, installés en Rhénanie, avaient, grâce à la complicité de membres de l'armée, obtenu des certificats de complaisance, attestant que des marchandises, importées de France en zone d'occupation, étaient destinées à des corps de troupe. Ces marchandises, en fait, étaient destinées au commerce local et avaient été vendues à des particuliers, n'ayant pas droit à la franchise, fraudant ainsi la douane allemande.

Des poursuites furent engagées devant le conseil de guerre de Mayence contre les civils et contre les militaires, pour avoir commis une infraction à l'Ordonnance 72 de la Haute Commission ainsi conçue :

« Article 1^{er}. — Toute personne qui, n'ayant pas droit aux privilèges résultant de la présente Ordonnance, en obtient ou tente d'en obtenir le bénéfice ou qui, ayant droit à ces privilèges, importe ou exporte frauduleusement des marchandises ou tente de le faire, se rend coupable d'infraction à la présente Ordonnance et est passible d'une amende ne dépassant pas 5 millions de marks et d'un emprisonnement n'excédant pas un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

» Article 2. — Le tribunal saisi d'une infraction visée au présent article peut, en plus des peines prévues par

ledit article, ordonner la confiscation des marchandises faisant l'objet du litige. Ces marchandises seront remises entre les mains des autorités allemandes compétentes ».

Le conseil de guerre de Mayence condamna à des peines de prison et à des amendes les auteurs de ces infractions. Un pourvoi en révision fut formé par tous les inculpés. Le conseil de révision, par décision du 29 avril 1922, cassa le jugement de Mayence pour un double motif :

1^o Parce que la confiscation des marchandises, faisant l'objet du litige, n'avait pas été ordonnée ;

2^o Parce que la solidarité pour le paiement des amendes n'avait pas été prononcée.

L'affaire fut renvoyée devant le conseil de guerre de Bonn.

Une double critique doit être faite au sujet de cet arrêt du conseil de révision.

Ainsi que nous l'avons établi plus haut, les seuls textes qui pouvaient être visés et appliqués, étaient ceux de l'Ordonnance de la Haute Commission.

Ces textes seuls étaient repris dans l'ordre d'informer et dans l'ordre de mise en jugement signés par le général, chef de la justice militaire.

La loi française douanière de l'intérieur ne pouvait recevoir ici son application ; or, si dans la réglementation douanière de l'intérieur, la confiscation est de droit ainsi que la solidarité des amendes, il n'en est pas de même dans l'Ordonnance 72.

L'article 2 dit : « Le tribunal *peut*, en plus des peines prévues par ledit article, ordonner la confiscation ».

Cette expression « peut » indique une faculté pour le tribunal et non une obligation.

Si le conseil de guerre de Mayence n'avait pas prononcé la confiscation, c'est que, interprétant le texte, il a cru ne pas devoir le faire et on ne saurait voir dans cette abstention un motif de cassation. Décider le contraire c'est attenter à la liberté du juge.

De même pour la solidarité. Le texte de l'Ordonnance est muet à ce sujet et les juges ne peuvent, surtout en matière pénale, ajouter à la loi et prononcer des sanctions non prévues dans les textes. C'est donc à tort que le conseil de révision a cassé le jugement de Mayence qui, appliquant le texte de l'Ordonnance douanière dans sa lettre et dans son esprit, avait fait une juste et saine appréciation des faits délictueux qui lui étaient soumis.

La cassation du jugement de Mayence n'avait du reste été que partielle. Elle laissait subsister la déclaration de culpabilité, les nouveaux juges n'ayant à statuer que sur les peines et les sanctions accessoires.

Le conseil de guerre de Bonn rendit un jugement identique au premier, mais prononçant la confiscation des marchandises et la solidarité des amendes.

Sur pourvoi formé, par quelques-uns des condamnés, tant de la décision du conseil de révision de Mayence que du jugement du conseil de guerre de Bonn, la Cour de Cassation rendit l'arrêt suivant, le 10 août 1922:

En ce qui concerne le pourvoi de Régis Chauvin, capitaine au 166^e régiment d'infanterie :

« Attendu qu'aux termes du paragraphe 1^{er} de l'article 80 de la loi du 9 juin 1857, les militaires ne

peuvent en aucun cas se pourvoir en cassation contre les jugements des conseils de guerre ; qu'il suit de là que Chauvin, officier français, est irrecevable à se pourvoir contre les décisions rendues par un conseil de guerre et un conseil de révision établis dans les territoires rhénans occupés par l'armée française ; déclare irrecevable le pourvoi de Chauvin contre le jugement du conseil de guerre de Bonn du 28 mars 1922 et le jugement du conseil de révision de Mayence, du 29 avril 1922.

» En ce qui concerne les pourvois formés par Florange et Chamayou, commerçants français à Mayence. Attendu que ces demandeurs, qu'aucun lien ne rattache à l'armée et qui n'ont pas été reconnus coupables de faits prévus par le titre 2 du livre IV du Code de justice militaire, ne sont pas compris dans la désignation de l'article 80 ; qu'en conséquence, aux termes de l'article 81, ils sont recevables à se pourvoir, mais seulement pour cause d'incompétence, déclare recevables les pourvois de Florange et de Chamayou et, statuant sur la compétence :

» Sur le moyen unique pris de la violation de l'article 273 du Code de justice militaire, en ce que le jugement du 28 mars 1922 prononce des condamnations pour des infractions douanières, alors qu'aux termes de l'article précité les infractions aux lois sur les douanes ne sont pas soumises à la juridiction des conseils de guerre ;

» Attendu que les réglementations douanières instituées dans les provinces rhénanes ont été établies dans l'intérêt des Etats alliés qui occupent ces terri-

toires et, par conséquent, dans celui de l'Etat français ;

» Attendu au surplus qu'en exécution de l'article 428 du Traité de paix de Versailles relatif à l'occupation militaire des territoires rhénans, il a été institué, par l'Arrangement du 18 juin 1919, une Haute Commission à laquelle l'article 3 dudit Arrangement confère le pouvoir d'édicter des ordonnances ayant force de loi ;

» Attendu qu'en attribuant compétence à la juridiction militaire par les ordonnances visées aux jugements attaqués pour connaître des infractions aux lois sur les douanes par dérogation à l'article 273 du Code de justice militaire la Haute Commission n'a fait qu'user des pouvoirs qui lui ont été conférés ; que, dès lors, le conseil de guerre de Bonn était compétent pour connaître des faits sur lesquels il a statué ».

Une observation s'impose concernant cet arrêt, c'est que le pourvoi des condamnés ne s'appuyait que sur la violation de l'article 273, alléguant que les conseils de guerre, étant incompetents en matière douanière, c'était à tort qu'une condamnation avait été prononcée par les tribunaux militaires.

Les conseils de guerre de l'armée d'occupation sont devenus exceptionnellement compétents en matière d'infraction douanière, en vertu d'une décision de la Haute Commission, mais ils ne peuvent appliquer que les ordonnances de cette Haute Commission. Il leur est impossible d'appliquer les textes des lois douanières de l'intérieur.

Leur compétence exceptionnelle est donc limitée par les textes eux-mêmes des ordonnances douanières et ils ne peuvent, en conséquence, prononcer que les

sanctions prévues aux dites ordonnances, comme très justement l'avait fait le conseil de guerre de Mayence. Mais le conseil de révision pour justifier la cassation, s'est basé sur ce que la confiscation n'avait pas été prononcée et, dans son arrêt, l'a déclarée obligatoire. Or, le texte de l'Ordonnance la déclarant facultative, c'est par application d'un texte de loi française que le conseil de révision a statué.

De même, le conseil de guerre de Bonn, pour prononcer la solidarité des amendes qui n'existe pas dans les textes de l'Ordonnance, s'est appuyé également sur un texte de loi française.

Les conseils de guerre demeurent, malgré l'Ordonnance de la Haute Commission incompétents pour statuer sur les infractions douanières, en tant que leur poursuite est basée sur un texte des lois de l'intérieur.

Les condamnés auraient donc dû former leur recours sur le motif suivant :

« Attendu qu'aux termes de l'article 273 du Code de justice militaire, les conseils de guerre sont incompétents pour juger les infractions aux lois sur les douanes ;

» Attendu que si une Ordonnance de la Haute Commission les a rendus exceptionnellement compétents pour les contraventions douanières commises dans la zone occupée, c'est parce que, en vertu de son pouvoir législatif, la Haute Commission a institué une législation spéciale douanière définissant les infractions et prononçant des peines spéciales ;

» Attendu que les conseils de guerre de l'armée d'occupation sont donc, en vertu de cette Ordonnance,

exceptionnellement compétents pour appliquer le texte des dites ordonnances, rechercher si les infractions relevées rentrent dans le cadre des infractions telles qu'elles sont définies auxdits textes et, dans l'affirmative, prononcer les condamnations prévues par les ordonnances ;

» Mais, attendu que les conseils de guerre sont incompétents pour appliquer la loi douanière de l'intérieur ; que juger le contraire, comme l'ont fait le conseil de révision de Mayence et le conseil de guerre de Bonn, c'est violer l'article 273 et dépasser les limites de leur compétence ».

Il est probable que si un pareil recours avait été soumis à la Cour suprême, sa décision aurait été toute différente. Les jugements incriminés auraient été cassés et la Cour aurait déclaré que les tribunaux militaires avaient dépassé les limites de leur compétence, restreinte aux textes de l'Ordonnance, en appliquant les lois douanières de l'intérieur qui, aux termes de l'article 273, échappent à leur compétence.

L'arrêt de la Cour de Cassation est basé sur le motif que la réglementation douanière instituée en Rhénanie par la Haute Commission a été établie dans l'intérêt de l'Etat français et que, conformément à la jurisprudence antérieure de la Cour Suprême, tout ce qui est susceptible de nuire aux intérêts de l'Etat occupant est du ressort de la juridiction militaire.

Ce motif n'est pas tout à fait juste, en ce sens que, avant l'application des sanctions, sous le régime de l'occupation tel qu'il a été institué par l'Arrangement Rhénan, les Etats occupants n'avaient pas saisi les

douanes et les contraventions commises en obtenant des importations ou des exportations en franchise sans y avoir droit et par des moyens frauduleux constituaient une atteinte non aux intérêts de l'Etat occupant, mais à ceux de l'Etat allemand.

En effet, l'Arrangement Rhénan, article 9 § 1, avait décidé : « Les troupes alliées ou leur personnel, ainsi que la Haute Commission et son personnel, ne paieront aucun impôt ni taxes directs allemands ».

Bien avant les sanctions de Londres, du 3 mars 1921, qui avaient contraint l'Allemagne notamment au versement du produit des douanes des territoires occupés à la Commission des Réparations, l'Ordonnance XVIII, promulguée le 1^{er} mai 1920, édictait des exemptions douanières en faveur des militaires et des membres de la Haute Commission :

En résumé, la compétence des tribunaux militaires en matière de douanes, quand l'armée se trouve en pays étranger et que les infractions douanières ont été commises sur ce territoire, ne se justifie que par la nécessité impérieuse de la répression.

D'autre part, comme le fait très justement remarquer M. Nast dans sa note sous l'arrêt Florange, repris au *Recueil Périodique de Dalloz* : « A ce motif de la lésion des intérêts français allégués par la Cour de Cassation, on peut répondre que la législation douanière française, elle aussi, est établie dans l'intérêt de l'Etat français et que, cependant, l'article 273 du Code de justice militaire refuse aux conseils de guerre toute compétence pour juger les infractions en matière de douane ».

Il n'y avait donc qu'une seule solution pour éviter l'injustice de l'immunité répressive au profit des contrevenants et empêcher que les intérêts, soit matériels, soit moraux, de l'Etat occupant fussent lésés : déclarer que contrairement à l'article 273 du Code de justice militaire, les conseils de guerre seraient compétents pour la répression des fraudes douanières.

La loi pénale réprimera donc tous les faits qui portent atteinte aux intérêts de l'Etat lésé, soit dans les membres mêmes de son armée par des attentats contre les personnes ou contre les biens, soit dans les buts de son occupation par les entraves qui y seraient apportées.

Les tribunaux militaires seront saisis de tous les attentats dirigés contre les personnes ou les biens de l'armée d'occupation et appliqueront aux délinquants la loi pénale française civile ou militaire ou les ordonnances de la Haute Commission.

Les attentats commis contre les membres de l'armée sont déférés aux tribunaux militaires, sans qu'on ait à rechercher si l'auteur a agi dans le but de nuire à la sécurité de l'armée ou par haine politique, ou s'il a été inspiré par des motifs purement privés.

Il en est de même des attentats commis contre les biens de l'armée ou des membres de l'armée, même si ces biens sont possédés à titre particulier. On ne pouvait obliger un membre de l'armée à poursuivre devant les tribunaux allemands la répression des délits, dont il aurait pu être victime de la part des habitants du pays occupé. Le prestige de l'armée s'opposait à ce qu'un tribunal allemand arbitrât au pénal les diffé-

rends qui pouvaient surgir entre les habitants et les membres de l'armée.

C'est ce qu'a décidé l'Ordonnance 2, article 2 : « Toutes personnes autres que celles visées à l'article 1^{er}, qui commettront une infraction aux ordonnances de la Haute Commission ou qui commettront un crime ou un délit quelconque contre les personnes ou les biens des forces armées de puissances alliées, pourront être justiciables de la juridiction militaire desdites forces.

§ 3. — Les juridictions militaires appliquent les règles de la procédure et les pénalités prévues par la législation de l'armée intéressée ou par les ordonnances de la Haute Commission ».

La sécurité de l'armée et de ses membres est donc assurée par cette possibilité de poursuite devant les tribunaux militaires de tous délits ou crimes contre les personnes ou les biens de ladite armée.

D'autre part, seront déférées aux tribunaux militaires toutes les infractions aux ordonnances de la Haute Commission.

Toute personne, qui se rendra coupable d'une infraction aux ordonnances de la Haute Commission, sera, quelle que soit sa nationalité, déférée aux tribunaux militaires.

Sont donc soumis au régime des ordonnances tous ceux qui se trouvent en zone occupée, soit temporairement, soit en permanence, qu'ils soient de passage ou y aient leur résidence, qu'ils soient allemands ou étrangers, civils ou militaires. L'ordonnance a force de loi, elle s'impose au respect de tous.

C'est l'article 3 § a de l'Arrangement Rhénan, nous

l'avons déjà indiqué, qui a donné aux ordonnances le caractère de véritables lois. Il est nécessaire de le rappeler, car nous allons avoir à examiner la jurisprudence actuelle du conseil de révision de Mayence, qui conteste l'application des ordonnances aux membres de l'armée d'occupation.

L'Allemagne ne l'a jamais contesté : « Toutes les ordonnances, décisions ou ordres de la Haute Commission ont force obligatoire en territoire occupé ». (*Reichsgericht 1e strassenat*, Leipzig, 25 sept. 1920).

D'autre part, cet article 3 § a de l'Arrangement ne fait qu'appliquer un principe de droit admis dans tous les pays et consacré en France par l'article 3 du Code civil : « Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire ». Tout étranger, se trouvant momentanément dans un pays, est soumis aux lois de police et de sûreté et, s'il commet une infraction à ces lois, ne saurait exciper de sa qualité d'étranger pour échapper à la répression.

De même, toute personne qui commet une infraction en zone occupée, aux ordonnances de la Haute Commission, est passible des peines édictées auxdites Ordonnances.

Y a-t-il des dérogations au principe de la compétence territoriale de la loi pénale ?

Elles ne sauraient se baser sur la nationalité du délinquant. La doctrine est d'accord à ce sujet (1). L'article 7 des Instructions Américaines de 1863 déclare : « La loi martiale s'étend aux propriétés et aux

(1) TRAVERS, I, n° 335, p. 439, et ROBIN, p. 667.

personnes, sans distinction entre les sujets ennemis et les autres étrangers».

La loi pénale de l'occupant s'applique donc à tous, y compris les propres nationaux de cet occupant.

Y a-t-il des personnes qui, à raison de leur qualité, échappent à l'application de la loi pénale de l'occupant ?

Les étrangers qui, dans un pays occupé, jouissent de l'immunité diplomatique vis-à-vis de la loi pénale, peuvent-ils prétendre que cette immunité s'étend à la loi pénale de l'occupant ?

En ce qui concerne les consuls, même si des traités conclus avec l'Etat occupé et l'Etat occupant leur assuraient une immunité, ils ne pourraient, vis-à-vis de la loi pénale de l'occupant, exciper de cette immunité qui ne leur est, du reste, acquise que dans le cadre de leur fonction. D'une part, en effet, l'occupant n'a pas été partie au traité passé entre le pays occupé et le pays d'origine des consuls ; d'autre part, si un traité a été passé entre le pays de l'occupant et le pays du consul, il l'a été en vue de l'application de l'immunité sur le territoire de l'occupant et non à l'étranger (1). En ce sens, l'article 8 des Instructions Américaines : « Toute infraction qu'ils (les consuls) commettraient contre le gouvernement militaire établi, peut être punie comme si elle avait pour auteur un simple citoyen et cette condamnation ne peut servir de base à une simple réclamation internationale ». L'agrément préalable de l'entrée en fonction des consuls en pays occupé a été soumis à l'autorisation préalable de la Haute

(1) TRAVERS, II, n° 822, p. 287.

Commission. Une décision fut prise en ce sens le 7 mai 1921, au cours de la 39^e séance, suivant laquelle l'exequatur donné aux différents consuls par l'Allemagne devra, en ce qui concerne les territoires occupés, être soumis à l'agrément de la Haute Commission représentant les puissances (1).

Cet agrément de la Haute Commission ne change rien à la situation diplomatique des consuls. L'exequatur n'entraîne à leur profit l'immunité que vis-à-vis de la loi pénale allemande, et non vis-à-vis de la loi pénale de l'occupant, auprès duquel ils ne sont pas accrédités.

Il en est de même pour les agents diplomatiques (2) et pour les chefs d'Etat. En principe, ils ne sauraient invoquer leur qualité, pour se soustraire aux poursuites susceptibles d'être engagées contre eux, s'ils s'étaient rendus coupables d'infractions aux lois de l'occupant. Le souci d'éviter des complications diplomatiques et les traditions de la courtoisie internationale pourront inciter l'Etat occupant à se borner à les expulser du territoire occupé, sans les traduire devant les tribunaux militaires. Depuis le début de l'occupation, très peu de poursuites furent exercées. On peut cependant citer le cas de l'agent consulaire allemand de Lettonie qui fut poursuivi pour espionnage au moyen du téléphone, par les autorités belges de Duisbourg.

(1) *Recueil des Ordonnances*, p. 3.

(2) *Traité des lois de la guerre continentale*, publié en 1902, par l'état-major allemand, traduction CARPENTIER, p. 119.

Les Ordonnances ayant force de loi et s'appliquant à tous, peut-on admettre la thèse du conseil de révision de Mayence qui, dans un arrêt du 10 juillet 1924, a affirmé et consacré le principe de la non application des ordonnances aux membres de l'armée ?

Il est certain que, pour la plupart des délits commis par les membres de l'armée, on trouvera dans le Code pénal français ou dans le Code de justice militaire le moyen légal de les poursuivre et de les réprimer.

Mais certaines contraventions, réprimées par les ordonnances, ne sauraient être poursuivies en zone d'occupation par application des lois françaises ; il en est ainsi des contraventions douanières, des délits de chasse ou de pêche.

Dans ces cas, l'action publique sera-t-elle désarmée et l'immunité assurée aux délinquants ?

Pendant plusieurs années, les conseils de guerre ont été saisis de poursuites exercées contre des militaires par application des ordonnances, sans qu'aucune objection n'ait été soulevée. Des jugements ont été rendus, prononçant des condamnations pour délits de pêche, ou de chasse, ou de contraventions douanières, par application des ordonnances, sans qu'aucun délinquant ait jamais songé à exciper de sa qualité de membre de l'armée pour se soustraire aux poursuites. C'est ainsi que, dans l'affaire Florange, dont la Cour de Cassation a été saisie, les militaires poursuivis pour contraventions douanières n'ont pas soulevé ce moyen.

C'est le 12 avril 1924 que, pour la première fois, des militaires, ou plus exactement des employés des chemins de fer français assimilés aux militaires, ont

soulevé l'exception d'incompétence *ratione materiae*, en ce qui concernait l'application de l'Ordonnance 40, retenue par le conseil de guerre qui les avait condamnés.

Il s'agit des nommés Cazeaux et Thomas, sujets français employés à la Régie des Chemins de fer franco-belge, et se trouvant à la suite des armées.

Poursuivis pour outrages à officiers, le conseil de guerre de Mayence les avait condamnés par application de l'Ordonnance 40 au lieu de viser les textes du Code pénal français, en l'espèce les articles 224 et 225. Le recours avait son intérêt, le maximum de l'article 225 étant d'un mois de prison, tandis que l'Ordonnance 40 prévoit une année de prison.

Cazeaux et Thomas alléguaient, qu'en les supposant coupables d'outrages à un officier français, dans la ville même où cet officier était en garnison, on devait les poursuivre pour outrages à un commandant de la force publique et leur appliquer l'article 225 du Code pénal ; que, d'autre part, c'était à tort qu'on invoquait à leur encontre les dispositions de l'Ordonnance 40, puisque, étant à la suite de l'armée et, par conséquent, assimilés aux militaires, les ordonnances ne sauraient leur être appliquées. Dans son arrêt du 12 avril 1924, le conseil de révision a décidé :

« Sur le moyen de ce que l'Ordonnance 40 ne pouvait être applicable aux sus-nommés, que ceux-ci, étant à la suite des armées, se trouvaient uniquement soumis aux lois établies par le Parlement français et échappaient, en conséquence, à l'action des Ordonnances de la Haute Commission ;

» Attendu que les Ordonnances de la Haute Commission dans les territoires rhénans sont, sauf stipulations contraires expresses, applicables aux membres de l'armée d'occupation et aux personnes à la suite de cette armée, au même titre qu'aux habitants des territoires occupés ; l'article 3 § a de l'Arrangement Rhénan du 28 juin 1919 conclu entre les puissances alliées et associées d'une part, l'Allemagne d'autre part, portant que lesdites ordonnances ont force de loi et doivent être reconnues comme telles par les autorités militaires alliées et associées.

» Attendu, dès lors, qu'on ne saurait, à l'encontre, arguer de la teneur du paragraphe a de l'article 3 dudit Arrangement, lequel se borne à établir, au profit des membres de l'armée d'occupation, un privilège de juridiction, les soustrayant à la compétence des tribunaux répressifs allemands ;

» Par ces motifs,

» A la majorité de trois voix contre deux rejette le moyen » (1).

La Cour de Cassation, saisie par recours de Cazeaux et Thomas, rendit le 24 juillet 1924 l'arrêt suivant :

« Attendu qu'aux termes de l'article 3 de l'Arrangement signé à Versailles, le 28 juin 1919, toutes les personnes employées par les armées d'occupation ou à leur service, sont exclusivement justiciables de la loi militaire et de la juridiction de ces troupes ;

» Attendu, d'autre part, que l'article 80 du Code de justice militaire dispose que les individus, soumis, à

(1) *Bulletin de la justice militaire*, mai 1924, p. 4.

raison de leur position, aux lois et règlements militaires, ne peuvent, en aucun cas, se pourvoir en cassation contre les jugements des conseils de guerre et des conseils de révision ;

» Attendu que Cazeaux et Thomas sont employés à la Régie franco-belge des territoires occupés ; qu'ils sont, en conséquence, au service des armées d'occupation et soumis, à ce titre, aux lois et règlements militaires ; qu'enfin, la décision entreprise a été rendue par le conseil de guerre du Quartier Général de l'armée du Rhin ;

» Déclare irrecevable... »

L'arrêt de la Cour de Cassation ci-dessus ne résoud pas la question d'application des ordonnances aux membres de l'armée, puisque, se basant sur l'article 80 du Code militaire, elle déclare le pourvoi irrecevable, les militaires ou assimilés n'ayant pas le droit de se pourvoir en cassation contre les jugements des conseils de guerre ou de révision.

La question ne pourra pas être tranchée par la Cour Suprême, tant qu'elle ne sera saisie que par les pourvois émanant de la partie condamnée, si elle appartient à l'armée. Seul, le ministre de la guerre pourra demander au ministre de la justice de la saisir d'office et dans l'intérêt de la loi, afin qu'une solution nécessaire intervienne et mette fin à un état de choses susceptible de nuire au prestige de l'armée.

En effet, le conseil de révision de Mayence, dans un arrêt postérieur à celui de Cazeaux et Thomas, a, le 10 juillet 1924, décidé que les ordonnances ne sont pas applicables aux membres de l'armée d'occupation.

Il s'agissait d'une condamnation prononcée par le conseil de guerre de Mayence contre toute une série d'inculpés, les uns de nationalité allemande, les autres de nationalité française et quelques-uns de ces derniers appartenant à l'armée comme sous-officiers ou simples soldats. Ils étaient accusés de propagande anti-militariste et avaient été, de ce chef, condamnés à des peines de prison, par application des articles 26 de l'Ordonnance 2, 1^{er} de l'Ordonnance 191, 1^{er} de l'Ordonnance 97 de la Haute Commission.

Le conseil de révision a cassé le jugement de Mayence, en tant que comportant une condamnation contre les militaires.

Voici quelques attendus qu'il est utile de relever pour se rendre compte des arguments retenus par le conseil de révision, à l'appui de la thèse de l'inapplication des ordonnances aux membres de l'armée.

« Attendu que la législation française consacre le principe fondamental de la souveraineté territoriale des lois, énoncé dans l'article 3 du Code civil, en vertu duquel, les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire et que, par suite, partout où s'exerce cette souveraineté territoriale, les lois françaises doivent s'appliquer à l'exclusion de toutes autres (Cassation, 23 février 1884) ;

» Considérant qu'une armée est un démembrement de l'Etat auquel elle appartient, qu'elle se trouve sur le territoire étranger, pour affirmer sa nationalité et les volontés de cet Etat et que, dans ces conditions, elle n'a pas à recourir à une justice étrangère, pour juger les infractions qui s'y commettent ; qu'il en

résulte que le territoire, occupé en dehors des frontières, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, est réputé, au point de vue de l'application pénale, territoire français ;

» Considérant, en conséquence, que les militaires et employés de l'armée ne sont justiciables que des juridictions militaires françaises et que les infractions, qu'ils commettent, doivent être jugées, par application des lois pénales françaises seules, puisque on ne peut concevoir que les tribunaux français appliquent sur un territoire français des lois pénales étrangères ;

» Considérant que la Haute Commission a le pouvoir d'édicter des ordonnances dans la mesure qui sera nécessaire pour assurer l'entretien, la sécurité et les besoins des forces militaires des puissances alliées et associées ;

» Considérant que l'article 3 de l'Arrangement déclare que les forces armées et les personnes à elles attachées, à qui les généraux commandant les armées auront délivré un laissez-passer révoquant seront exclusivement justiciables de la loi militaire et de la juridiction militaire de ces troupes ;

» Considérant que ce texte n'est autre que la reconnaissance hautement affirmée de la souveraineté territoriale de chacune des armées alliées participant à l'occupation et qu'il établit, sans possibilité de contestation, que la loi militaire de chaque armée est exclusivement applicable aux personnes composant cette armée, en attribuant à l'expression employée « loi militaire » l'étendue complète que lui donne notamment le Code de justice militaire français, qui, dans son

article 267, englobe toutes les infractions prévues par les lois pénales françaises ;

» Considérant qu'il résulte de cet examen que tous les textes écrits, ceux de l'Arrangement comme ceux des Ordonnances, sont unanimes à refuser l'application des pénalités prévues par les ordonnances aux membres des armées d'occupation et aux personnes à leur suite ;

» Attendu qu'il n'est pas possible de concevoir l'application des lois pénales non françaises sur le territoire national ou réputé tel, comme aux armées en territoire étranger, sans violer les principes de droit public français qui n'admet pas que l'Etat puisse être dépouillé de l'un des attributs de la souveraineté (celui de faire des lois pénales) proclamés inaliénables et imprescriptibles et appartenant à la nation seule, qui ne peut en déléguer que l'exercice ;

» Considérant, par suite, que l'existence d'un texte législatif, consacrant une semblable aliénation, est impossible à réaliser juridiquement et qu'une conception de cette nature aurait pour résultat de placer l'armée sous une autre souveraineté, de compromettre son indépendance et, par voie de conséquence, celle de la nation souveraine qu'elle représente, en l'enchaînant par un lien de vassalité ;

» Qu'il en résulte que les négociateurs du Traité de Versailles et de l'Arrangement ne pouvaient pas porter atteinte au principe de la souveraineté territoriale de chaque Etat et qu'ils étaient impuissants à aliéner et à transmettre un pouvoir inaliénable, dont ils ne détenaient même pas l'exercice, à une Haute Commission, qui reste, sans qualité comme sans

mandat; pour édicter des lois pénales aux lieu et place du Parlement Français, seul délégué qualifié pour faire des lois pénales à l'intérieur comme aux armées ;

» Et attendu que la Haute Commission est un organisme international et n'est pas l'émanation de la souveraineté française ;

» Par ces motifs,

» Casse le jugement » (1).

Cet arrêt du conseil de révision, qui a eu pour effet de créer une jurisprudence, d'autant plus établie, qu'il est le seul conseil de revision existant en zone occupée, peut avoir des conséquences profondément regrettables.

Les arguments de droit, sur lesquels il s'est appuyé, sont faciles à réfuter.

Nous sommes d'accord avec le conseil de révision pour reconnaître, qu'en vertu du principe de l'exterritorialité, quand une armée se trouve en dehors du territoire national, elle est toujours censée se trouver sur le sol national, et les lois de son pays seules peuvent lui être appliquées.

L'article 3 du Code civil dit que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire.

On trouve, dans toutes les législations, une disposition identique. Un français, à l'étranger, est soumis aux lois de police et de sûreté du pays où il se trouve, au même titre qu'un étranger qui se trouve en France. Il n'en saurait être de même des membres d'une armée à l'étranger.

Donc, si l'Arrangement Rhénan et l'Ordonnance 2

(1) *Bulletin de la justice militaire*, août 1924, p. 8.

de la Haute Commission ont proclamé que les membres de l'armée seraient soumis exclusivement à la juridiction militaire et à la loi militaire de leur pays, c'est uniquement pour affirmer leur immunité absolue vis-à-vis de la loi allemande et des tribunaux allemands.

D'autre part, l'arrêt du conseil de révision fait dire à l'article 4 du Code pénal plus que n'en comporte son texte. En effet, l'article 4 est ainsi repris à l'arrêt : « Nulle contravention, nul délit, nul crime ne peuvent être punis de peines sans l'existence de loi pénale française ».

L'article 4 dit textuellement : « Nulle contravention, nul délit, nul crime ne peuvent être punis de peines, qui n'étaient pas prononcées par la loi, avant qu'ils fussent commis ». C'est, en somme, la reproduction du principe juridique *nulla poena sine lege*.

C'est donc à tort que l'arrêt conclut, par application de l'article 4, que les ordonnances ne sauraient être appliquées aux militaires.

Enfin, les arguments, tirés de ce fait que la Haute Commission est un organe interallié, c'est-à-dire international, qu'admettre que ses ordonnances sont applicables aux membres de l'armée serait attenter à la souveraineté de l'Etat Français dont dépend cette armée, dépouiller cet Etat de l'un des attributs de sa souveraineté, celui de faire des lois pénales, ne sont pas plus fondés.

La Haute Commission est une émanation de l'Arrangement Rhénan. Cet Arrangement Rhénan a été, au même titre que le Traité de Versailles, soumis à la ratification du Parlement Français ; il a donc force de

loi et s'impose à tous, aux membres de l'armée comme aux autres citoyens de l'Etat. Cet Arrangement a été signé par les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique et la France d'une part, et l'Allemagne d'autre part. Il a été ratifié et approuvé par une loi dans tous les pays contractants.

Donc, quand, dans l'Arrangement, les quatre puissances ont proclamé que la Haute Commission aurait le pouvoir d'édicter des Ordonnances qui auraient force de loi et, dès leur publication, seraient reconnues comme telles, par les autorités militaires alliées et associées, et par les autorités civiles allemandes, c'est une véritable délégation de leur pouvoir législatif qu'ils ont donnée au nouvel organe créé qui, bien qu'international, n'en est pas moins le mandataire et le représentant de chacun de ces Etats.

Les Ordonnances, bien qu'émanant d'un organe interallié, sont censées vis-à-vis des armées des Etats, coopérant à l'occupation, émaner de leurs gouvernements respectifs et ont force d'exécution, au même titre que leurs lois nationales.

Du reste, si les Ordonnances constituaient une législation étrangère, comment les conseils de guerre auraient-ils pu être chargés de les appliquer et de réprimer les infractions à leurs prescriptions commises par des civils ?

C'est donc à tort, que le conseil de révision de Mayence a soutenu une thèse en contradiction avec les textes et susceptible de nuire au bon renom de l'armée. Les sanctions disciplinaires ne sont pas suffisantes pour réprimer les infractions ; elles n'ont pas la publicité exemplaire des jugements.

Il est donc à souhaiter que la Cour de Cassation, saisie par le ministre de la justice dans l'intérêt de la loi, décide souverainement de la question et fasse régner dans la zone d'occupation le principe de l'égalité devant la loi, qui est une des garanties de l'ordre public (1).

(1) Depuis que cette thèse a été déposée, un arrêt de la Cour de Cassation (Chambre des requêtes) a été rendu et que nous reproduisons *in extenso*. Cet arrêt n'a pas encore été actuellement repris au *Dalloz Périodique*. Il a été rendu à la suite du recours en cassation exercé par le ministre de la justice sur la demande du ministre de la guerre, dans l'intérêt de la loi.

Cet arrêt donne raison à la thèse d'application des ordonnances de la Haute Commission, aux membres de l'armée, thèse que nous avions soutenue.

La Cour,

Où à l'audience publique du 19 juin 1925 M. le conseiller Courtin, en son rapport, et M. Mornet, avocat général, en ses conclusions ;

Vu la requête en date du 6 mars 1925 du procureur général près la Cour de Cassation, tendant à l'annulation dans l'intérêt de la loi et du condamné ;

I. Du jugement rendu le 9 avril 1924 par le conseil de guerre de l'armée du Rhin, qui a condamné Cazeaux et Thomas, le premier à six mois de prison le second à huit jours d'emprisonnement avec sursis, pour violences et voies de fait et attitude insultante envers un officier de l'armée d'occupation ;

II. D'une décision du conseil de révision de Mayence, du 12 avril 1924, qui a rejeté le recours en révision des condamnés ;

Vu la lettre de M. le Garde des Sceaux du 5 mars 1925 ;

Sur le moyen pris de la violation des dispositions du paragraphe d de l'article 3 de l'Arrangement Rhénan signé à Versailles, le 28 juin 1919 ;

Attendu que l'Ordonnance 40 de la Haute Commission dispose que « toute personne dont les paroles, gestes ou attitude auront un caractère insultant à l'égard des membres de la Haute Commission ou des personnes attachées ou à l'égard des forces d'occupation sera passible des peines prévues pour sanction des Ordonnances de cette Haute Commission ;

Que l'article 1^{er} de l'Ordonnance 146 édicte à l'égard de ceux qui auront contrevenu aux Ordonnances de ladite Haute Commission un emprisonnement de 5 ans au maximum et une amende pouvant aller jusqu'à 5 millions ou de l'une de ces deux peines seulement ; attendu que Cazeaux et Thomas, de nationalité française, employés à la Régie, ont été déclarés coupables d'avoir eu sciemment et intentionnellement une attitude insultante envers un membre de l'armée d'occupation, le chef de bataillon Toussaint, et ont été condamnés, le premier à six mois de prison, le second à six jours avec sursis ;

Que, d'après le pourvoi, ces condamnations auraient été prononcées en violation de l'article 3 de l'Arrangement Rhénan, lequel dispose dans son paragraphe d « que les forces armées alliées et associées et les personnes employées par ces troupes ou à leur service seront exclusivement justiciables de la loi militaire et de la juridiction militaire de ces troupes ».

Mais, attendu qu'aux termes de l'article 62 du Code militaire, les individus employés à quelque titre que ce soit dans les états-majors ou dans les administrations et services dépendant de l'armée, sont justiciables des conseils de guerre aux armées pour tous les crimes et délits ;

Que ce texte était incontestablement applicable aux prévenus, le territoire étranger occupé, même à la suite de la guerre pour la protection des intérêts publics qui commandent cette occupation étant, au sens de l'article 63 du même Code, un territoire ennemi ;

Que l'Arrangement signé à Versailles le 28 juin 1919 et relatif à l'occupation des territoires rhénans, a édicté les mêmes règles de compétence, en spécifiant dans son article 3 que les personnes employées par les troupes d'occupation ou à leur service seraient exclusivement justiciables de la juridiction des troupes dont elles dépendaient ;

Attendu que le conseil de guerre de l'armée du Rhin, ainsi compétent pour connaître de toutes les infractions, quelles qu'elles soient, imputées à des militaires de l'armée d'occupation ou à des personnes employées dans les services de cette armée, a pu, sans commettre aucune violation de la loi, réprimer, en vertu des Ordonnances précitées de la Haute Commission, les outrages envers un officier de ladite armée qu'il a déclarés constants à la charge de Cazeaux et Thomas ;

Que c'est également à bon droit, que le conseil de révision, séant à Mayence, a écarté le moyen de nullité, invoqué par les condamnés et fondé sur ce que, à raison du lien qui les attachait à l'armée, Cazeaux et Thomas auraient été uniquement soumis aux lois édictées par le Parlement Français et auraient échappé aux dispositions des Ordonnances édictées par la Haute Commission Interalliée ;

Attendu, en effet, que, d'une part, les tribunaux militaires doivent, aux termes de l'article 267 du Code de justice militaire, appliquer les lois ordinaires à tous les crimes et délits non prévus par le Code de justice militaire ;

Que, d'autre part, en vertu des dispositions de l'article 3, paragraphe 1, de l'Arrangement signé à Versailles le 28 juin 1919, les Ordonnances de la Haute Commission Interalliée ont force de loi et doivent être reconnues comme telles par les autorités militaires et associées ;

Qu'enfin, aucune dérogation n'a été apportée à ces principes par le texte visé au moyen ; qu'en disposant que les militaires appartenant aux armées d'occupation ou les personnes employées dans les services de ces armées seraient exclusivement justiciables de la loi militaire et de la juridiction militaire de ces troupes, ledit texte a eu pour objet de soustraire cette catégorie de justiciables non à l'application des Ordonnances de la Haute Commission Interalliée, mais à la juridiction des tribunaux allemands, qui avaient été visés au paragraphe précédent ;

D'où il suit qu'en déclarant les Ordonnances précitées de la Haute Commission Interalliée applicables aux nommés Cazeaux et Thomas, le conseil de guerre et le conseil de révision de l'armée du Rhin n'ont commis aucune violation de la loi ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

(Arrêt de la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation du 20 juin 1925.)

TITRE III

EXTENSION DE LA COMPÉTENCE

A LA SUITE DES SANCTIONS

La compétence *ratione materiae* des conseils de guerre de l'armée d'occupation se trouva très étendue par l'application des sanctions. Non seulement le nombre des conseils de guerre fut accru, pour satisfaire aux exigences d'une occupation de territoires de plus en plus vastes, mais aussi à cause des affaires diverses qui furent soumises à leur juridiction.

La Conférence de Paris du 2 janvier 1923 avait constaté, à l'unanimité de tous ses membres, l'inexécution des clauses du Traité de Versailles et enregistré les manquements nombreux qui lui avaient été signalés par la Commission des Réparations.

Malheureusement, les délégués ne purent se mettre d'accord sur les sanctions à prendre et les mesures à adopter, dans le cadre du Traité de Versailles, qui constituait la loi des parties tant des alliés que des puissances vaincues.

La signature du Traité de paix engageait tous les Etats par l'intermédiaire de leurs mandataires dûment accrédités qui l'avaient ratifié.

L'article 248 du Traité avait établi, au profit des Etats victorieux, un véritable privilège sur tout le patrimoine national de l'Empire allemand.

Il est ainsi conçu : « Sous réserve des dérogations qui pourraient être accordées par la Commission des Réparations, un privilège de premier rang est établi sur tous les biens et ressources de l'Empire et des Etats Allemands, pour le règlement des réparations et autres charges résultant du présent Traité ou de tous autres traités et conventions complémentaires ou des arrangements conclus entre l'Allemagne et les puissances alliées et associées pendant l'armistice et ses prolongations ».

Devant la carence de l'Allemagne et la manifestation de sa volonté bien arrêtée, malgré tous les rappels et les sommations à elle faites, de ne pas exécuter le Traité de Versailles, il devenait nécessaire de faire appel aux voies d'exécution, seul moyen de contrainte légale vis-à-vis d'un débiteur récalcitrant.

Ce droit d'exécution ne pouvait être discuté en droit et en équité ; il appartenait aux créanciers privilégiés et leur permettait, soit d'exploiter le gage à leur profit jusqu'à concurrence de l'extinction de la dette devenue exigible en capital et intérêts, soit de le liquider et se payer sur le prix.

Pratiquement, le gage ne pouvait être réalisé ; on n'exécute pas un Etat débiteur comme un débiteur ordinaire. On ne pouvait procéder à la saisie et à la vente des biens soumis au privilège, mais on pouvait prendre momentanément possession du gage et l'exploiter dans l'intérêt commun du débiteur et du créancier.

Pouvait-on trouver dans le Traité de Versailles une clause permettant l'exploitant du gage par les puissances alliées ou associées, en leur qualité de créanciers privilégiés ?

Les alinéas 17 et 18 de l'annexe II de la section VIII du Traité fournissent la solution :

« § 17. — En cas de manquement par l'Allemagne à l'exécution, qui lui incombe de l'une quelconque des obligations visées à la présente partie du présent Traité, la Commission signalera immédiatement cette inexécution à chacune des parties intéressées, en y joignant toutes propositions qui lui paraîtront opportunes au sujet des mesures à prendre en raison de cette inexécution.

» § 18. — Les mesures que les puissances alliées et associées auront le droit de prendre, en cas de manquement volontaire par l'Allemagne et que l'Allemagne s'engage à ne pas considérer comme des actes d'hostilité, peuvent comprendre des actes de prohibition et de représailles économiques et financières et, en général, telles autres mesures que les gouvernements respectifs pourront estimer nécessitées par les circonstances ».

Il nous faut, pour la justification de la compétence *ratione materiae* des conseils de guerre qui ont fonctionné à la suite de ces sanctions, tant au point de vue des justiciables qui leur ont été déférés dans les territoires occupés en dehors de la zone prévue au Traité de Versailles et dans l'Arrangement Rhénan, qu'au point de vue des délits spéciaux créés par des ordonnances nécessitées par les circonstances, rechercher la nature de l'occupation de la Rhur et en légitimer les principes et les causes.

Nous avons vu que les puissances alliées et associées avaient un privilège sur tous les biens et ressources de l'Empire allemand et qu'au cas de non exécution des

obligations mises à la charge de l'Allemagne, les gouvernements respectifs pouvaient accomplir des actes de prohibition et de représailles économiques et financières, ou prendre telles autres mesures nécessitées par les circonstances.

A la Conférence de Paris, terminée le 29 janvier 1921, tous les alliés avaient constaté les manquements de l'Allemagne et, à l'unanimité, avaient proclamé la nécessité impérieuse de faire jouer les sanctions prévues au Traité de Versailles. Le 8 mai suivant, trois villes allemandes, Dusseldorf, Ruhrort et Duisbourg, non comprises dans la zone prévue à l'Arrangement Rhénan, étaient occupées par nos troupes. Le 2 avril, la Conférence des Ambassadeurs décidait dans quelles conditions le régime des barrières douanières serait établi sur le Rhin.

La Haute Commission rendit des ordonnances douanières pour l'application de ces nouvelles sanctions, ordonnances basées non sur l'Arrangement Rhénan, mais sur les décisions de Londres du 7 mars et celles de la Conférence des Ambassadeurs du 2 avril.

Dans l'Arrangement, article 2, la Haute Commission est qualifiée de « représentant suprême des puissances alliées et associées dans les territoires occupés ». Elle ne dépassait donc pas les limites de ses attributions, en édictant des ordonnances en vue de faire exécuter et respecter les décisions de ces puissances. D'autre part, la zone de l'occupation fut étendue à de nouveaux territoires, sur lesquels le général commandant les troupes anglo-franco-belges, a le pouvoir législatif et exécutif.

Si donc les ordonnances nouvelles s'appliquent dans la zone prévue au Traité, pour que leurs dispositions soient applicables dans les territoires nouvellement occupés, il faudra qu'elles soient reproduites dans des arrêtés pris par le général commandant les troupes. C'est ce qui fut fait à Dusseldorf, Ruhrort, Duisbourg, et appliqué ensuite de la même façon, quand l'occupation de la Rhur eut lieu.

Aucune résistance ouverte ne fut faite par l'Allemagne pour protester contre l'occupation de ces trois villes.

Le 10 janvier 1923, les gouvernements français et belge, se basant sur les manquements volontaires de l'Allemagne dans les livraisons de bois et de charbon, signalés par la Commission des Réparations, les 28 décembre 1922 et 9 janvier 1923 (à l'exclusion du délégué anglais) et sur la Conférence de Paris du 2 janvier 1923, notifièrent à Londres et à Berlin leur intention de saisir des gages, afin de contraindre l'Allemagne au paiement.

Les troupes franco-belges pénétrèrent le 1^{er} janvier 1923 dans la Rhur, pour accompagner et protéger la mission d'ingénieurs et de techniciens chargée de contrôler la production des mines et de la métallurgie et d'organiser la prise des gages.

La note, remise à Berlin le 10 janvier, par le gouvernement français, faisait ressortir le caractère pacifique de la mission, indiquant nettement que son rôle se bornerait à surveiller l'action du Kohlensyndikat, pour assurer l'application stricte des projets édictés par la Commission des Réparations.

On se rappelle l'attitude du gouvernement allemand, les protestations véhémentes qu'il éleva contre la prétendue violation de son territoire et les ordres plus ou moins secrets qu'il donna à tous ses fonctionnaires de s'opposer par tous moyens à l'application et au bon fonctionnement de ces nouvelles sanctions. Il y a d'autant plus lieu de s'étonner de cette attitude qu'aucune protestation n'avait été soulevée par ce gouvernement lors de l'occupation des trois villes de la rive droite. Il est vrai de remarquer que cette occupation, non prévue au Traité de Versailles et à l'Arrangement, avait été décidée et approuvée par tous les délégués, y compris le délégué anglais, tandis que la prise de gages dans la Rhur n'avait pas reçu l'approbation de ce délégué.

Résistance passive organisée, abandon des chemins de fer, des douanes, de tous les services publics, attentats contre les personnes faisant partie du corps d'occupation ou collaborant à l'exploitation des gages, sabotage des voies ferrées et des canaux, tout fut mis en œuvre pour lasser la patience de l'occupant et lui faire abandonner les buts qu'il s'était fixés.

Quels arguments invoquait le gouvernement allemand pour étayer sa thèse de l'illégalité de l'occupation de la Rhur ?

L'Allemagne prétendait d'abord que les seules mesures, qui pouvaient être prises comme sanctions en vertu de l'alinéa 18, étaient des sanctions économiques et financières et que ces mesures ne pouvaient recevoir leur application que dans le territoire occupé à la suite du Traité et de l'Arrangement Rhénan.

L'alinéa 18 porte en effet « actes de prohibition et de représailles économiques et financières », mais il ajoute : « et, en général, telles autres mesures que les gouvernements respectifs pourront estimer nécessitées par les circonstances », mesures, ajoute l'alinéa 18, que l'Allemagne s'engage à ne pas considérer comme des actes d'hostilité. Il s'agit ici d'une question de droit international public ; aussi, peut-on s'étonner de la réponse qui fut faite le 15 février par le sous-secrétaire des affaires étrangères à la Chambre des Communes, au sujet de la légalité de l'occupation de la Rhur.

Il répondit que rechercher si cette occupation est légale ou non était inopportun et inutile car, pour trancher la question, il fallait se baser sur les lois britanniques et que la décision ne serait peut-être pas acceptée par les autres nations. C'est en se basant sur les principes du droit des gens et le Traité de Versailles qu'il faut étudier la question et non par application des lois en vigueur sur le territoire de chacune des puissances.

Rien ne s'opposait à l'entrée de la mission de contrôle dans la Rhur, elle était en réalité la mise à exécution de l'exploitation des gages. Il était impossible, comme l'aurait fait un créancier ordinaire, de s'adresser aux tribunaux de son débiteur et d'obtenir contre lui un jugement de condamnation qui aurait été suivie des voies d'exécution prévues par le Code de procédure. Il fallait donc nécessairement pénétrer dans la Rhur et s'assurer, par tous moyens, le contrôle de la production et la perception des sommes dues au titre des réparations.

La force militaire n'accompagnait la mission que pour la protéger et garantir l'exécution du mandat qui lui avait été confié. Il n'y avait là aucune violation de territoire, contraire au droit des gens, pas plus qu'il n'y aurait violation de domicile, du fait d'un huissier de pénétrer dans une maison pour saisir le mobilier, en garantie d'une créance exécutoire.

De quelle utilité, du reste, aurait été le privilège établi par l'article 248 du Traité de Versailles sur tous les biens de l'Empire Allemand, si les créanciers privilégiés n'avaient pu pénétrer sur le territoire, où se trouvaient ces biens, afin de les réaliser ou de les exploiter au profit de leur créance, au cas de refus d'exécution volontaire de la part de leur débiteur.

Cette garantie, stipulée au contrat, eût été illusoire et le texte qui l'a édictée serait resté lettre morte. L'Allemagne élevait une deuxième objection :

Les mesures d'exécution, prétendait-elle, devaient être prises, d'un commun accord, par toutes les puissances intéressées aux réparations.

Il est facile de répondre à cette objection du gouvernement allemand.

L'alinéa 17 de l'article 248 dit que la Commission des Réparations signalera immédiatement toute inexécution à chacune des puissances intéressées.

Si, d'autre part, on rapproche cet alinéa 17 de l'alinéa 18, on verra que le Traité a réservé le droit pour chacun des gouvernements respectifs de prendre telles mesures nécessitées par les circonstances.

Il s'ensuit que chacune des puissances n'étant pas intéressée de la même façon au titre des réparations et

leurs créances, de ce chef, n'étant pas de même étendue ni de même nature, on a voulu, dans le Traité, réserver à chacune d'entre elles l'initiative des mesures à prendre pour assurer l'exécution des obligations qui lui étaient dues par le gouvernement allemand. La Commission des Réparations avait signalé des manquements volontaires de l'Allemagne dans les livraisons de bois. Or, ces livraisons n'intéressaient que les puissances, ayant eu des régions dévastées par la guerre, en l'espèce la France, la Belgique, l'Italie. D'autre part, les livraisons de charbon n'ont été stipulées que pour le compte de la France, la Belgique, l'Italie et le Luxembourg. Les manquants dans ces livraisons de charbon n'intéressaient donc que ces puissances et il leur appartenait, au cas de manquants dûment constatés et signalés par la Commission des Réparations, de prendre les mesures dont l'alinéa 18 leur réservait l'initiative.

Exiger, comme le prétendait l'Allemagne, l'accord unanime de toutes les puissances alliées et associées pour prendre des mesures d'exécution, à la suite de manquements qui n'étaient préjudiciables qu'à quelques-unes d'entre elles, eût été une profonde injustice, d'autant plus que l'action individuelle ne compromettrait nullement le privilège des autres puissances créancières et ne leur causait aucun préjudice. Au contraire, cette contrainte, exercée par quelques-uns, à leurs risques et périls, était plutôt de nature à amener l'Allemagne à l'exécution intégrale des obligations qui lui avaient été imposées dans le Traité.

C'est donc à tort que le gouvernement allemand a

protesté contre l'entrée de la mission d'ingénieurs dans la Rhur pour procéder à la saisie et à l'exploitation des gages, et c'est uniquement à cause de l'attitude de révolte qu'il a provoquée de la part de ses fonctionnaires, que cette occupation pacifique et économique s'est transformée ensuite en véritable occupation militaire.

Les premières difficultés naquirent du refus, après la dissolution du Kohlensyndikat, de la part des industriels de la Rhur, d'effectuer les livraisons de charbon exigées par la mission de contrôle.

Le gouvernement interdit, de la façon la plus formelle, aux industriels, de se soumettre aux ordres de la mission de contrôle et les menaça de poursuites devant les tribunaux allemands s'ils effectuaient les livraisons de charbon réclamées au titre des réparations. Après une mise en demeure, demeurée infructueuse, on procéda à l'arrestation de plusieurs industriels de la Rhur, parmi lesquels se trouvait Thyssen, et on les poursuivit devant le conseil de guerre de Mayence pour refus d'obéissance à une réquisition militaire.

Les inculpés, pour leur défense, soulevèrent plusieurs moyens,

Ils contestèrent aux organes, institués par les pays occupants, le droit de s'emparer de force, soit des mines, soit de la houille, soit d'autres produits combustibles, de les confisquer ou de détourner vers la France des envois de charbon destinés pour l'Allemagne. Ils prétendirent que ces produits du sol étaient propriété privée allemande et qu'ils ne pouvaient être,

ni réquisitionnés, ni saisis, pour exécution d'une obligation personnelle à l'Etat allemand.

D'autre part, ils déniaient aux organes d'occupation le droit de contraindre les représentants des charbonnages ou d'autres ressortissants allemands à prêter la main à des opérations quelconques de nature à transporter les combustibles en France, à l'encontre de la volonté du gouvernement allemand. Notamment, disaient-ils, les organes d'occupation sont-ils autorisés à enjoindre aux propriétaires des mines de reprendre, malgré les instructions données par le gouvernement allemand, les livraisons pour compte Réparations et, au cas où ils se refuseraient d'obéir aux ordres de cette nature, sont-ils en droit d'intenter des poursuites judiciaires individuellement contre le ressortissant allemand ou encore user de force pour obtenir l'exécution de pareils ordres par les Allemands ?

Le conseil de guerre de Mayence condamna les industriels à des peines d'amende, pour refus d'exécuter des réquisitions militaires et d'obtempérer à des ordres, donnés par le général commandant la 138^e division d'infanterie.

Ce jugement fut confirmé par arrêt du conseil de révision de l'armée du Rhin, en date du 1^{er} février 1923.

Pourvoi en cassation fut formé par les condamnés et la Cour rendit son arrêt le 22 mars 1923.

« Sur la recevabilité du pourvoi : la Cour, constatant que les demandeurs ne sont pas compris dans la désignation de l'article 80 du Code mili-

taire (1), déclara leur pourvoi recevable, mais pour cause d'incompétence seulement.

» Sur le premier moyen pris de la violation des articles 62 et 63 du Code militaire, 8 de la loi du 9 août 1849, modifié par la loi du 27 avril 1916, des articles 21 et 22 de la loi du 3 juillet 1877, en ce que la décision attaquée a admis la compétence d'un conseil de guerre pour connaître du délit de refus d'obtempérer à une réquisition militaire, alors que les prévenus n'étaient ni des militaires, ni des assimilés à des militaires ; que ce délit ne figure pas parmi les délits prévus par le titre II du livre IV du Code militaire et que les faits qui étaient imputés aux prévenus ne portaient pas atteinte à la défense nationale ;

» Attendu que le territoire étranger, occupé même à la suite de la guerre, pour la protection des intérêts publics qui commandent cette occupation, est, au sens de l'article 63 du Code militaire un territoire ennemi ;

» Attendu que tout fait comportant une sanction pénale, commis sur ce territoire et qui est de nature à compromettre lesdits intérêts, ressortit à la compétence de la juridiction militaire ;

(1) Article 80 du Code de justice militaire :

« Ne peuvent, en aucun cas, se pourvoir en cassation contre les jugements des conseils de guerre et des conseils de révision :

» 1^o Les militaires, les assimilés aux militaires et tous autres individus désignés dans les articles 55, 56 et 57 ci-dessus ;

» 2^e Les individus soumis, à raison de leur position, aux lois et règlements militaires ;

» 3^o Les justiciables des conseils de guerre dans les cas prévus par les articles 62, 63 et 64 ci-dessus ;

» 4^o Tous individus enfermés dans une place de guerre ».

» Attendu que chacun des demandeurs a été déclaré coupable de n'avoir pas obtempéré à un ordre de réquisition à lui adressé par le général commandant la 138^e division d'infanterie qui lui prescrivait de continuer à assurer les livraisons de charbon nécessaires au fonctionnement des services publics dans les conditions habituelles, injonction intéressant par conséquent l'ordre et la vie publiques et d'avoir ainsi porté atteinte aux intérêts qui commandent l'occupation ;

» Attendu que le fait, ci-dessus spécifié, constituait une infraction portant atteinte aux intérêts français ; qu'il suit de là que la juridiction militaire était compétente pour en connaître ; qu'il n'échet, dès lors, de rechercher si la mise en état de siège du territoire occupé permettait, ou non, de déférer à la juridiction militaire l'infraction poursuivie, comme étant de nature à porter atteinte à la défense nationale, ainsi qu'il est spécifié en l'article 8 de la loi du 9 août 1849, modifiée par la loi du 27 avril 1916 ;

» Sur le deuxième moyen de pourvoi, pris de la violation du Traité de Versailles, pour tous les motifs juridiques exposés dans trois consultations de M. le professeur Grimm, la Cour décide que les motifs invoqués ne sauraient être utilement produits devant elle ; que si les traités de paix régulièrement promulgués en France ont force de loi et peuvent être interprétés par les tribunaux, ils ne sauraient l'être que lorsque cette interprétation se rapporte à des intérêts privés et non lorsqu'elle soulève des questions d'ordre public international ».

Un deuxième arrêt fut rendu par la Cour de Cassa-

tion, le 9 août 1923, sur pourvoi formé par Krupp et consorts, qui avaient été condamnés par le conseil de guerre, siégeant à Werden, pour avoir commis une infraction à l'article 1^{er} de l'arrêté 22 du général commandant les troupes, en pratiquant des machinations dans le but de faire commettre des attentats contre les personnes faisant partie des troupes d'occupation et en faisant marcher les sirènes de leurs usines pour provoquer le rassemblement d'une quantité considérable d'ouvriers autour d'un point où se trouvaient douze militaires français, entravant ainsi la circulation et causant des incidents graves.

Les attendus de ce deuxième arrêt sont identiques à ceux de l'arrêt Thyssen.

La jurisprudence de la Cour est donc bien établie ; elle a élargi considérablement la compétence *ratione materiae* des conseils de guerre et l'a étendue, non seulement aux attentats directs contre l'armée d'occupation, mais à tous actes susceptibles de nuire aux intérêts qui commandent cette occupation.

Les conseils de guerre, pendant la période des sanctions, eurent à connaître des contraventions multiples aux ordonnances ou arrêtés pris à l'occasion et pour l'application de ces sanctions.

La Haute Commission dut rendre des ordonnances pour protéger les allemands qui prêtèrent leur concours aux organismes institués pour la prise des gages, la Régie des chemins de fer, la Micum, les douanes, l'administration des forêts.

Toute entrave apportée au fonctionnement de ces organismes, soit par attentats contre les personnes

faisant partie de leur personnel, qu'elles fussent françaises ou allemandes, soit par attentats contre les biens de ces organismes, fut réprimée par les conseils de guerre, qui appliquèrent, soit le Code pénal français, soit les ordonnances, soit les arrêtés du général commandant les troupes.

Il suffisait que les intérêts de l'occupant fussent lésés par un acte volontaire quelconque, pour donner lieu à une base légale de poursuites.

L'Ordonnance 140, en particulier, édicta des mesures répressives contre tous ceux qui, soit par pression, soit par menaces ou manœuvres quelconques, auraient détourné ou tenté de détourner les citoyens des pays occupés de l'obéissance due aux ordonnances spéciales de la Haute Commission.

L'Ordonnance 156 rendit les tribunaux militaires compétents pour juger les auteurs de violences ou voies de fait, exercées sur toute personne, quelle que soit sa nationalité, si elle est employée directement ou indirectement par la Haute Commission, les armées alliées ou les organismes en dépendant, si elle a rendu ou est réputée avoir rendu des services à ces autorités ou organismes ou à leurs agents, ou si elle a eu recours auxdits organismes, lorsqu'il apparaîtra, d'après des présomptions suffisantes, que ces actes auraient pour cause les dits services ou lesdites relations.

Pourront être également, en vertu de la même ordonnance, poursuivis les auteurs de violences sur les personnes employées au service personnel des fonctionnaires de la Haute Commission ou des membres de l'armée, sur ceux qui se seraient conformés aux ordon-

nances de la Haute Commission ou se seraient abstenus d'actes interdits par ces ordonnances et enfin sur tout national des puissances d'occupation, si la nationalité de la victime a été la raison d'être de ces violences.

Toutes les ordonnances et tous les arrêtés, pris pendant cette période, eurent pour but d'assurer le bon fonctionnement des organismes créés pour l'exploitation des gages et de réprimer toute entrave qui aurait pu y être apportée, de quelque nature qu'elle fut.

Toutes les infractions à ces ordonnances et arrêtés furent déférées aux tribunaux militaires.

CHAPITRE III

Compétence « *ratione loci* »

De même qu'en France, les conseils de guerre aux armées sont compétents pour juger les crimes et délits commis dans leurs ressorts.

Leur compétence est donc territoriale, en vertu de l'article 68 du Code de justice militaire ainsi conçu :

« Tout individu, justiciable des conseils de guerre aux armées, qui n'est ni militaire, ni assimilé aux militaires, est traduit devant l'un des conseils de guerre

de l'armée les plus voisins du lieu, dans lequel le crime ou le délit a été commis ou du lieu dans lequel il a été arrêté.

Une exception est faite pour les militaires par les articles 65 et 66 du même Code.

Jusqu'au grade de capitaine, les militaires sont traduits devant le conseil de guerre de division dont ils font partie. Comparaisent devant le conseil de guerre du Quartier Général les militaires attachés au Quartier Général jusqu'au grade de colonel inclusivement, et les chefs de bataillon ou d'escadron, les majors et les lieutenants-colonels et colonels des divisions composant le corps d'armée.

En zone d'occupation rhénane, le général commandant l'armée s'est réservé la faculté de prescrire le dessaisissement, au profit du conseil de guerre du Quartier Général d'armée, de toute juridiction militaire saisie d'une affaire qu'il estimerait de nature à porter atteinte à la sécurité de l'ensemble des troupes d'occupation.

C'est en vertu de cette décision que le conseil de guerre de Mayence eut à connaître de l'affaire Thyssen et autres, le 25 janvier 1923.

De plus, par notes 1186 et 1577, en date des 22 et 29 mai 1923, le général commandant l'armée décida que toutes les affaires de sabotage, en quelque lieu que ces crimes aient été commis, seraient jugées par le conseil de guerre du Quartier Général à Mayence.

On peut se demander, et avec raison, si le général commandant l'armée d'occupation avait qualité pour soustraire aux conseils de guerre compétents *ratione*

loci, les délinquants qui avaient commis des attentats dans la zone soumise à leur juridiction.

Rien dans le Traité ni dans l'Arrangement Rhénan n'autorisait une telle dérogation aux principes de la compétence réglementée par l'article 68 du Code de justice militaire.

Dans les divers recours exercés par les condamnés devant la Cour de Cassation, aucun n'a soulevé ce moyen, qui aurait probablement été admis par la Cour Suprême.

Cette décision, contraire au droit commun, n'a cependant pas violé les garanties de la défense ; on ne peut assimiler à un tribunal d'exception le conseil de guerre du Quartier Général. La procédure appliquée, les textes visés ont été les mêmes que si l'affaire avait été portée devant le conseil de guerre du lieu du crime ou du délit.

CONCLUSION

Nous avons étudié la compétence des conseils de guerre français dans la zone d'occupation, par application du Traité de Versailles et de l'Arrangement Rhénan.

Nous avons vu que la compétence des conseils de guerre, telle qu'elle est prévue par le Code de justice militaire, a été étendue sous l'influence de la jurisprudence de la Cour de Cassation, que non seulement les conseils de guerre ont été, par la Cour Suprême, déclarés compétents pour réprimer les attentats commis contre la sécurité de l'armée d'occupation, mais aussi tous les actes susceptibles de contrarier les buts de l'occupation.

La Cour, d'autre part, a déclaré que l'article 63 du Code de justice militaire s'appliquerait non seulement quand l'armée française se trouverait en territoire ennemi, ce qui suppose un état de guerre, mais encore quand l'armée française serait sur un territoire étranger.

Or, cet article 63 admet la compétence des conseils de guerre pour tous les crimes et délits prévus par le titre II du livre IV du Code de justice militaire. Pour éviter qu'en matière pénale, où les textes doivent toujours être interprétés très strictement, on puisse

prétendre, comme on l'a fait dans plusieurs procès, que les conseils de guerre avaient leur compétence limitée à la connaissance des délits et crimes prévus par le titre II du livre IV, il serait souhaitable que le Parlement Français réformât l'article 63 et le mit en harmonie avec la jurisprudence actuelle, en étendant la compétence *ratione materiae* des tribunaux militaires à tout attentat susceptible de compromettre la sécurité de l'armée d'occupation.

La répression par les tribunaux militaires des crimes et délits commis contre l'armée d'occupation se justifie aussi par les motifs suivants.

La compétence des tribunaux peut découler de trois chefs :

1^o Il est une compétence qui se rattache au territoire ; l'Etat a le droit de réprimer tous les faits délicieux qui se commettent sur son territoire ;

2^o L'Etat peut exercer une compétence personnelle vis-à-vis de ses nationaux se trouvant à l'étranger.

3^o L'Etat, étant en somme un syndicat de services publics, a qualité pour intervenir dans la défense de ces services et réprimer tout attentat susceptible d'en contrarier ou détruire le bon fonctionnement.

L'occupation militaire se rattache à ces deux derniers chefs, d'où la compétence des tribunaux militaires, vis-à-vis des membres de l'armée se trouvant à l'étranger, et aussi vis-à-vis de tous ceux qui commettent des attentats contre ces services publics.

D'autre part, la compétence des conseils de guerre doit cadrer avec la notion de légalité ; c'est-à-dire avec cette notion qui veut que nul n'est censé ignorer la loi,

mais qu'il doit pouvoir connaître d'avance ce à quoi cette loi l'oblige.

La compétence des conseils de guerre s'étend également aux contraventions commises contre les Ordonnances de la Haute Commission.

Ces Ordonnances ont force de loi et s'imposent à tous dans la zone d'occupation, mais à condition qu'elles aient été rendues dans les limites des besoins et de la sécurité des armées d'occupation et que, d'autre part, elles ne soient pas en contradiction avec la coutume internationale, non écartée par le Traité de Versailles. Dans ces limites, la Haute Commission a l'exercice du pouvoir législatif et ses ordonnances s'imposent dans la zone d'occupation à tous, y compris les membres de l'armée.

Il est heureux que l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 20 juin 1925 ait mis fin à cet état de choses profondément injuste, créé par la jurisprudence du conseil de révision de Mayence. Nul n'est au-dessus de la loi. La loi s'impose à tous et doit être respectée par tous, en premier lieu et surtout par ceux au profit de qui elle a été faite. Les Ordonnances n'ont eu pour but que le bien-être de l'armée d'occupation et la sauvegarde de sa sécurité ; il eût été étrange de voir les membres de l'armée commettre impunément des infractions à ces Ordonnances.

Vu et permis d'imprimer,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- BONFILS et FAUCHILLE. — *Manuel de Droit International public*, 6^e édition, 1912.
- Bulletin des Affaires Civiles*, publié par l'Etat-Major de la X^e Armée.
- Bulletin de la Justice Militaire* (mensuel), publié par l'Armée française du Rhin.
- Bulletin officiel de la Haute Commission*. — CHANTRIOT. La Lorraine sous l'occupation allemande, 1922.
- Code pénal allemand*, annoté par le D^r LUDWIG, 2^e édition. Berlin, 1922.
- Congrès de la Paix*. — Documents relatifs au régime des territoires rhénans pendant l'occupation militaire (26 juin-14 octobre 1919). Imprimerie Nationale.
- GARÇON. — *Le Droit pénal*. Payot, 1922.
- GARRAUD. — *Précis du Droit criminel*, 13^e édition, 1921.
- Journal de Droit International Privé*.
- MAY. — *Le traité de Francfort*, 1919.
- NAST. — *Notes au Dalloz Périodique* (1923, 1^{re} partie).
- NYS. — *Etudes de Droit International*.
- PIÉDELIÈVRE. — *Précis de Droit International Public*, 1894.
- PILLET. — *Le droit de la guerre*.
- Recueil des arrêtés* du Général commandant les troupes, publié par l'Etat-Major de la I^{re} Armée du Rhin.
- Recueil des Ordonnances* de la Haute Commission, publié par le Secrétariat général de la Haute Commission.
- Revue de Droit International public*.
- ROBIN. — *Des occupations militaires en dehors des occupations de guerre*. Sirey, 1913.
- ROUSSEAU. — *La Haute Commission Interalliée des territoires Rhénans*. Walter, Mayence, 1923.
- Traité des lois de la guerre continentale*, publié en 1902 par l'Etat-Major allemand. Traduction CARPENTIER.
- Traité de Paix* entre les puissances alliées et associées et l'Allemagne, et *Protocole*, signés à Versailles, le 28 juin 1919. Imprimerie Nationale, 1919.
- TRAVERS. — *Le Droit pénal International et sa mise en œuvre en temps de paix et en temps de guerre*, 5 volumes. Sirey, 1920-21-22.
- VANARD. — *L'occupation des territoires rhénans et le Droit privé*. (Editions de la Vie Universitaire, 4^e édition, 1910.)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Historique.....	3
-----------------	---

LIVRE PREMIER

ÉTUDE DU DROIT DE L'OCCUPATION

CHAPITRE PREMIER. — DROIT DE LÉGISLATION.....	17
CHAPITRE II. — DROIT DE JURIDICTION.....	18
TITRE PREMIER. — Infractions commises par les membres de l'armée d'occupation.....	21
TITRE II. — Infractions commises par les indigènes des territoires occupés.....	24
TITRE III. — Infractions commises par des étrangers établis sur les territoires occupés.....	35
TITRE IV. — Composition des tribunaux de l'occupant et formes de la procédure.	38

LIVRE DEUXIÈME

OCCUPATION DES TERRITOIRES RHÉNANS

TITRE PREMIER. — Période de l'armistice.....	43
TITRE II. — Traité de Versailles et arrangement rhéan....	47

LIVRE TROISIÈME

COMPÉTENCE DES CONSEILS DE GUERRE DE L'ARMÉE D'OCCUPATION

CHAPITRE I ^{er} . — COMPÉTENCE « RATIONE PERSONAE !.....	59
TITRE PREMIER. — Régime de l'armistice.....	59

TITRE II. — Régime du Traité de Versailles.....	62
A) Membres de l'armée d'occupation.....	64
B) Personnes attachées aux forces armées, porteurs d'un laissez-passer révocable délivré par le géné- raux commandant les armées d'occupation.....	70
C) Toutes les personnes employées par ces troupes ou à leur service.....	71
D) Les membres de la Haute Commission, leurs familles, leur personnel et les familles de celui-ci.....	74
TITRE III. — Extension de la compétence à la suite des sanctions	79
CHAPITRE II. — COMPÉTENCE « RATIONE MATERIAE »....	90
TITRE PREMIER. — Régime de l'armistice.....	90
TITRE II. — Régime du Traité de Versailles et de l'Arran- gement Rhénan.....	96
TITRE III. — Extension de la compétence à la suite des sanctions	136
CHAPITRE III. — COMPÉTENCE « RATIONE LOCI ».....	151
CONCLUSION	155

